

75^e anniversaire Action d'Aristides de Sousa Mendes Appel du Général Charles de Gaulle

Recueil des interventions et conférences en hommage au 75^e anniversaire de l'action d'Aristides de Sousa Mendes

> réalisé par le Comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes

sous la direction de Manuel Dias Vaz

70^e anniversaire

Fin de la 2º Guerre mondiale Libération des camps





75° anniversaire de l'action héroïque du consul du Portugal, Aristides de Sousa Mendes, à Bordeaux, Bayonne et Hendaye en 1940

2015 est l'année du 75° anniversaire de l'Appel du 18 juin 1940, du général de Gaulle, à la résistance contre l'occupation de la France par les troupes allemandes du III° Reich.

Le comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes, a programmé différentes manifestations à l'occasion de ce 75^e anniversaire de l'action humaniste de sauvetage de 30 000 réfugiés, juifs, chrétiens, communistes ou

apatrides, dans le sud-ouest de la France dans un moment tragique de l'histoire de l'Europe, en 1940.

Ces manifestations et cérémonies, s'inscrivent dans le cadre des commémorations du 75^e anniversaire de juin 1940.

Elles ont reçu le soutien des autorités françaises, ministère de la Culture, préfet de Région, DRAC Aquitaine; des autorités portugaises; du conseil régional d'Aquitaine; du conseil départe-



mental de la Gironde; des consulats généraux d'Allemagne, du Portugal et d'Espagne; des collectivités territoriales et de nombreuses associations et institutions culturelles ou éducatives qui ont décidé d'unir leurs compétences afin de faire connaître et partager ces pages de l'histoire du xxe siècle aux jeunes et au grand public et de faire vivre et défendre les valeurs universelles des droits de l'homme, de la liberté d'expression et de conscience.

Dans ce cadre, le comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes considère les interventions pédagogiques auprès des jeunes et adolescents, dans les collèges et lycées de la région Aquitaine et en France, comme une priorité.

Les principales manifestations ont été des rencontres et hommages dans des lycées en France et au Portugal, des conférences et commémorations:

13 avril, à Bayonne, en présence de Messieurs Jean-René Etchegaray, maire de Bayonne, João Lourenço, président du Comité Sousa Mendes, et Gérald Mendes, petit-fils d'Aristides et Angelina de Sousa Mendes.

27 mai, musée d'Aquitaine, Bordeaux, conférences de Messieurs Manuel Dias Vaz, vice-président du Comité, Jean-Louis Nembrini, historien, ancien recteur de l'académie de Bordeaux, inspecteur général du ministère de l'Éducation nationale, ancien président – pour la partie française – du conseil scientifique du manuel d'histoire franco-allemand, et Alain Ruiz, professeur émérite d'études germaniques, université Michel de Montaigne, Bordeaux 3.

Les 17 et 18 juin, à Bordeaux, les commémorations et les conférences de Madame Anne-Marie Cocula et de Monsieur Manuel Dias Vaz, à l'occasion des anniversaires de l'Appel du général de Gaulle et de l'action d'Aristides de Sousa Mendes – sous l'autorité du préfet.

18 septembre, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, dans le cadre des Journées du Patrimoine conférences Les réfugiés espagnols sauvés par Aristides de Sousa Mendes et Le rôle du diplomate espagnol Eduardo Propper de Callejon; projection du film Désobéir.

25 septembre, Hendaye et frontière francoespagnole, inauguration d'une pierre à la mémoire de Sousa Mendes et des réfugiés, puis conférence de Monsieur Manuel Dias Vaz *Hendaye au* cours de l'histoire, frontière de la liberté.

Du 3 au 9 octobre, Oloron-Sainte-Marie, manifestions à la mémoire d'Aristides de Sousa Mendes; conférence Les réfugiés au Portugal durant la Seconde Guerre mondiale, par Monsieur Manuel Dias Vaz; projection du film Désobéir; présentation de l'exposition Aristides de Sousa Mendes, le Juste d'Aquitaine.

4 octobre, musée d'Aquitaine, Bordeaux, projection du film *Désobéir*, suivi d'une conférence dans le cadre de Mémoire en images.

30 octobre, Rocher de Palmer, Cenon, conférence de Messieurs Gérard Boulanger et Manuel Dias Vaz, *Le procès disciplinaire et la condamnation d'Aristides de Sousa Mendes par le dictateur Salazar*; projection du film *Désobéir*, et la présentation de l'exposition *Aristides de Sousa Mendes, le Juste d'Aquitaine*.

12 novembre, Boulevard des Potes, Bordeaux, conférence de Monsieur Manuel Dias Vaz, *Bordeaux 1940, l'action du consul Aristides de Sousa Mendes*.

30 novembre, Rocher de Palmer, Cenon, exposition et conférence de Monsieur Manuel Dias Vaz, Les apports de l'immigration portugaise à Bordeaux et en Aquitaine.

Sommaire

Introduction		
Interventions p	édagogiques	
La rencontre d'	un Juste avec des lycéens de l'Ort de Villiers-le-Bel	6
Disputation au	Lycée Saint-Joseph de Tivoli, Bordeaux	
Hommage à A1	ristides de Sousa Mendes des lycéens de Carregal do	Sal, Portugal
Inauguration d	e la rue Aristides de Sousa Mendes	Bayonne, 13 avril 2015
Jean-René Etche Discours d'inai	GARAY Iguration	
João Lourenço		
Discours d'inai	iguration	12
GÉRALD MENDES		
Gérald Mendes	lit un extrait du témoignage de son père Louis-Phili	ppe 14
Conférences	Bordeaux, m	usée d'Aquitaine, 27 mai 2015
Manuel Dias Vaz Des Allemands	sauvés par Sousa Mendes	
Jean-Louis Nembi Transmettre les	RINI valeurs civiques dans la France d'aujourd'hui	
ALAIN RUIZ Comme le cons	ul Aristides de Sousa Mendes à Bordeaux en 1940 :	désobéir par devoir d'humanité 26
Messe	Bordeaux, église Saint-Lou	is des Chartrons, 13 avril 2015
JEAN-MARIE LE VI	ERT	
Messe à la mén	noire d'Aristides de Sousa Mendes	
Conférences		Bordeaux, 17 et 18 juin 2015
Manuel Dias Vaz		
•	nne-Marie Coculardeaux et en Aquitaine	
Conférences	Bordeaux, archives départementales de	la Givande 18 sentembre 2015
		ia Gironae, 10 septembre 2015
Manuel Dias Vaz Manifestation e	en hommage à Aristides de Sousa Mendes	41
MATTHIEU TROUVÉ	ŝ	
La France et les	s pays ibériques : une mise en perspective historique	<i>(</i> 1939-1940) 43
David Aller		
Eduardo Propp	er de Callejón: l'œuvre humanitaire d'un Juste dans	la France occupée51

Les tragédies de 1939 et 1940, les Espagnols sauvés par Aristides de Sousa Mendes et Émile Guissou à Bordeaux, Bayonne et Toulouse	57
Commémorations Hendaye, 25 septembr	re 2015
Kotte Ecenarro Hommage de la ville d'Hendaye à Aristides de Sousa Mendes	61
Manuel Dias Vaz Discours à l'occasion de l'inauguration de la pierre à la mémoire d'Aristides de Sousa Mendes .	62
GÉRALD MENDES Inauguration de la pierre souvenir sur le pont Hendaye Irun	63
Christelle Cazalis Introduction à la conférence sur les frontières	65
Manuel Dias Vaz Conférence sur les frontières	67
Conférence Oloron-Sainte-Marie, 3 octobr	re 2015
Manuel Dias Vaz Le Portugal de Salazar durant la Seconde Guerre mondiale, 1939-1945	71
Projections Film Désobéir	75
Conférences Cenon, Rocher de Palmer, 30 octobr	re 2015
Manuel Dias Vaz Manifestation à Cenon, au Rocher de Palmer : conférences, projection de film et exposition Le contexte d'octobre 1940 en Europe	78
Annexes	
Extrait du texte de la circulaire nº 14, du 11 novembre 1939 Extrait de la note de culpabilité sur Aristides de Sousa Mendes	
Réponse d'Aristides de Sousa Mendes à la note de culpabilité de Francisco Paula Brito Junior Conclusion d'Aristides de Sousa Mendes à la note de culpabilité	83
Courrier du comité français Sousa Mendes à Madame Fleur Pellerin	
chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire	88

La rencontre d'un Juste avec des lycéens de l'Ort de Villiers-le-Bel

TETTE belle « rencontre » a pu avoir lieu grâce È divers concours de circonstances...

C'est tout d'abord une première rencontre en juin 2014 qui est à l'origine de ce projet, s'intégrant au projet d'établissement de l'Ort de Villiers-le-Bel, une rencontre entre un professeur de Lettres de l'Ort, M^{me} Saméra Costa et l'un des membres du comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes M. Antonio Amorim. Très vite, il est apparu comme une évidence que ces jeunes lycéens, de confession juive en majorité, devaient découvrir cette figure d'un Juste par le biais de l'exposition qui lui a été consacrée en 2005, exposition organisée par le Comité national. Ensuite ce fut la présentation de ce projet à l'équipe pédagogique dès juillet 2014 pour le mettre en place pour la rentrée 2014-2015, équipe enthousiaste car pour la plupart de ses membres la «rencontre» avec Aristides de Sousa Mendes constituait aussi une découverte. Enfin, l'ultime rencontre avec Manuel Dias, l'un des initiateurs de l'exposition et président du Comité qui est allé jusqu'à donner de sa personne puisqu'il a accepté généreusement de participer à une conférence au sein du lycée pour présenter, redonner vie à ce Juste et d'échanger avec ces adolescents.

Ainsi c'est par le biais de cette exposition que les lycéens de l'Ort ont pu étoffer leurs connaissances autour de la thématique de la Shoah puisque celle-ci s'est déroulée durant la commémoration de la libération du camp d'Auschwitz et de la journée des génocides. Celle-ci correspondait aux attentes du projet pédagogique de l'établissement, en particulier autour de trois de ses axes:

- transmission et savoir,
- vivre ensemble,
- identité juive.

Ces trois axes ont pour objectif de transmettre le devoir de mémoire de cette période de l'histoire, symbole de la barbarie humaine, tout en permettant à ces élèves de s'ouvrir aux autres mais, aussi, de s'interroger sur les liens entre les hommes.





CE PROJET a également permis à nos élèves de première de pouvoir bénéficier de fonds du mémorial de la Shoah, à hauteur de 40 % par élève, afin d'effectuer un voyage en Pologne sur les traces des victimes de la barbarie et de la folie nazie dans les camps, témoins silencieux et réceptacles involontaires de ce génocide. Ce voyage se déroule chaque année, et, chaque année l'équipe pédagogique se doit d'innover, d'aborder différemment cet acte de devoir de mémoire. Pour l'année 2014-2015, le thème choisi a été les Justes avec un éclairage justifié sur Aristides de Sousa Mendes, Juste parmi les Nations.

La venue de M. Manuel Dias a coïncidé avec une situation particulière, que traversait la France suite aux attentats du mois de janvier 2015, touchant de plein fouet la communauté juive et plongeant ces adolescents dans des interrogations légitimes. M. Dias a su les rassurer, leur donner de l'espoir, transmettre une belle leçon d'humanité en leur rappelant que Sousa Mendes a fait partie de ces hommes «debout», «porteur de lumière» pour ceux poursuivis, harcelés par la barbarie.

Ce Juste parmi les Nations ne pouvait donc que «rencontrer» les lycéens de l'Ort puisque déjà en son temps, il représentait et défendait les valeurs prônées dans le projet d'établissement.

Cultura 15 levius 2015

Rencontre autour d'un juste: Aristides de Sousa Mendes

Par Saméra Costa

Dans le cadre de la Journée de la commémoration de la ¿Cération du Camp d'Auschwitz et de la Journée des génocicies qui a eu lieu le 27 janviet, le Lycés CRT de Viltiers-le-Bei (95), dons le Vai d'Clae, la acqueilli Tospostion accour du juste d'origino portugateu. Acistides de Sousa Mendes, exposition prétée par le Comité national français en hommage à Aristides de Sousa Méndes.

Cette rescontre est a l'initiative de deux professeurs du lycée Saméra Creta, professeur de Lettres et Datia Natache professeur d'Hébreu et d'histore auve.

L'exposition s'est accompagnée d'une

conférence menée par Manuel Dian Vaz, l'un des autobaum de catte exposition et Président de Comité, accompagné de António Amorim, l'un des membre du Comité.

C'est la première fois que Manuel Das s'est déplacé de Bordeaux en région parisienne pour présenter cette action. Il a aves rencontré près d'una containe d'élèves de l'ére qui oft de le plaier et le surprise de découvrir de Juste qu'était Ansoides de Sousai Mandes parriè les judés.

Rappelons ici que de Consul général du Portugal alois en poste à Bordeaux durant le mois de juin 1940 a pamie de sauver plus de 30.000 personnes, dont plus de 10.000 juis en l'espace de veuf jours, des camps de la mont

en leur octovant des visas pour êbelibres. Il sara «manarcid» par le régime. de Salazar, en perdant sa fonction de Consul, ses privièges d'aristocrate, authornent dit tout, pour avoir été au service des hommes, un hamaniste en ces terros impóres. C'est dono cette grande figure d'une cartaine résistance que les lyodens ent pu appriscier, même «voir» grácu aux panales. de Manuel Dies Vac. Anatices de Sousa Mendes est celui qui «il trouvé. la force de désobéir à Salazar», qui a fait preuve de «clarvoyance» et qui asu «être debout» quand it le fallait. La conférence s'est achavée autour d'une discussion entre Manuel Dies.

Vac et les élèves qui ent fait un paral-

Will over la période trouble que la

France traverse depuis le mois de janvier, an particular years inquistudes quant à une montée de l'amisémitisme, Manuel Dies laur a livré un ventable message d'espoir mais aussi d'humanité en leur disant que c'était a eux de devenir des hommes «deboarts, porteurs d'une «iumière» sesumet l'avenir, tel Aristicies de Scuta Mendes en 1940. Cette rencontre va se pogrative l'an prochain puisqu'il est prévu que ce soit le petit-fils de Aristides de Sousa Mendes, Gérald Mendes, luso-canadien, qui a son tour viendra évoquer le juste qu'a été Anstidas de Sousa Mondos.

sousamendes.org

Lusojornal, 18 février 2015.

Un grand moment pour les élèves de terminale du lycée Saint-Joseph de Tivoli

es universitaires du Moyen âge avaient l'ha-✓ bitude de débattre des guestions importantes lors de « disputations » où les points de vue étaient abordés sans réserves. La pédagogie ignatienne, c'est-à-dire celle dont s'inspirent tous les personnels éducatifs des établissements sous tutelle jésuite, ont gardé cet exercice en l'adaptant aux élèves de notre temps.

Chaque année, après une initiation en classe de première, les élèves de terminale, durant une demi-journée, se livrent à cet exercice qui se déroule de la façon suivante; plusieurs conférenciers présentent dans un premier temps leur point de vue sur une question précise. En 2015, le sujet était «Obéissance et désobéissance».

Nous avions invité, à cette occasion, trois personnes qui, de par leur expérience, pouvaient nous aider à réfléchir sur cette question importante.

Le premier intervenant fut le père Sébastien Vast, jésuite. Il a abordé la question sous l'angle spirituel, dans une perspective chrétienne.

Puis nous avons eu le colonel Lherbette, ancien pilote de l'armée de l'air, qui nous a introduit dans l'obéissance militaire et nous a présenté les cas de conscience où l'on pouvait désobéir.

Enfin nous avons eu la chance d'avoir parmi nous Manuel Dias Vaz qui a fait découvrir, à celles et ceux qui ne le connaissaient pas et mieux comprendre aux autres, la personnalité d'Aristides de Sousa Mendes, consul du Portugal à Bordeaux pendant la Seconde Guerre mondiale et dont le courage, au nom d'une certaine vision de l'Être Humain, et au nom de sa foi chrétienne, a permis à de nombreux Juifs de fuir la France occupée par les nazis, pour échapper à leur extermination programmée par Hitler, uniquement parce qu'ils étaient juifs. Il a désobéi au pouvoir politique de son pays, mais il a suivi sa conscience. Il a été reconnu Juste parmi les Nations par l'État d'Israël.

Merci à Manuel Dias d'avoir donné ce témoignage qui a laissé des traces parmi les élèves et les adultes présents ce jour-là, mais aussi un grand merci à l'ensemble des intervenants.

Après le temps des conférences et des questions, les jeunes ont été répartis en équipes avec deux questions à débattre, contradictoirement :

- 1) l'École ne nous demande-t-elle que d'obéir?
- 2) peut-on désobéir à sa conscience?

La journée s'est terminée par une finale entre les meilleurs débatteurs, suivie d'une remise de trophée. Un grand moment de formation humaine.





Hommage à Aristides de Sousa Mendes des élèves du lycée de Carregal do Sal

Les 24 et 25 septembre 2015, 46 élèves et six professeurs des *Agrupamentos* scolaires du conseil de Carregal do Sal, au Portugal, ont rendu hommage au consul de Bordeaux, Aristides de Sousa Mendes. Cette initiative s'inscrit dans les projets pédagogiques des *Devoirs de mémoire* et les *Chemins de la mémoire* du comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes.

Les élèves et les enseignants ont été reçus le 25 septembre sur l'esplanade Charles-de-Gaulle de Mériadeck, à Bordeaux, devant le buste en hommage à Aristides de Sousa Mendes par Madame Rita Ramos, représentante du consulat du Portugal à Bordeaux et Monsieur Manuel Dias Vaz, vice-président du Comité.

Les participants ont ensuite été reçus au consulat général du Portugal à Bordeaux par la consule, Madame Ana Filomena Rocha, où un cocktail buffet leur a été servi.



Comunidade

.lw 07.ocenow/2016

Visita de Estudo também levou os alunos ao Parque du Poy-du-Pou

Alunos de Carregal do Sal vieram a Bordeaux homenagear Aristides de Sousa Mendes

Na termina presenta, critica del presenta del attenta del Carrega del Sal cue frequentam a rispositamento del Sal cue frequentam a rispositamento del attenta del

D anets, designati. "Cerren de la remiter", tres como procipes siste-Not a strigged tests cultion the elunca in arma ignoralizagent men articulti suberna formata che ciocció men osc Forces, Hotata, Escoção Vesas e Comprehensing educação reio formes, numa pempetiva de famiação, vitogal tion allacon, was been do described Franto disc quas capacidades de autopornies, expolator de indiciarbes, mis "noberarc e sate" é de ompariro res concre-Residitive programs. A validation, the staparty de Macolina de Foresto. esarlase earn Tetriti suis abongente: incurticulação interdocas hay a the book priffical de aprendizagent. porvo Escala assectada da UNESCII schin lerna "Merrolcia a Deser ité Susan doctar umon colonna i interchiadra Diregits, skip illimyters regition skip opening tes para, na fine lagaro Lapa no Lobere



do Carrura Municipal de Carrujul do los

Fic cocco-in illi boburtu num il coutori. LECENCO terri visto e disconsolare, fini resilareta e visto e disconsolare, fini resilareta e visto e citarte de Derdama, orace o jurgo restrutarea. Aniestas de Sanas Mercela, jurito de son lueda tendo colo eccetivo poto Presidento do Comitó de Hameragem a Souto Manties. Mocoel Dias, e por Film Ramos, representante de Comularea. Portuguida, que professora ama tener palación sobre este fracti o a ocupaçõe de Pranque pela reservada do Caustino de Espárado Charisto do Caustino.

Agós o visito a cidente, os siumos e portogorante dechrizaram de sant al resulto visitario efección pola Córesa de Pertugal inspete mitada, Aria Pformera Rocha, no patro de difeito de Comasiano. Em agradocumento, opragua delectura a desternada, por nome de Municipia, o Trod de Altim eletados de Socia Municipia, o Coltas de Brocesa a Medidan de Congluentario de matro dele fautorialmo e algunar publicações. Poram, tambiém, em apara podera com a Cama de Prasad, antra o de pora caso deves de magantajão, matroa caso de magantajão, matroa de de consultar deves de magantajão, matroa de como de como

brado no ámbolo es proyets EMESCO, a produtos regionale como entre e gimos, em norma do agracio-

In a committe de Dissist, a grupa fur lama paragam em La Rochella, porto de mai de disde partara aspiritarias place harrisalan no jurilado del Descamerantos. Disposa tentara alca marcantos estos momentas, gravacios na membra des elembos profesiones. Rosm, seguinasente, na cale días de estila ao Parque Phydra-Pos.

Una vigen at long de atouts de historia de França, improvint de descartorialitar da Historia de Es-

regio, alaboratio rest, partico e grandito tok espetáciaho, organizatos con rigor historica a mesma las mais as foreigns tacricas de carografia. qui Re flierary gravicar o arèmic de Wellion persons tetrollico do mundo Todas estas roafes torsam is swant to vein as emmações yilvidum pero gracos For area "engetherin festilation" que se tradición years momento priviopeds de ninkels pen o idens com a naturezo fusoriánte da fevento centerana, com ne plovares num "ballada" Jirkor e com a reunação historios, Reede Rorca en año XX eltermoundo os atabases Weings e a there Matte e ands eth force me belimble lactor cored a trinovina da 1º Gaerra (suprália), os Mosqueticivos da Richeres, e a vida do burgo do Mr. XVVI e a Odminic do Pay-ita-For Genetical refers of the docient poeda sinfónica de ligura o de from the party manufactor exempts de amineção interquestroi.

Segunta no logarizacione, Althie Mentine, Por District Artistante, Durin. Servantia e associa Han. Yo latang desta tric princi podo considerario e micro conflici. Alto di princi pariedi pagent propietados, most familiar parie apostados de meso memo pessas e ple intenção com productos en como tracto pessas e ple intenção com productos en como de tracto de podo interpresenta de de responsa de las diferençãos.

Lusojornal, 7 octobre 2015.

Inauguration de la rue Aristides de Sousa Mendes à Bayonne

L y a trois ans, la ville de Bayonne rendait hommage à Aristides de Sousa Mendes, consul du Portugal à Bordeaux en 1940, en apposant une plaque commémorative au numéro 8 de la rue du Pilori, à l'entrée de l'ancien consulat du Portugal à Bayonne. Aujourd'hui, la ville de Bayonne lui dédie officiellement une rue, située au cœur du centre ancien, dans l'îlot de la Monnaie en cours de réhabilitation. Bayonne souligne ainsi l'importance de ce grand personnage au destin international qui a marqué l'histoire du xxe siècle par son action humaniste et de résistance pendant la Seconde Guerre mondiale.

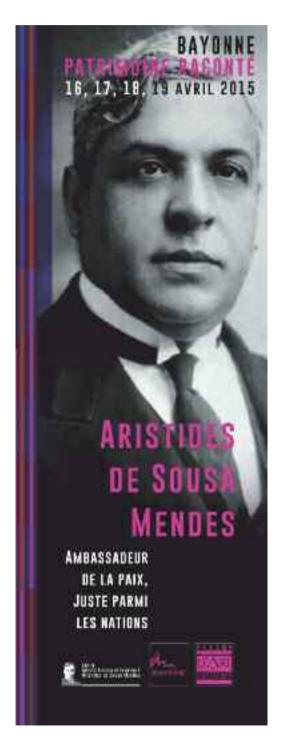
Il fait partie du patrimoine immatériel de Bayonne, ville d'art et d'histoire, au titre des grands hommes et femmes. À l'occasion du 75° anniversaire de l'action du consul, la ville se devait de répondre favorablement aux sollicitations du comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes. Aussi a-t-il été décidé de consacrer à l'action du consul l'un des temps forts de la programmation *Ville d'art et d'histoire : un Patrimoine raconté* du 15 au 19 avril.

L'action de Sousa Mendes en 1940

Né en 1885 au Portugal, Aristides de Sousa Mendes est consul à Bordeaux lors de la débâcle



*Maire de Bayonne, président du conseil des élus du Pays Basque



de 1940. Devant l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés, il décide de désobéir aux ordres de Salazar et délivre, dès le 16 juin 1940, des visas à tous les réfugiés qui en font la demande.

Malgré les poursuites lancées à son encontre depuis le Portugal, Sousa Mendes poursuit son action à Bayonne. Du 20 au 22 juin 1940, installé 8 rue du Pilori dans le bureau du vice-consul du Portugal, il installe une chaise et une table au pied de l'immeuble et continue de tamponner et signer de nombreux passeports.

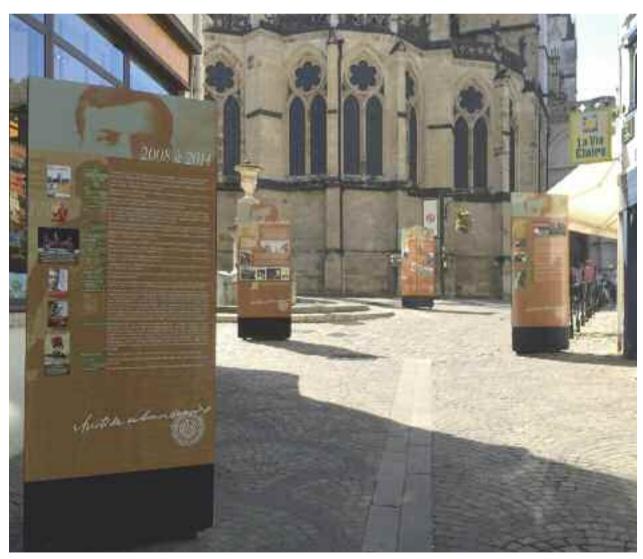
Sur la route d'Hendaye, ignorant la convention d'armistice et les ordres de l'occupant, il

continue de délivrer les précieux visas à tous les réfugiés qu'il croise à l'approche de la frontière.

En Neuf jours, Aristides de Sousa Mendes, grand humaniste, Juste parmi les Nations et résistant a sauvé plus de 30 000 personnes dont 10 000 de confession juive.

Juste parmi les Nations

En 1966, Aristides de Sousa Mendes reçoit cet hommage à titre posthume. Il est délivré par le mémorial israélien de la Shoah, à Jérusalem, qui a reçu la mission de rendre hommage, au nom du peuple juif, à ses sauveurs, promus Justes parmi les Nations lorsqu'ils sont identifiés.



EXPOSITION SOUSA MENDES, LE JUSTE D'AQUITAINE, DANS LES RUES DE LA VILLE. (CL. VILLE DE BAYONNE).

Discours d'inauguration de la rue Aristides de Sousa Mendes

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs, en ma qualité de président du comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes, je commence par remercier et féliciter la ville de Bayonne pour cet acte de justice, honorant la «mémoire d'un Juste parmi les Nations» accomplissant, par la même occasion, un devoir de mémoire.

Comme vous le savez, la ville de Bayonne et cette région, ont été directement concernées par le courageux geste de désobéissance de Sousa Mendes durant la tragédie du début de la Seconde Guerre mondiale.

En réalité, Aristides de Sousa Mendes a osé, en juin 1940, non seulement ne pas respecter, mais transgresser en pleine dictature, un ordre émanant de Salazar, pour obéir à un impératif de sa conscience, arrachant et sauvant des griffes d'Hitler quelques milliers de persécutés, d'opposants au régime nazi et beaucoup de Juifs.

Pour cela, il a été jugé et condamné le 30 octobre 1940 par Salazar et son régime.

Il est mort le 3 avril 1954, pauvre et souffrant d'une grande douleur physique et morale.



Mais, qu'a donc fait cet homme à Bordeaux, Bayonne et Hendaye?

C'est à Bordeaux, en juin 1940, en pleine Seconde Guerre mondiale, que la République a été assassinée.

C'est aussi à Bordeaux que Vichy et la collaboration ont commencé.

Et c'est finalement à Bordeaux qu'Aristides de Sousa Mendes s'est vu confronté au délicat dilemme d'« obéissance » ou de « désobéissance »

Rappelons-nous:

- le 14 juin 1940, Paris est occupée par les troupes nazies;
- le gouvernement de la France s'est installé à Bordeaux – on estime à plus de dix millions le nombre de réfugiés déplacés et persécutés qui erraient à travers la France, venant de toute l'Europe;
- Bordeaux est passée, durant cette période, de 240 mille habitants à près de 900 mille.

Tout ce monde – hommes, femmes et enfants – venant de partout, se trouvait coincé dans le sud-ouest de la France, et tous savaient que, avec la reddition et l'armistice, il ne leur restait qu'une porte de sortie pour échapper aux troupes d'Hitler.

Cette porte était le Portugal, en transitant par l'Espagne.

Or l'Espagne était gouvernée par Franco et sortait d'une atroce guerre civile qui lui a couté un demi-million de vies humaines et donc, ne pouvait et ne voulait pas recevoir ces réfugiés.

Le Portugal, étant un pays neutre gouverné par Salazar, ne voulait pas contrarier Hitler et son régime.

En Prévision d'une entrée massive de réfugiés, Salazar a envoyé une circulaire*, le 11 novembre 1939, interdisant aux ambassades et consulats de concéder des visas sans consulter au préalable les services du ministère des Affaires étrangères et la police politique (PIDE).

Le consulat de Bordeaux était littéralement envahi par les réfugiés.

Les 14, 15 et 16 juin 1940, Sousa Mendes se trouvait dans un état de prostration et d'impuissance totale devant la tragédie à laquelle il assistait. Il attendait un signe, une inspiration, un événement, quelque chose qui l'aiderait à prendre la décision de donner, finalement, des visas à tous ces réfugiés.

CET ÉVÈNEMENT est survenu le 17 juin 1940: le maréchal Pétain, qui venait de prendre le pouvoir, jugeant l'armée française impuissante face au potentiel des troupes allemandes, a demandé à l'ennemi, dans une allocution à la radio, le cesser le feu et de déposer les armes.

Par ce geste, Pétain a été condamné par la justice des hommes et par l'histoire de l'Humanité.

Ce même jour, le général de Gaulle, n'acceptant pas la décision, commet un acte de rébellion, abandonne le Gouvernement et part de Mérignac vers Londres où le lendemain, le 18 juin, il prononce le célèbre Appel à la résistance.

Par ce geste, de Gaulle a été loué et honoré par la justice des hommes et par l'histoire de l'Humanité.

Aussi ce même jour, 17 juin 1940, sachant ce que représentaient pour cette foule le cesser le feu et l'armistice, le consul Sousa Mendes prend définitivement la décision de désobéir aux ordres de son gouvernement, ordres qu'il jugeait iniques, injustes et inhumains.

Par ce geste Sousa Mendes a été condamné par la justice des hommes puis considéré, aujourd'hui, héros et exemple pour l'histoire de l'Humanité.

Il a donc donné des visas, gratuitement, à tous ceux qui le demandaient, à Bordeaux, Bayonne, Hendaye et Toulouse.

La VILLE de Bordeaux a été bombardée par l'aviation allemande dans la nuit du 19 au 20 juin.

Puisqu'il n'y avait plus de réfugiés à Bordeaux en raison de la présence des troupes allemandes, Sousa Mendes s'est déplacé, ici au consulat de Bayonne, rue du Pilori. Il ordonne au consul de Bayonne de délivrer des visas gratuitement à toute personne qui le demanderait, et, donne les mêmes instructions au vice-consul de Toulouse.

A LA FRONTIÈRE franco-espagnole, les autorités ont mis en cause la validité des visas. Alors, Sousa Mendes s'est déplacé à la frontière garantissant leurs authenticités.

Salazar, informé de ces irrégularités, insistait pour qu'il regagne immédiatement le Portugal.

Quand les Allemands s'approchaient de Bayonne, Sousa Mendes a alors accepté de regagner le Portugal.

Il a été jugé et condamné pour désobéissance.

A VEC son courageux acte de désobéissance, Sousa Mendes a détruit sa carrière professionnelle et anéanti sa vie familiale.

Ses 14 enfants ont été obligés d'abandonner le pays et de chercher ailleurs une nouvelle vie.

Ruiné, sans espoir et discrédité, voici l'héritage que Sousa Mendes a laissé à ses 14 enfants :

« J'ai reçu de mes parents un nom propre et honorable. Il m'appartient de le transmettre à mes enfants, intègre, tel que je l'ai hérité ».

^{*} Voir annexes.

GÉRALD MENDES BAYONNE, 13 AVRIL 2015

Gérald Mendes lit un extrait du témoignage de son père Louis-Philippe

Bonjour. Je suis le fils de Louis-Philippe, qui était l'avant dernier des enfants d'Angelina et Aristides de Sousa Mendes. Il avait 12 ans au moment des faits à Bordeaux et Bayonne en juin 1940. Je n'ai pas connu mon grand-père Aristides qui est décédé en 1954. Il était né en juillet 1885, peu après son jumeau César. Les deux ont fait des études en droit et sont par la suite entrés dans la carrière diplomatique.

Marié à Angelina en 1909, ils ont eu 14 enfants. Ils vivront plutôt heureux au fil d'une carrière qui les amènera dans plusieurs pays; Zanzibar, Brésil, États Unis, Belgique et enfin à Bordeaux en 1938, alors que les nuages de plus en plus sombres du nazisme s'installaient sur l'Europe. Tandis qu'Aristides occupait le poste de consul général à Bordeaux César était, quant à lui, ambassadeur à Varsovie, et témoin en première ligne du ghetto et des atrocités qui y étaient commises contre les Juifs. Aussi, quand tous ces réfugiés ont déferlé à Bordeaux et à Bayonne, Aristides savait déjà, par son frère, ce qui attendait tous ces gens s'ils tombaient aux mains des SS allemands. Et c'est ainsi qu'Aristides décida, avec ma grand-mère Angelina, d'émettre tous ces visas en désobéissance à la circulaire nº 14, pour sauver tous ces gens.

Extrait des mémoires de papa (1987)

Après les jours agonisants de Bordeaux, mes parents sont venus nous retrouver au domaine familial. La famille était à nouveau réunie. Il y avait avec nous deux ou trois familles de réfugiés de Belgique qui, comme plusieurs, n'auraient normalement pas eu droit au visa. Peu de temps après, une annonce vint de Lisbonne attestant que mon père avait été



PHILIP MENDES, 1967. (CL. FAMILLE SOUSA MENDES).

congédié suite à ses actions de Bordeaux. Nous étions tous impressionnés, solidaires et fiers de lui et de notre mère.

De 1940 à 1945 nous sommes restés dans notre maison de campagne, espérant la fin de la guerre et la réintégration de notre père. Étant tellement anxieux de voir progresser les forces alliées vers la victoire, deux de mes frères (Sebastian et Carlos) s'engagèrent dans les forces armées américano-britanniques en Angleterre.

C'est durant ces années que j'ai le mieux connu mon père. De lui, j'ai reçu un inestimable complément à mon éducation classique incluant l'histoire et les mathématiques.

Papa affichait toujours un fort degré d'optimisme et il était certain qu'après la victoire, le Gouvernement réviserait son cas. Il espérait que Salazar, alors ministre des Affaires externes, reconnaîtrait le côté humanitaire de son geste plutôt que d'y voir un acte de défiance. Il ne perdit pas espoir – malgré les refus répétés de Salazar qui était également Premier ministre et qui scella le destin de mon père.

Mais c'est à la fin de la guerre que mes parents souffrirent le plus. Leurs santés se détérioraient rapidement. L'anxiété et le désespoir leur brisaient le cœur tandis que les conditions de vie matérielles empiraient d'année en année, puis de mois en mois. Il y en eut très peu, parmi les anciens collègues professionnels ou amis et parents, qui leur tendirent la main en guise d'aide ou de compassion. Au contraire, les blâmes et les sarcasmes n'étaient pas rares, venant parfois même de très proches parents. Maman et Papa souffrirent tous les deux dans la solitude au fur et à mesure que la famille se dispersait.

À la fin de la guerre, j'ai travaillé comme secrétaire pour mon père. J'avais appris la dactylo et j'écrivais ses lettres au Gouvernement, aux membres de l'Assemblée nationale, au corps diplomatique de Lisbonne, aux dirigeants supérieurs de l'église catholique et à nombre de personnalités proches de Salazar, pour instamment leur demander support et influence afin d'amener Salazar à adoucir ses positions. Je l'accompagnais quand il était reçu par les membres du corps diplomatique qui étaient poliment attentifs à ses requêtes. Mais en vain. Le roc était inébranlable... Et notre espoir se dissipa... De plus, à mesure que la santé de mes parents déclinait, j'agissais en tant qu'infirmier sous les conseils de leur médecin. J'ai fait tout ceci avec amour et dévotion. Maman mourut en 1948 et Papa en 1954.

Suite au décès de ma mère et avec les encouragements de mon père, je suis venu au Canada pour refaire ma vie. Une ancienne connaissance, Monseigneur Alphonse-Marie Parent, alors secrétaire général et plus tard recteur de l'université Laval, m'offrit son aide pour me permettre de suivre un cours d'ingénieur. J'ai donc navigué jusqu'à Montréal, sur un cargo, en octobre 1948. Me séparer de mon père fut une expérience des plus douloureuses, surtout lorsque je le vis se retourner... J'ai continué à correspondre avec lui jusqu'à sa mort.

Jusqu'à ses derniers jours, il resta fidèle à ses idées, sans jamais regretter ses actes altruistes. Un trait révélateur de sa personnalité fut qu'il refusa absolument toute compensation financière de la part des réfugiés demandant asile au Portugal. Il resta inflexible sur ce point.

Dans son ultime combat pour sa réinsertion, il nous demanda à chacun de faire connaître un jour la vérité sur la façon noble et généreuse dont le Portugal avait accueilli les milliers de réfugiés en juin-juillet 1940, résultant de son geste et en défiance aux ordres d'un homme insensible et sans cœur, d'un dictateur sur les traces d'Hitler, de Mussolini, de Franco.

Les réfugiés furent très bien reçus par les Portugais dans toutes les villes et villages. Chacun faisant de son mieux pour les aider et les accueillir, ce qui fut bénéfique pour la reconnaissance du pays par la suite et ce qui valut au Portugal d'être acclamé internationalement...

Mais le geste de mon père restait inconnu du peuple portugais et de la plupart des réfugiés qui ne réalisaient pas ce drame qui se déroulait pour Aristides et sa famille.

Pour moi, et pour chacun de mes frères et sœurs, il est un héros, une personne dont je souhaite suivre l'exemple toute ma vie... Et je suis débordant d'émotions quand je parle de lui à mes enfants, jeunes adultes d'aujourd'hui. Puisse le sacrifice de ce véritable fidalgo portugais leur être une source d'inspiration, tout comme il l'est pour moi.

Au Canada, je suis devenu ingénieur. Je me suis marié et, ensemble, avec mon épouse Ruth nous avons élevé une famille de trois enfants, une fille et deux garçons, jeunes professionnels aujourd'hui.

Nous sommes tous enthousiastes et heureux d'être invités à participer aux cérémonies de réintégration posthume et de remise de médaille par le Président, D^r Mario Soares, qui se tiendront à Washington DC, le 19 mai prochain [1987].

Des Allemands sauvés par le consul Sousa Mendes

À l'occasion du 75° anniversaire de l'action héroïque du consul du Portugal, Aristides de Sousa Mendes, en juin 1940, et du 70° anniversaire de la libération des camps de la mort et de la fin de la guerre 1939-1945.

Le comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes et le consulat général d'Allemagne à Bordeaux ont organisé une conférence sur la désobéissance comme acte de résistance.

Ont participé à cette conférence:

M. Hans-Werner Bussmann, consul général d'Allemagne à Bordeaux;

M. Manuel Dias Vaz, sociologue, président du Rahmi, vice-président du comité français Sousa Mendes.



M. Jean-Louis Nembrini, historien, ancien recteur, inspecteur général du ministère de l'Éducation nationale;

M. Alain Ruiz, historien, professeur émérite à l'université de Bordeaux;

Cette conférence a permis de rappeler le grand nombre d'Allemands et d'Autrichiens (près de six mille) opposés à Hitler qui ont été sauvés en 1940 à Bordeaux par le consul Aristides de Sousa Mendes.

Le consul général d'Allemagne a signalé que l'Allemagne a tenté d'assumer avec courage les conséquences de la tragédie de la Seconde Guerre mondiale. Il a abordé les questions du droit de désobéissance, du devoir de conscience – introduits en 1968 dans le constitution allemande au nom des valeurs d'éthique et de la morale – et l'importance pour tout citoyen de jouir de son droit et de son esprit critique.

CETTE conférence a coïncidé à la grande manifestation nationale d'entrée au Panthéon de quatre figures de la Résistance:

Germaine Tillon;

Geneviève de Gaulle-Anthonioz;

Jean Zay;

Pierre Brossolette.

Le président de la république française, François Hollande, a appelé dans son discours au devoir de vigilance et de résistance face au racisme.

Rendre hommage à nos Justes et à nos Résistants est une manière de faire vivre les valeurs de la République.

1997	- a a - antonio for Birls	12:
798	-d'd'- Joan Mangues -d'd'- Manuel Goelho -d'- Jeroning Course	12 In
1940 803	with em hamahorte de ternand Unieur	121 121
8 25- 806 807 808	-dd- Victorine Felicie Gelis	123
819	-dd: Man in Thilippet- -dd- Omna Marie Co esuise -dd- Mi athier Thilippet	12/2
812	-d -d - Antonio Meacario -d -d - Mo Walson Maccario -d -d - Herbert Cichher	123
815	-d' -d'- Boxe Janet Morris -d' -d'- Jacques C'esterreicher -d'd'- Kate Clesterreicher -d' -d'- Erich Eighter	12 12 13 13
818 819 820 340 821	Visto em contrato de trabaflo de for busque to forte la financia de la forta d	1 12
822	Visto em passaporte Maria and Correndongio	b d.
826	- d' - Gara Kanfmann - d' - Kala Hambuger	1. 12 1.
829 829 83	- d' - Jelieilar Hoomburger - d' - Felicilar Hoomburger - d' - Sener Dumoulir	1
837	- d = Bumoulin	Ji.

Page du registre des visas du consulat du Portugal à Bordeaux, 1940.

Transmettre les valeurs civiques dans la France d'aujourd'hui

Je vous remercie vivement de m'avoir invité à participer à ce colloque.

La critique de Salazar à son consul de Bordeaux – «il a osé mettre ses impératifs de conscience au delà de ses obligations de fonctionnaire» – sonne aujourd'hui comme le plus beau des compliments. Les impératifs de conscience d'Aristides de Sousa Mendes n'étaient rien d'autre que les valeurs consacrées par les Lumières en France et en Europe et transcrites dans la déclaration d'indépendance des États Unis en 1776, puis dans la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen en 1789 dont j'aime relire l'article 2: «le but de toute association politique est la conservation des droits naturels de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, la résistance à l'oppression». Porteur avec d'autres héros anonymes du fardeau de la liberté et des droits de l'Homme bafoués, Aristides de Sousa Mendes a été nommé Juste parmi les Nations en 1966. Justes qui, «bravant les risques encourus, ils ont incarnés l'honneur de la France, les valeurs de Justice, de tolérance, d'humanité» comme le rappelle en reconnaissance la plaque apposée au Panthéon le 18 janvier 2007. Aujourd'hui justement entrent au Panthéon d'autres héros de la résistance à la barbarie: Germaine Tillon, Geneviève De Gaulle Anthonioz, Pierre Brossolette et Jean Zay.

Nous voici donc placés sous le signe du combat pour le triomphe des valeurs essentielles... Notre rôle aujourd'hui est d'éduquer à ces valeurs que sont le droit à la vie, la liberté, la sûreté. N'est-ce pas plus nécessaire encore face à la diversité croissante des hommes et des femmes au sein de notre nation, puisque c'est cette « diversité assumée qui est au cœur de notre identité¹ » ?

Transmettre ces valeurs pour former le citoyen aujourd'hui en France

FORMER le citoyen était le projet des précurseurs de l'instruction publique dès le xVIII^e siècle (Condorcet) mis en œuvre avec un succès devenu mythique par Jules Ferry et ses successeurs: dès l'origine l'école et la République ont été associées dans la même conception de la citoyenneté.

Former le citoyen par l'assimilation des principes fondamentaux dans le cadre de la laïcité, cette mission de l'École demeure constitutive de l'identité française et un puissant moteur d'intégration.

L'accord est quasi général sur l'échiquier politique et dans le pays en France sur l'idée que l'école institue la République, même si au fil des décennies l'expression du message politique, et au delà l'action pédagogique, sont devenus plus complexes dans une société où l'école précisément a parfaitement réussi à élever le niveau de culture des citoyens et leur capacité critique. La «fonction enseignante nécessaire et primordiale»² de la République demeure néanmoins.

Au sein du système éducatif lui-même les choses s'avèrent moins lisibles avec la multiplication des missions: il faut transmettre des savoirs en formant à la fois une élite et la masse

^{*} Ancien administrateur provisoire de l'Université de Bordeaux, ancien président, pour la partie française, du conseil scientifique du manuel d'histoire franco-allemand.

^{1.} Chirac, Discours relatif au respect du principe de laïcité dans la République française. 17 décembre 2003.

^{2.} Claude Nicolet, L'idée républicaine en France, Paris, Gallimard, 1982

des élèves dans une structure que l'on veut unifiée, préparer l'insertion professionnelle, éduquer le citoyen. Des tensions existent entre ces différents objectifs que de nombreux éducateurs vivent comme de véritables contradictions.

La tendance habituelle et convenue, dans la conscience du besoin aigu de restaurer la morale civique, et comme pour grossir la difficulté de la tâche, est de se référer au modèle de la IIIe République. En effet, dans le contexte de la défaite de 1870, avec ses conséquences territoriales, les républicains ont choisi de fonder sur l'École la république parlementaire: une morale nouvelle, traduction de l'idéal laïque mais aussi des valeurs traditionnelles, un patriotisme ancré au principe d'une République «une et indivisible», un attachement à la nation et au nouveau régime, appuyés sur l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de l'instruction civique, mais également portés par les textes de lecture courante comme par les énoncés de mathématique, ont incontestablement réussi à installer la démocratie en France et à unifier le pays autour de la langue française, vecteur pur des principes républicains. Le peuple français s'appropria l'idée que le progrès général, comme la promotion individuelle, passait par la maîtrise de la langue nationale.

On aurait cependant tort d'idéaliser l'héritage en le simplifiant et de minimiser les difficultés de «l'école de Jules Ferry» à imposer ses principes. On ne conserve en mémoire que le mythe des «hussards noirs» (Péguy) et certaines résistances, notamment celles de l'Église catholique; on



JEAN-LOUIS NEMBRINI. (D. R.).

oppose volontiers une institution scolaire alors unie à une réaction rassemblée. C'est oublier la cassure essentielle de la Guerre de 1914-1918 et les doutes, voire les résistances déterminées, des instituteurs anciens combattants (lequel parmi eux croyaient encore au génie humain et au progrès inépuisable?) ainsi que les conséquences sur les esprits de la Révolution de 1917. C'est oublier aussi que la IIIe République n'est pas la première, et que Jules Ferry, Octave Gréard ou Ferdinand Buisson ne sont ni l'abbé Grégoire ni Barrère: à côté de la «grande patrie» la République laissa sciemment, sous l'influence d'instituteurs originaires des mêmes milieux que leurs élèves et porteurs des mêmes particularismes culturels, vivre les «petites patries³» qui ne se sont affaissées que lentement, au rythme séculaire de l'urbanisation: le processus contemporain de régionalisation est loin d'avoir restauré les différences qui existaient alors entre les «pays» et les départements. Il faut faire sereinement l'inventaire de l'héritage.

Peut-on en conséquence affirmer que la démocratie et la République sont plus menacées aujourd'hui qu'elles ne l'étaient dans la première moitié du siècle dernier au prétexte particulier que mobiliser le corps enseignant autour de la mission civique de l'école est plus difficile aujourd'hui que naguère? Quoiqu'il en soit, face au sentiment d'insécurité et de fragilité sociale et politique l'école doit répondre au déficit ressenti du sens civique et à l'ardente demande sociale d'éducation qui l'accompagne, et le faire en des termes neufs dans un contexte où l'École ne bénéficie plus du crédit, *a priori*, qui était le sien. Des enseignements sont de plus directement remis en cause...

En effet, depuis la fin de l'époque coloniale et l'effondrement de la foi positiviste, il est communément admis que les universaux de la conscience humaine se traduisent par des valeurs sociales particulières et qu'il n'y a pas de modèle universel unique d'organisation démocratique.

Existe-t-il alors une morale laïque supérieure qui vaille d'être enseignée à l'école? Ne vaut-il pas mieux faire leur juste place à toutes les cultures, comme on le voit pratiquer ici et là, en ramenant de fait bien des références éthiques à des conventions relatives? Ces questions n'expriment pas seulement un relativisme culturel de surface. Elles traduisent d'abord le triomphe de l'esprit critique du corps enseignant et de la société dans son ensemble mais aussi une tendance lourde de notre évolution politique et sociale. Dans ce mouvement centrifuge auquel l'éducation nationale n'échappe pas, et dans le contexte de la construction d'un espace citoyen européen, la force démocratique et intégratrice de la nation s'exprime-t-elle avec suffisamment de vigueur? Car, face à ces évolutions qu'ils accueillent plutôt favorablement les citoyens n'en demandent pas moins à l'école de continuer à tracer, par ses programmes, ses examens et son organisation, les projets éducatifs susceptibles de maintenir vivants le principe d'égalité républicaine (droit à la meilleure éducation pour tous les élèves) et le principe d'équité (différenciation des moyens selon les lieux) et de traduire plus explicitement son projet civique.

Dans la tradition française penser l'éducation civique et penser la citoyenneté revient à poser le problème de l'intégration à la nation. La nation se conçoit comme un «foyer virtuel⁴» de références communes et comme une «communauté de citoyens⁵». Le concept est donc dépouillé de toute référence culturelle ou historique exclusive: il exclut radicalement le nationalisme précisément fondé sur la volonté de faire coïncider une représentation de l'histoire d'un peuple avec une organisation étatique. Le concept d'intégration revêt quant à lui un double sens:

 celui d'une intégration par la nation de personnes issues de cultures différentes et appelés à devenir membres de la communauté des citoyens et à revendiquer à ce titre l'ensemble de l'héritage national;

 celui d'une intégration permanente des citoyens à la nation, objet premier de l'éducation civique à l'école telle que les programmes d'enseignement la promeuvent, et de la politique dans la cité.

Il s'agit, dans l'absolu respect des droits inaliénables de l'homme, d'une intégration directe d'individus, par consentement éducatif en quelque sorte, sans préalable éventuel d'une appartenance communautaire (appartenance parfaitement légitime par ailleurs et dont la fonction identitaire a son utilité sociale). Ce modèle exprime également le refus du relativisme culturel en partant de l'idée que celui-ci, par facilité intellectuelle ou illusion, procède d'une transposition trop rapide d'une démocratie à l'autre ou d'une civilisation à l'autre, d'habitudes, de règles, de principes d'organisation ou même de notions. Le relativisme culturel prive de références et ce faisant construit l'irrationnel. La place légitime que toutes les cultures doivent acquérir dans la nation, et par extension naturelle à l'école, ne doit pas contrarier la volonté collective, non moins légitime, de construire des repères collectifs.

Le risque pour l'éducation civique est de s'égarer dans une réflexion primaire sur les valeurs et sur la légitimité qu'il y aurait à les enseigner, avec cette crainte jamais éteinte depuis la Grande Guerre, de transmettre les éléments d'une morale qui aliénerait la personne.

Un élément de réponse se trouve dans le préambule la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Ce texte, trop oublié au profit des articles qu'il introduit, fait du respect de tout individu, du maintien de sa dignité et de ses droits reconnus comme inaliénables, la condition pour que les actes du pouvoir soient acceptés : il place l'individu au centre et légitime le droit de « résistance à l'oppression ». Les responsables et les ac-

^{4.} Claude Lévy-Strauss, L'identité, Paris, Grasset, 1977.

^{5.} Dominique Schnapper, La communauté des citoyens, Paris, Gallimard, 1996.

teurs de l'éducation nationale doivent également faire de ce préambule, non pas une simple référence de principe, ou un objet d'étude historique, mais une ressource essentielle établissant la légitimité de l'éducation civique et de toute action éducative.

Au fil de sa formation civique enfin, l'élève doit progressivement s'approprier intimement l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen déjà cité comme l'expression de droits fondamentaux dont le sens profond disparaît dès lorsqu'ils sont présentés isolément. C'est en effet principalement dans la découverte du lien subtil, et fécond pour la démocratie, entre liberté et sûreté avec ses implications sur les comportements que réside l'éducation civique, bien plus que dans la connaissance, bien lointaine pour de jeunes enfants et adolescents, de mécanismes administratifs et constitutionnels. De là découle l'approche, également essentielle, de la complémentarité entre les notions de libertés individuelles et de libertés collectives qui rend possible la perpétuation et le perfectionnement de l'édifice républicain par l'expression de la volonté collective de la nation.

Ce lien fondateur entre éducation civique et droits de l'homme doit se traduire concrètement dans l'action éducative. Il n'enferme pas la formation du citoyen dans le cadre exclusif de la nation. Bien au contraire, sa dimension universelle fonde les choix républicains comme il arme les individus pour l'exercice de la citoyenneté à toutes les échelles, les plus grandes comme les plus petites: il prend ainsi en compte la décentralisation et la construction européenne. Les valeurs fondamentales exprimées dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoven et la Déclaration universelle des droits de l'homme doivent être une référence constante et précise, avec l'objectif d'une assimilation lente prenant en compte les tensions entre idéal républicain et réalités contemporaines, comme l'objectif d'une préparation à l'exercice de la citoyenneté « dans la République française, au sein de l'Europe d'aujourd'hui et dans un monde international complexe ».

Le projet d'édifier une communauté de citoyens, individus abstraits d'abord définis en termes de droits et de devoirs, domine. Ainsi l'éducation civique n'affirme-t-elle pas la prétention d'épuiser pas toutes les dimensions de la sociabilité et des relations interpersonnelles. Au plan pédagogique la mise en œuvre de ce programme implique la formation à l'argumentation, notamment par la pratique du débat: faisant place aux opinions des élèves et assumant les tensions entre les principes de la morale républicaine et la réalité vécue, l'éducation civique contemporaine se différencie de la morale prescriptive et de l'instruction civique d'antan. Elle se situe entre deux périls: renvoyer à la morale privée avec le risque de laisser la jeunesse livrée aux valeurs intuitives, comme par exemple l'instinct de justice ou d'égalité, sources de toutes les barbaries; forger un esprit de conformité au détriment de l'esprit critique nécessaire au citoyen éduqué, comme à la démocratie elle-même.

L'éducation civique offre la particularité d'engager totalement l'éducateur: c'est parce qu'il existe par les valeurs qu'il professe – par un enseignement spécifique ou par l'exemple – qu'il peut exercer son autorité pédagogique. Il est reconnu porteur de vérité par ses élèves mais, simplement citoyen et pleinement dans la cité, son action éducative se nourrit de ses propres convictions. Il est à ce titre porteur aussi des hésitations du monde, et de ses propres interrogations. Par la combinaison de son attachement explicite aux principes et de l'expression raisonnée de ses doutes, le professeur d'éducation civique n'éduque pas à l'obéissance mais au consentement.

Par simple tradition héritée des lumières (« le savoir libère ») on réaffirmera aussi avec force que l'instruction est éducation. C'est pourquoi sans doute un grand nombre de programmes affirment des finalités civiques, en général sans autre développement. « Travailler à bien penser voilà la source de la morale⁶ » C'est le raisonnement scientifique, la pratique documentaire, la fréquentation des œuvres, etc. qui conduisent à faire la différence entre opinion et

vérité et qui fondent la capacité du citoyen à débattre, mais aussi son potentiel d'opposition. Les élèves futurs citoyens ont besoin d'apprendre à dissocier dans les discours ce qui relève d'une pensée argumentée et ce qui relève de l'opinion.

L'objectif de toute formation, initiale et continue, est d'abord de rendre les professeurs conscients que l'institution est cimentée de valeurs sur lesquelles elle se refonde continûment, sans se laisser intellectuellement accaparer par la logique du plan d'urgence: faire comprendre donc que le message civique, certes fondé sur des principes, est d'abord un acte de confiance dans la jeunesse, une transmission de responsabilités et non de préceptes moraux plus ou moins rigides, qu'il n'est pas un avatar du conservatisme.

On ne peut opposer à cette ambition l'obstacle du repliement sur soi, «le crépuscule du devoir⁷» et la ruine de certains idéaux⁸, car si l'individualisme observé nourrit sans aucun doute le relativisme au nom d'une valorisation excessive de la différence, il s'accompagne du phénomène très contemporain de la solidarité spontanée. Pourquoi ne serait-on pas fondé à chercher là l'énergie d'un engagement civique redéfini et consenti?

Enseigner le fait religieux.

Je voudrais maintenant développer cette idée de la possibilité de développer la tolérance par l'enseignement du fait religieux. Je m'inspirerai ici largement du rapport de Régis Debray au ministre de l'Éducation nationale⁹. Le rapport rappelle les raisons de fond qui expliquent que la société française, dans sa majorité, approuve l'idée de renforcer l'enseignement du fait religieux et cela depuis de nombreuses années:

incapacité de beaucoup d'élèves à comprendre de nombreuses œuvres d'art ou textes, conséquence de l'effondrement des anciens

vecteurs de transmission qu'étaient les églises et les familles;

- volonté de réagir face à une culture de la jeunesse qui privilégie l'immédiat sur la durée.
 Nous sommes face à un « élargissement vertigineux des horizons et rétrécissement drastique des chronologies »;
- volonté de donner des clés pour comprendre le monde car l'événement ne prend son relief qu'en profondeur de temps.

Il ne s'agit donc pas d'un projet déguisé de «réarmement» moral, ni d'une volonté de garantir une sorte de minimum spirituel, ni enfin d'une entreprise purement patrimoniale.

Le constat est fait de remarquables avancées de l'institution scolaire en matière de programmes d'histoire d'abord, de français ensuite. Le temps est loin où une conception aujourd'hui datée de la laïcité laissait largement les questions religieuses hors des programmes d'histoire. Le risque de voir des générations d'élèves dans l'incapacité de comprendre leur environnement culturel a fait réagir notre institution depuis une vingtaine d'années: une connaissance élémentaire de l'héritage chrétien était l'enjeu des débats; aujourd'hui tout professeur d'histoire a la conviction que la compréhension du monde contemporain passe par l'appréhension du fait religieux comme phénomène central de l'organisation du monde même si l'on considère que les religions n'ont pas le monopole du sens: les sagesses, les philosophies, l'art... y contribuent. Mais, pour initier à l'univers des symboles et retracer l'aventure irréversible des civilisations, il faut prendre en compte la dimension religieuse. La relégation du fait religieux hors du champ de la transmission rationnelle favorise les crédulités. l'ésotérisme et l'irrationalisme.

^{6.} Pascal, Pensées, Fragment 357.

^{7.} Gilles Lipovetsky.

^{8.} François Furet.

^{9.} Régis Debray, «L'enseignement du fait religieux dans l'École laïque», Rapport au Ministre de l'éducation nationale, février 2002.

Rappelons enfin, afin de lever toute ambiguïté et contourner les résistances que le principe de laïcité à la française place la liberté de conscience en amont et au-dessus de ce que l'on appelle ailleurs en Europe la liberté religieuse. « En ce sens – écrit Régis Debray – la laïcité n'est pas une option spirituelle parmi d'autres, elle est ce qui rend possible la coexistence de toutes ces options, car ce qui est commun en droit à tous les hommes doit avoir le pas sur ce qui les sépare en fait... ».

Enseigner les faits religieux c'est desserrer l'étau identitaire dont l'axiome est qu'il faut être d'une culture pour pouvoir en parler. Il convient délibérément de passer d'une laïcité d'incompétence (qui ne signifiait pas dénégation de l'objet et qui avait sa légitimité dans un autre contexte) à une laïcité d'intelligence (comprendre est notre devoir).

Dire cependant que les professeurs n'éprouvent pas de difficulté pour aborder par exemple la question de l'islam – mais la difficulté est grande également pour aborder la religion chrétienne – sur laquelle ils n'ont en général pas eu de formation universitaire initiale serait ignorer la réalité des classes. Cette difficulté est d'abord d'ordre scientifique.

L DEMEURE également des difficultés pédagogiques très contemporaines liées à la reconnaissance de la parole du professeur dès lors qu'il s'agit, en dehors de toute intention prosélyte et de toute approche théologique, de commenter des textes sacrés pour certains.

Soyons cependant conscients que laisser les jeunes les jeunes accéder exclusivement au fait religieux par une éducation confessionnelle ou encore les laisser sans aucune formation en matière de religions pourrait avoir des conséquences très dommageables pour notre société. Car celui qui ne connaît rien des traditions de l'autre, qu'il soit son voisin ou son camarade de classe, aura des difficultés à le comprendre et à accepter sa différence. L'intolérance naît de

l'ignorance et constitue un terrain fertile pour le mépris des droits de l'homme.

Un lourd fardeau repose sur l'enseignant, ce sera à lui de naviguer entre plusieurs dangers potentiels. Pour reprendre les mots de Régis Debray « Ce sont ces derniers [les enseignants] qu'il faut inciter, rassurer et désinhiber et, pour ce faire, mieux armer intellectuellement et professionnellement face à une question toujours sensible car touchant à l'identité la plus profonde des élèves et des familles. ».

Encore et toujours, enseigner l'histoire de France

La citoyenneté ne peut se concevoir et s'exercer dans un espace abstrait. Elle repose sur une construction patiente de références communes même lorsqu'elle se ressource à des valeurs universelles fondamentales. Ainsi le modèle français d'éducation civique résulte à la fois d'une histoire particulière dans un territoire progressivement construit.

Mais quelle histoire de France enseigner? La meilleure réponse s'expose dans le livre du Doyen Dominique Borne auquel je renvois¹⁰

Deux histoires de France ont longtemps été en concurrence, celle qui raconte le destin providentiel du royaume de France construit par une monarchie de droit divin (Clovis au départ), celle qui veut montrer l'émergence de la Nation avec une évolution au terme de laquelle s'installe la République (Vercingétorix au départ).

Vers les années 60, l'une et l'autre à vision téléologique sont remises en cause.

La recherche historique s'est intéressée au peuple et plus simplement aux puissants (Louis XIV et 20 millions de Français. P. Goubert).

Les mémoires revendiquées des travailleurs, des immigrés, des colonisés, des descendants d'esclaves ont été revendiquées et été prises en compte. Des lois mémorielles sont venues interférer avec le travail de l'historien:

- Lois Gayssot en 1990 condamnant les thèses négationnistes, le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.
- Loi du 29 janvier 2001, reconnaissance du génocide arménien (1915-1923).
- Loi Taubira du 21 mai 2001, reconnaissance de la traite et de l'esclavage en temps que crime contre l'humanité. La traite des Noirs dans les programmes.
- On se souvent de la polémique lors du vote de la loi du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés à cause notamment de son article 4 (Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord et accordent à l'histoire et au sacrifice des combattants de l'armée française issus de ses territoires la place éminente à laquelle ils ont droit).

Le Roman national que nous avons en mémoire largement critiqué s'est donc progressivement enrichi de la prise en compte des mémoires diverses.

Le récit d'aujourd'hui est moins facile à tenir pourtant l'enseignement d'une histoire de France, nation inscrite dans l'espace européen et dans le monde, demeure nécessaire pour « faire France ensemble ».

J'EN RESTERAI à ce constat aujourd'hui et je terminerai par l'évocation de l'expérience singulière du manuel d'histoire franco-allemand.

Ce rêve d'un livre d'histoire commun aux élèves et aux enseignants de deux ou de plusieurs pays ne date pas d'aujourd'hui. Rappelons pour mémoire l'appel vibrant lancé en 1928 par Marc Bloch (1886-1944) au congrès international des sciences historiques d'Oslo lors d'un discours plaidant *Pour une histoire comparée des sociétés européennes* : « Cessons de nous causer d'histoire nationale à histoire nationale sans nous comprendre ».

Ce manuel destiné aux élèves du lycée des deux pays reprend le message et l'ambition de Marc Bloch (fusillé par la Milice en 1944): connaître et comprendre l'histoire de l'autre par la comparaison non des événements eux-mêmes, ce qui n'aurait guère de sens, mais par l'observation parallèle des perceptions, des interprétations et des significations de ces événements. En d'autres termes, il s'agit de connaître aux élèves français et aux élèves allemands, l'histoire des autres non pour oublier ou pour appauvrir, mais pour finalement mieux connaître, retrouver et enrichir la leur.

Ce projet d'un manuel d'histoire commun destiné aux trois classes de l'enseignement secondaire de part et d'autre du Rhin remonte concrètement au vœu émis par le Parlement franco-allemand des jeunes qui s'est tenu le 23 janvier 2003 à Berlin en marge d'un sommet bilatéral.

Le manuel destiné aux classes de Terminale s'ouvre par un chapitre consacré aux Mémoires de la Seconde Guerre mondiale. En effet, porté par l'idée de l'internationalisation du souvenir de la guerre et de l'holocauste, ce premier développement conduit les élèves du culte des vainqueurs à la commémoration des victimes. Ce chapitre se nourrit de tout le travail récemment accompli par les historiens sur la Shoah, sur les conditions qui rendirent possible la barbarie, sur la démission démocratique d'une partie des sociétés européennes, sur les silences de la période postérieure à 1945, sur le réveil de la mémoire juive.

Le chapitre final observe les Français et les Allemands après 1945 dans leurs pays respectifs, dans leurs interrelations, dans l'Europe qu'ils ont contribué à bâtir et dans le monde qui les entoure, il entend aussi prendre la mesure des mutations non seulement d'une relation mais de toute une société par rapport aux conflits précédents. Il s'agit là de montrer que la confrontation entre ces deux ensembles issus du même empire carolingien ne date pas du Moyen Âge, mais seulement de l'époque moderne, sur fond de

constructions des États, des nations et des confessions diverses. C'est alors que s'accentue un dessein monarchique puis national qui voit la force de la France passer par la faiblesse et l'éclatement de l'Empire, logique que poursuit à front renversé Bismarck en 1871 à Versailles, qui se renverse de nouveau à Versailles en 1919 et rejoue encore dans l'Entre-deux-guerres. L'Europe qui se construit après 1945 n'est bien entendu pas l'œuvre exclusive des Français et des Allemands, mais elle n'aurait pas été possible sans eux, c'est-à-dire sans l'abandon de ce rapport de forces.

C'est dire combien ce manuel d'histoire franco-allemand, d'un genre nouveau, entend fournir aux élèves et aux enseignants les moyens d'accomplir l'une des fonctions de l'historien: penser le présent par la prise en compte du passé afin d'agir en toute conscience pour l'avenir. Il a été possible de faire aujourd'hui ce que Marc Bloch et d'autres historiens de l'Entre-deux guerres n'ont pu réaliser: permettre par la pédagogie aux deux nations de se comprendre mieux afin de consolider durablement la paix en Europe.

Conclusion

Au terme de ces quelques réflexions, en forme finalement de recommandations pour l'éducation, je dois en revenir à la mémoire d'Aristides de Sousa Mendes qui nous rassemble aujourd'hui.

Souvent, passant devant son buste sur la dalle de Mériadeck je me suis souvent dit – sans pousser trop loin la réflexion sur ce qu'à sa place j'aurais été capable de faire – que nos principes fondateurs prennent vie et s'incarnent au fil de l'histoire dans des comportements exemplaires dont la mémoire doit absolument s'inscrire dans l'éducation de la jeunesse.



Buste d'Aristides de Sousa Mendes. Sous les frondaisons la stèle en hommage à Georges Tissot, Résistant. En arrière-plan la croix de Lorraine «L'armée des ombre », dans les jardins de l'esplanade Charles-de-Gaulle, à Bordeaux, à proximité du Rectorat. (Cl. B. Lhoumeau).

Comme le consul Aristides de Sousa Mendes à Bordeaux en 1940 : désobéir par devoir d'humanité

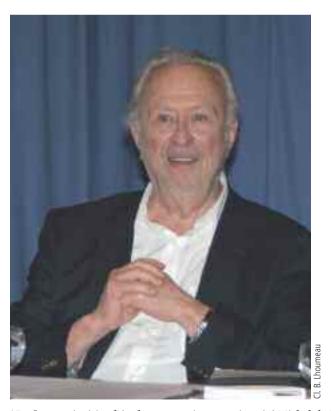
Pour bien situer les faits dont nous allons parler, transportons-nous en pensée sur le quai Louis-XVIII le long de la Garonne, à hauteur de la place des Quinconces. Quelques pas à peine en direction de Bacalan, et l'on se trouve devant l'immeuble du n° 14, dont la façade porte une plaque sur laquelle on lit:

À la mémoire de Aristides de Sousa Mendes, 1883-1954, Juste parmi les Nations, Consul général du Portugal à Bordeaux 1938-1940.

Il a sauvé 30 000 réfugiés dont 10 000 Juifs menacés par l'avance des troupes nazies en leur délivrant des visas d'entrée au Portugal. Désobéissant aux ordres de son gouvernement, il écouta la voix de sa conscience au détriment de sa carrière et de sa famille.

Pour cet acte héroïque il a été démissionné par Salazar en octobre 1940.

Oui sauve une vie sauve l'humanité



C'est donc ici que s'est joué en juin 1940 le destin d'Aristides de Sousa Mendes, dont on s'accorde aujourd'hui à estimer – avec quelque exagération, sans doute – à 30 000 personnes environ, dont plus de 10 000 Juifs, le nombre des hommes, femmes et enfants qu'il sauva au printemps 1940, sans qu'on puisse dire, même à peu près, combien de ces personnes étaient des émigrés du III^e Reich, entendons des Allemands qui, à partir de 1933 quand Hitler accéda au pouvoir à Berlin, s'expatrièrent pour raisons politiques et/ou raciales.

Jusqu'à l'arrivée de Sousa Mendes à Bordeaux en 1938, le nombre de ces émigrés était resté en Gironde relativement faible. À ceux de la première heure appartient une dame aujourd'hui disparue qui fut une figure bordelaise très en vue à l'époque Chaban-Delmas, que j'ai eu la chance de bien connaître, le docteur Anne-Marie Hirsch, l'épouse «aryenne» du médecin

^{*}Professeur émérite d'études germaniques, université Michel de Montaigne – Bordeaux 3

Otto Hirsch, lequel, menacé par les nazis pour ses origines demi-juives, avait quitté l'Allemagne dès 1933 et s'était déjà fait une bonne clientèle à Bordeaux, quand, fin septembre 1938, Sousa Mendes prit ses fonctions à Bordeaux. Quelques semaines plus tard, dans la nuit du 9 au 10 novembre dite «Nuit de cristal», avait lieu en Allemagne le gigantesque pogrome organisé par les nazis, qui décida à émigrer beaucoup de Juifs qui avaient cru jusque-là pouvoir encore vivre sous le régime hitlérien.

Les répercussions de cette brutale escalade des persécutions antisémites outre-Rhin ne tardèrent pas à se faire ressentir à Bordeaux avec l'arrivée d'un grand nombre de nouveaux migrants, souvent dans le plus grand désarroi, souvent malades, et, parce que juifs en général « assez mal acceptés des Bordelais », comme l'écrit Anne-Marie Hirsch dans ses mémoires, dont j'ai édité une partie, où elle raconte comment son mari devint, pour ainsi dire, le médecin privilégié de ces réfugiés juifs, du fait qu'ils pouvaient parler allemand avec lui. C'est alors que se passa un événement qu'Anne Marie Hirsch qualifie de « miracle curieux, à ne jamais oublier » :

Un soir, fin novembre, il faisait déjà nuit. Une petite femme avec de grosses lunettes noires se présenta à notre consultation:

- Docteur, je viens en cachette. Je suis secrétaire au consulat d'Allemagne et je viens vous supplier d'aider ces pauvres gens, ces Juifs. Soignez-les bien, je vais payer et leur établir des papiers d'identité avec des faux noms. Cela leur permettra d'aller aux USA chez leurs parents ou amis.

Et ce fut fait... Cette petite femme rondelette s'appelait Marie Davion, et elle était d'une famille huguenote de la ville d'Augsbourg, en Bavière.

C'est en 1938 qu'était arrivé à Bordeaux, peu avant Sousa Mendes, un nouveau consul du Reich, le docteur Holm, qui, pour avoir été nommé à ce poste à cette date, ne pouvait qu'avoir donné les meilleures preuves de son allégeance au régime nazi. D'où la nécessité pour la secrétaire Marie Davion d'agir en secret pour aider les réfugiés juifs, préfigurant d'une certaine manière par le gros risque qu'elle prenait ainsi – à une modeste échelle, assurément, mais avec un courage digne de ne pas être oublié – l'action qui devait valoir à Sousa Mendes le titre de «Juste parmi les Nations».

Nans doute Aristides de Sousa Mendes se de-Vait-il, comme représentant du Portugal, d'observer l'attitude que requérait la politique de neutralité adoptée vis-à-vis de Berlin, dans le contexte international si tendu du moment, par le gouvernement de Salazar. Mais comment, personnellement, le fervent chrétien qu'il était aurait-il pu rester insensible au problème de plus en plus dramatique des réfugiés quand, après la Nuit de cristal, leur afflux ne cessa de croître à Bordeaux. Bordeaux constituant une étape naturelle pour ceux qui voulaient passer outre-Atlantique, soit directement par bateau, soit en gagnant par l'Espagne le Portugal pour s'embarquer là-bas vers le continent américain, le nombre des demandeurs de visas pour ce pays ne pouvait qu'augmenter au consulat, 14, quai Louis-XVIII.

Et la guerre éclata début septembre 1939. C'est alors que, sur tout le territoire français, tous les ressortissants du Reich du sexe masculin de 17 à 66 ans, réfugiés ou non, se virent obligés de rejoindre sans délai, pour être contrôlés et, selon les cas, relâchés ou rester internés, les centres de rassemblement d'étrangers ouverts dans tous les départements. En Gironde, à Libourne, où le camp était établi dans des chais, au bord de la Dordogne.

C'est là que Sousa Mendes intervint en personne pour un réfugié juif autrichien, Norbert Gingold, musicien de renom, qui avait fui le Berlin nazi avec sa femme et s'était fait une place à Paris parmi les meilleurs musiciens de jazz du moment. Ayant déjà accordé à son épouse le visa espéré pour le Portugal, Sousa Mendes n'hésita pas à se rendre lui-même, avec elle, à Libourne pour obtenir du commandant du camp la libération du détenu, mais sa démarche n'eut pas le résultat escompté. Norbert Gingold resta interné.

DLUS heureux fut cet autre réfugié juif autrichien du nom d'Arnold Wiznitzer, universitaire qui avait émigré en France après l'Anschluss avec sa femme et son fils, et qui échappa à l'internement au camp de Libourne grâce au visa que Sousa Mendes lui délivra le 21 novembre 1939. «C'était un devoir d'élémentaire humanité d'éviter [au Dr Wiznitzer et aux siens] une si grande épreuve », dira le consul pour justifier son acte intervenu dix jours après que le gouvernement de Lisbonne ait émis une circulaire* qui marquait une rupture brutale avec la tradition d'hospitalité jusque-là observée par le Portugal. Cette circulaire interdisait en effet d'accorder désormais, «sans une consultation préalable du ministère des Affaires Étrangères», des visas à plusieurs catégories d'étrangers, en particulier les apatrides et les «Juifs expulsés du pays de leur nationalité ». Contenant cette notion de race et de religion inconnue jusque-là de la législation portugaise, ce règlement nouveau ne pouvait que heurter Sousa Mendes en tant que chrétien et homme attaché aux principes humanistes bafoués par les dictatures européennes de l'époque. Aussi n'hésita-t-il pas à contourner les nouvelles directives, la première fois le 21 novembre 1939 donc, en accordant sans accord préalable de son ministère un visa au docteur Wiznitzer, bien que celui-ci entrât dans la catégorie des étrangers considérés maintenant comme indésirables au Portugal.

A PARTIR de cette date, Sousa Mendes ne cessa de demander à Lisbonne l'autorisation de délivrer des visas généralement après les avoir déjà accordés, devançant ainsi les refus prononcés par son ministère dans la majorité des cas. Ces irrégularités lui valurent, le 24 avril 1940, un

sévère rappel à l'ordre qui ne l'empêcha cependant pas de continuer à transgresser le règlement, même après que l'invasion allemande des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg ait commencé à rendre de plus en plus aigu le problème des réfugiés en France en déclenchant en chaîne le gigantesque phénomène migratoire qu'on a appelé l'« exode de 40 ».

Dès LE 14 mai, La Petite Gironde informait ses lecteurs de l'arrivée massive à Paris de réfugiés belges et hollandais, et elle annonça le 16 celle, en Aquitaine, de la grande-duchesse du Luxembourg accompagnée de ses enfants en fuite devant l'ennemi. Des personnalités officielles luxembourgeoises précédaient ou suivirent. Et Sousa Mendes leur établit des visas, permettant ainsi à la grande-duchesse de gagner



LE 14 QUAI LOUIS-XVIII, BORDEAUX, QUI ABRITAIT LE CONSULAT DU PORTUGAL EN 1940. (CL. B. LHOUMEAU).

^{*} Voir annexes.

le Portugal, d'où elle partit en 1943 pour rejoindre à Londres les membres de son gouvernement en exil.

E LA MI-MAI à la mi-juin 1940, l'afflux de migrants étrangers et des Français du Nord fuyant l'avancée de la Wehrmacht, ne cessa de croître à Bordeaux, dont la population fit plus que doubler en passant de 300 000 à 700 000 personnes. Émigré autrichien notoire, le leader social-démocrate Julius Deutsch écrit dans ses mémoires que la ville n'était plus qu'« un grand bassin collecteur de réfugiés », réfugiés français et étrangers, en grande partie des Juifs, que la peur panique d'être rattrapés par la marée brune dans le dernier refuge que l'Aquitaine leur offrait poussa en masse à l'assaut des consulats étrangers à Bordeaux, tout particulièrement les consulats d'Espagne et du Portugal, du fait de la neutralité que Franco et Salazar observaient toujours aux yeux du monde en dépit de leur accointance de fait avec Hitler.

EPUIS la fin mai, une foule chaque jour plus nombreuse n'en finissait pas d'attendre, jour et nuit, aux abords du consulat, 14 quai Louis-XVIII, où, au matin du 16 juin, Sousa Mendes annonça après une longue réflexion de trois jours et de trois nuits où il avait entendu, comme il le déclara, «une voix, celle de sa conscience ou celle de Dieu: Désormais, je donnerai des visas à tout le monde, il n'y a plus de nationalités, de races, de religions». Ce qu'il fit les 17 et 18 juin, activement aidé dans ce véritable travail à la chaîne par deux de ses enfants et neveux, ainsi que par un rabbin polonais, Haïm Kruger, arrivé de Belgique avec sa nombreuse famille que Sousa Mendes hébergeait au consulat même.

PARMI tous ceux qui obtinrent ainsi de Sousa Mendes – en ces heures dramatiques, où il prit les dimensions d'un héros de l'humanité – les précieux documents nécessaires pour passer au Portugal, les plus notoires sont l'archiduc d'Autriche Otto de Habsbourg, fils aîné du défunt empereur Charles I^{er}, l'impératrice Zita et ses autres enfants, arrivés de Belgique avec leur suite, dix-neuf personnes au total.

Impossible, dans le cadre limité ici imposé, de présenter en détail – comme cela est le cas dans le livre sur la question que je prépare – les nombreux réfugiés plus ou moins connus que Sousa Mendes aida de même à Bordeaux, puis au Pays-Basque, où il se transporta le 20 juin, responsable qu'il était aussi pour le vice-consulat de Bayonne dont le personnel était à ce moment débordé par les demandeurs de laissez-passer qui l'assiégeaient par milliers, de jour comme de nuit. Là, ce fut alors, comme à Bordeaux, la délivrance à la chaîne de visas pour le Portugal que Sousa Mendes alla jusqu'à distribuer lui-même aux réfugiés dans la rue avant de se rendre à Hendaye



LE RABBIN HAÏM KRUGGER ET ARISTIDES DE SOUSA MENDES, PORTUGAL CIRCA 1940. (CL. FAMILLE SOUSA MENDES).

le 23 juin, pour s'assurer que les gardes-frontière espagnols à Irun laissaient passer les détenteurs de visas pour le Portugal qui se bousculaient pour quitter au plus vite le sol français, où le piège nazi risquait de se refermer sur eux. Parmi eux se trouvait le musicien viennois Norbert Gingold, enfin sorti du camp de Libourne d'où Sousa Mendes, à l'automne 1939, avait tenté en vain, on s'en souvient, de le faire sortir. Comme la femme de Norbert Gingold l'a raconté dans ses souvenirs:

Soudain, au milieu de la place, apparut Sousa Mendes, entouré d'un groupe de réfugiés. Il continuait à donner des visas à ceux qui lui en demandaient. [...] Mais quels visas? Ils consistaient en quelques mots disant que le porteur avait le droit d'entrer au Portugal, avec la signature de Sousa Mendes. Ce dernier avait certainement emporté avec lui les sceaux du consulat. Si le réfugié avait un passeport, le visa figurait sur le passeport.

S'il n'avait qu'une carte d'identité, va pour la carte d'identité, et s'il n'avait ni l'un ni l'autre, alors Sousa Mendes se contentait d'une feuille de papier, parfois même d'un morceau de journal.

UAND, le 26 juin, Sousa Mendes revint à Bordeaux, il ne savait pas encore qu'il venait d'être suspendu par son gouvernement pour insubordination. Les premiers détachements de l'armée allemande étant arrivés le lendemain, il eut encore jusqu'à son départ de Bordeaux, le 3 juillet, le courage de continuer à héberger clandestinement dans l'immeuble du consulat un réfugié roumain, membre important de la communauté séfarade de Vienne, et sa fille, qui rapporte dans ses souvenirs:

Feu mon père, Mosco Galimir, et moi-même avons été parmi ceux qui ont eu la chance d'obtenir des passeports et de rester au consulat pendant deux semaines. Je me souviens encore que, chaque jour à l'heure du déjeuner, il arrivait des télégrammes du gouvernement de Portugal ordonnant son rappel. M. Sousa Mendes n'a jamais perdu confiance et espérait qu'il serait pardonné en raison de tout le bien qu'il nous faisait. Mais son gouvernement ne lui a pas pardonné.

En effet, rentré à Lisbonne à la mi-juillet 1940, le consul fut, suite à un procès disciplinaire dont l'issue était connue d'avance, mis à la retraite d'office. Sévère sanction qui le condamna à vivre avec les siens dans la plus grande gêne jusqu'à sa mort en 1954, six ans après sa femme Angelina qui l'avait toujours fidèlement assisté dans toutes ses épreuves.

Il y a eu durant la Seconde Guerre mondiale d'autres diplomates et fonctionnaires de diverses nationalités qui ont accompli une œuvre comparable à celle de Sousa Mendes que l'on a appelé le «Wallenberg portugais». Wallenberg, du nom de ce diplomate suédois, Raoul Wallenberg, qui, sauva en 1944 plusieurs dizaines de milliers de Juifs à Budapest en leur délivrant des passeports attestant qu'ils étaient des citoyens suédois en attente de rapatriement. Comme Sousa Mendes, Wallenberg a été honoré par le mémorial de Yad Vashem, à Jérusalem, du titre de «Juste parmi les Nations», mais une grande différence le sépare du consul portugais: il n'a pas, comme lui, désobéi à son gouvernement, puisqu'il avait été envoyé à Budapest justement avec mission de faire au mieux pour sauver les Juifs hongrois menacés de déportation vers les camps de la mort.

En fait, il serait plus juste de rapprocher Sousa Mendes d'autres diplomates qui agirent, comme lui, contre le règlement qu'ils avaient à appliquer et qui, comme lui, furent aussi plus ou moins gravement sanctionnés pour désobéissance. Ainsi pourrait-on appeler Sousa Mendes le «Lutz portugais», Carl Lutz étant ce vice-consul suisse à Budapest, qui, de 1942 à 1945, aida sans relâche des Juifs à échapper à leur sort et se vit accusé d'avoir abusé de ses fonctions, avant d'être réhabilité dans son pays bien des années après la guerre et de recevoir de l'état d'Israël le titre de

«Juste parmi les Nations ». De même son compatriote Paul Grüninger, ce commandant de la police du canton de Saint-Gall qui en 1938, alors que le gouvernement helvétique avait décidé de fermer les frontières de la Suisse, permit à des centaines de réfugiés juifs d'entrer dans le pays en leur fournissant des papiers avec de faux renseignements. Ce qui lui valut d'être révoqué, condamné en 1940 et privé de retraite pour le reste de ses jours qu'il passa dans une grande pauvreté. On a de lui ces mots qui pourraient tout aussi bien être de Sousa Mendes: «Il s'agissait de sauver des gens menacés de mort. Dans ces conditions, comment aurais-je pu me soucier de considérations et de calculs bureaucratiques?»

N POURRAIT citer encore d'autres cas comparables. Par exemple, le D^r Feng-Shan Ho, depuis 1937 consul général de Chine à Vienne, qui, malgré l'interdiction reçue de son ambassadeur à Berlin, continua après l'*Anschluss* jusqu'en mai 1940 à délivrer des visas qui permirent à des milliers de Juifs de fuir le Reich nazi. C'est, de même, le consul japonais en Lituanie Chiune Sugihara, qui, en 1940-1941, en sauva lui aussi des milliers de manière semblable. Action humanitaire qui brisa sa carrière et ne lui valut d'être réhabilité par l'état japonais qu'après sa mort.

Honorés tous les deux par Israël comme Justes parmi les Nations, Feng Shan Ho et Chiune Sugihara ont été surnommés respectivement le «Schindler chinois» et le «Schindler japonais» par référence à un autre Juste, Oskar Schindler, immortalisé par le film à succès de Steven Spielberg, La Liste de Schindler. Il convient cependant de souligner que l'industriel Oskar Schindler, qui sauva des camps d'extermination 1200 Juifs environ, représente en fait un cas de figure très différent des précédents, du fait qu'il était allemand, et un Allemand nazi à l'origine, qui, en agissant comme il le fit par devoir de conscience, commit, par rapport au Reich, une action coupable qui aurait pu lui valoir les pires ennuis.

AREILLEMENT le D^r Kurt Gerstein, dont le film de Costa-Gavras Amen évoque l'étonnant parcours. Chargé de l'approvisionnement en gaz Zyklon B des camps de la mort nazis, cet ingénieur à l'institut d'Hygiène de la SS fut témoin en 1942, en Pologne, de gazages de déportés qui interpellèrent sa conscience de chrétien et l'amenèrent à se faire, comme on a dit, l'« espion de Dieu» pour alerter l'opinion internationale, notamment le pape Pie XII, sur l'extermination des Juifs d'Europe. Du point de vue de l'Allemagne d'Hitler, cette dénonciation n'était rien d'autre qu'une trahison. Et c'est bien là le problème crucial qui s'est posé fondamentalement, surtout pendant la guerre, aux Allemands qui ont résisté ou voulu résister activement à Hitler.

Pour un Français, faire de la résistance contre l'occupant allemand était faire acte de patriotisme. Pour un Allemand, par contre, s'opposer au régime hitlérien, c'était travailler à la défaite de sa patrie. Telle est bien l'accusation qui, en 1943, valut la peine de mort aux principaux membres du groupe de résistants, fondé à Munich en juin 1942 sous le nom de *Rose blanche*, par de jeunes étudiants à l'université. Pour avoir distribué des tracts antinazis au nom des valeurs chrétiennes, ils furent condamnés à mort sous les chefs de «haute trahison et intelligence avec l'ennemi, incitation à la haute trahison, atteinte à l'effort de défense».

Moins connue que celle de la Rose blanche est l'histoire des Pirates à l'Edelweiss, ces groupes d'adolescents de 13 à 18 ans, principalement en Rhénanie, qui avaient commencé par s'opposer à l'embrigadement dans les Jeunesses hitlériennes par des manifestations plus ou moins folkloriques et qui passèrent pendant la guerre à des actions beaucoup plus graves, comme distributions de tracts subversifs et sabotages de matériel industriel et militaire. Impitoyablement pourchassés par la Gestapo, nombre de ces Edelweisspiraten furent arrêtés, torturés, envoyés dans des camps de concentration et dans des bataillons disciplinaires sur le

front russe, et aussi condamnés à mort pour, selon les cas, insubordination, défaitisme, atteinte au moral de l'armée et de la nation, sans oublier crime de haute trahison.

C'est pour haute trahison que furent condamnés de même à la peine capitale nombre des conspirateurs impliqués dans le célèbre attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler, coup d'état militaire avorté, dont le comte Claus von Stauffenberg fut la figure centrale. Vouloir éliminer Hitler signifiait pour les conjurés rompre le Führereid, le serment de fidélité au Führer qu'ils avaient prononcé comme membres de la Wehrmacht:

Je fais devant Dieu le serment sacré d'obéir inconditionnellement à Adolf Hitler, guide du Reich et du peuple allemands, commandant en chef des forces armées, et que je serai toujours prêt, comme un brave soldat, à donner ma vie pour respecter ce serment.

YEST l'obligation morale de ne pas violer ce ✓serment qu'ont généralement invoquée, pour se disculper, les militaires allemands accusés d'avoir commis des crimes de guerre ou de ne pas s'y être opposés. Une excuse qui pose évidemment le problème général des limites du devoir d'obéissance aux ordres reçus. Führer, befiehl, wir folgen dir (Führer, commande, nous te suivons): tel est le refrain du chant de la campagne de Russie qui devint en 1941 et resta jusqu'à la chute du Reich un des slogans les plus répandus de la propagande nazie. Comparés à tous ceux qui se conformèrent à ce slogan par conviction ou qui, par crainte, n'osèrent pas le faire mentir, bien peu sont, en général, les Allemands, militaires, fonctionnaires et autres, qui eurent le courage de le transgresser! De ce petit nombre est le sous-officier Heinz Stahlschmidt, dont, pour terminer, j'évoquerai le souvenir parce que l'on peut mettre en parallèle sa désobéissance aux ordres reçus de ses supérieurs en 1944 à Bordeaux à celle de Sousa Mendes, quatre ans plus tôt.

Soldat modèle, décoré de la croix de fer, l'adjudant de marine Heinz Stahlschmidt avait été affecté à Bordeaux en 1941, et c'est lui qui en août 1944, à la veille de l'évacuation de la ville par les troupes d'occupation, reçut l'ordre de préparer la destruction du port de Bordeaux par des mines placées tous les 50 m sur 10 km de quais des deux côtés de la Garonne, entre Bacalan et le quartier Sainte-Croix. Tout le matériel nécessaire - amorces, mèches, détonateurs, etc. - fut entreposé quai des Chartrons dans un blockhaus que Stahlschmidt eut finalement, au soir du 22 août, le courage de faire sauter tout seul, après avoir attendu en vain l'aide qu'il sollicitait depuis plusieurs jours de la Résistance française pour réaliser ce coup de main. Cet acte épargna à Bordeaux d'énormes dégâts matériels et des pertes en vies humaines qu'on a estimées à 3000 personnes. Mais, du point de vue allemand, Stahlschmidt n'en était pas moins devenu traître et fut considéré comme tel encore longtemps après la guerre, payant d'autant plus cher le prix de sa noble désobéissance que, resté par force à Bordeaux et ayant pris en 1947 la nationalité française en francisant son nom de Heinz Stahlschmidt en Henri Salmide, il n'a pas plus trouvé dans sa nouvelle patrie qu'en Allemagne la reconnaissance qu'il méritait comme héros de la Résistance.

En effet, c'est comme simple sapeur-pompier attaché au service du port de Bordeaux que l'exsous-officier de la marine de guerre du Reich a végété jusqu'à sa retraite en 1969 pour vivre le restant de ses jours avec sa femme bordelaise d'une très modeste pension. J'ai personnellement bien connu, pour l'avoir rencontré aussi chez lui, le vieil homme légitimement très aigri par cette douloureuse expérience, qui est décédé en 2010, à 92 ans, après n'avoir eu que bien trop tard le bonheur de recevoir la Légion d'honneur et de pouvoir revoir après 61 ans Dortmund, sa ville natale, où il alla se recueillir sur la tombe de ses parents, la Légion d'honneur sur le cœur. Henri Salmide avait demandé que son nom allemand figure sur sa tombe. Et c'est ainsi que, dans un cercueil recouvert du drapeau bleu-blancrouge, il a été inhumé avec ses décorations à Bordeaux, au cimetière protestant de la rue Judaïque, en présence notamment du consul général d'Allemagne.

L'ADOULOUREUSE histoire de l'Allemand Heinz Stahlschmidt, alias Henri Salmide, est comparable à celle du Portugais Aristides de Sousa Mendes qui, lui aussi, a été jusqu'à la fin de sa vie durement victime d'avoir obéi à la voix de sa conscience en désobéissant à des ordres qui la contredisaient. Et il est heureux qu'aujourd'hui justice leur ait été rendue. À Bordeaux, Sousa Mendes a depuis 1994, à Mériadeck, son buste en bronze pour immortaliser son action humanitaire en Aquitaine dans les jours tragiques de juin

1940 que le grand historien israélien de la Shoah Jehuda Bauer a appelée «la plus grande action de sauvetage menée par une seule personne pendant l'Holocauste». Quant à Henri Salmide, le siège du port de Bordeaux qu'il a sauvé de la destruction porte son nom depuis février 2012 en attendant qu'une rue de la ville le reçoive aussi, car, pour reprendre les mots de reconnaissance déjà bien trop tardifs de Jacques Chaban-Delmas en 1992, presque cinquante ans après l'acte d'indiscipline héroïque de l'ex-adjudant de la Kriegsmarine Stahlschmidt: «Nous lui devons d'avoir sauvé des vies, d'avoir préservé le patrimoine unique de Bordeaux et d'avoir hissé la conscience au-dessus des désastres de son époque.»



DE GAUCHE À DROITE: SÉBASTIEN MENDES, PHILIP MENDES, HARRY IZRATTY, MOÏSE ELIAS, CÉSAR MENDES, LE RABBIN HAÏM KRUGER, LE CONSUL MICHAEL ARNON ET JOHN ABRANCHES DURANT LA CÉRÉMONIE DE REMISE DE LA MÉDAILLE DE JUSTE PARMI LES NATIONS, LE 9 OCTOBRE 1967, À NEW YORK, AU CONSULAT D'ISRAËL. (CL. FAMILLE SOUSA MENDES).

Messe à la mémoire d'Aristides de Sousa Mendes

Mesdames et Messieurs, chers frères et sœurs, nous faisons mémoire aujourd'hui de la figure d'un homme d'exception, malheureusement pas assez connu des hommes, mais bien connu de Dieu. Et avec lui, nous nous souvenons à la fois de tous ceux qui ont lutté contre la barbarie, et aussi de toutes les victimes de cette même barbarie, comme des figures emblématiques du courage, du don de soi et du sacrifice pour une cause qui dépassait leurs intérêts personnels.

OI Nous faisons mémoire de ces actions lumineuses qui ont brillé au sein des jours les plus sombres, ce n'est évidemment pas dans le seul but de satisfaire à ce que l'on nomme un « devoir de mémoire » qui signale hélas trop souvent notre incapacité à nous souvenir. Si la commémoration a un sens et une utilité autre que documentaire, c'est dans la mesure où elle ouvre un espace à la réflexion et à l'engagement dans le présent. Et la vie et l'exemple de Monsieur de Sousa Mendes nous pousse à nous demander quel sens donnons-nous aujourd'hui à l'engagement personnel pour une cause commune. Comment apprécions-nous la capacité et le devoir de renoncer à nos propres intérêts et à notre sécurité, pour le rétablissement ou le renforcement des libertés publiques et d'une certaine idée de notre pays? Quelles valeurs reconnaissons-nous mériter que l'on combatte pour elles jusqu'à pouvoir y perdre ses biens, voire sa vie?

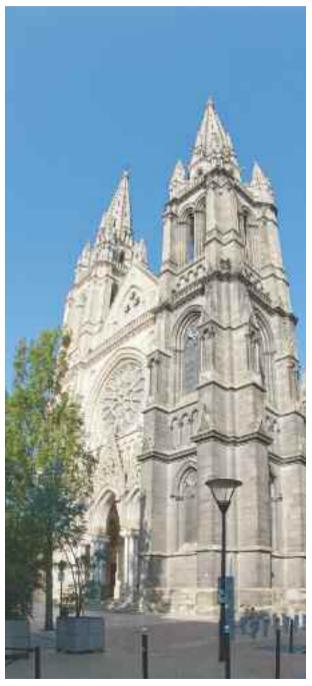
LEST des circonstances où l'urgence comme l'imprévisibilité des situations ne permettent pas de peser paisiblement le pour et le contre pour se décider dans le calme protecteur d'un débat éthique tel qu'on se plaît à le représenter hors des moments de crise. Ce qui domine alors n'est pas nécessairement une évaluation rationnelle des enjeux et des données objectives; c'est plutôt le sentiment d'un devoir impérieux auquel on ne peut se dérober. Ce devoir se dévoile

en laissant parler le patrimoine moral constitué à travers l'éducation de la jeune enfance et à travers des exemples de comportements reconnus à la fois comme normaux et normatifs. Ce devoir vient aussi de la foi qui habite le cœur, de l'illumination de la conscience par l'inspiration de l'Esprit Saint. C'est bien évidement ce qu'a vécu Monsieur de Sousa Mendes: son éducation familiale, la manière dont il a été élevé, les exemples qu'il a reçus, la foi qui l'a animé sont très certainement au centre même de la décision qu'il prend, après ces trois jours de réflexion dramatique, où il a dû se sentir submergé par le conflit de devoir et l'immensité de la tâche à accomplir. C'est ce qui lui a permis de persévérer durant ces neuf jours de folies où il n'a pas compté son temps pour accorder à chacun le précieux visa synonyme de vie et à liberté.

Monsieur de Sousa Mendes a alors rejoint celles et ceux pour qui l'abolition des libertés, la domination d'une vision contraire à l'égalité des personnes humaines, la violation des droits élémentaires constituaient une situation inacceptable pour la conscience humaine, et qui se sont révélés prêts à sacrifier leur propre liberté et même leur vie pour défendre la dignité de vivre. Dans la situation du moment, ils ont manifesté que, pour eux, le sens de l'existence l'emportait sur la sécurité personnelle. N'est-il pas opportun et raisonnable de nous demander

^{*} Évêque émérite de Quimper et Léon.

aujourd'hui si notre système de valeurs met en avant les véritables priorités, si nous préparons vraiment des hommes et des femmes capables de consentir à un vrai sacrifice pour la dignité de l'humanité? Sans sombrer dans le dénigrement systématique, on doit reconnaître au moins que, sur plusieurs points, il semble que nous soyons loin du compte.



ÉGLISE SAINT-LOUIS DES CHARTRONS, BORDEAUX. (CL. B. LHOUMEAU).

INSI, autant il est naturel de se réjouir des progrès spectaculaires grâce auxquels la vie de nos compatriotes a tellement changé en quelques décennies - progrès exceptionnels de la médecine et de la science, progrès très quotidiens des conditions de la vie pratique, etc. - autant il vaut la peine de nous poser la question: ces progrès, dont nous nous réjouissons à juste titre, ont-ils été accompagnés d'une égale préoccupation pour développer la dignité humaine? La dignité de l'homme est-elle vue aujourd'hui comme un devoir plus que comme un droit, un devoir collectif dont chacun doit assumer sa part? Quel est le véritable respect collectif de la dignité humaine quand les modèles moraux, que l'on propose de manière de plus en plus explicite à notre jeunesse, sont dominés par la recherche de la satisfaction de ses propres désirs et de ses appétits primaires? Comment apprendre à résister aux assauts toujours possibles de la barbarie, si nous ne valorisons pas pratiquement, dans les comportements quotidiens, la nécessité de supporter des pertes et des souffrances personnelles, osons le mot, d'accepter de sacrifier quelque chose de notre confort et de notre bien-être, pour défendre une qualité de vie qui n'est pas simplement la qualité des commodités de l'existence, mais surtout la qualité du sens de la vie? La grandeur et la beauté de l'existence humaine n'estelle pas précisément cette puissance que nous avons de choisir librement de renoncer à des biens légitimes, de les sacrifier pour aider les hommes et toutes les femmes qui nous entourent et qui ont été placés sur notre chemin? Ceci est la liberté en son sens le plus vrai, mais cette liberté-là ne se décrète par aucune loi ni aucun règlement. Elle résulte de l'éducation de la conscience personnelle à reconnaître les valeurs sur lesquelles un homme digne de ce nom ne peut pas transiger, quoi qu'il en coûte.

Monsieur de Sousa Mendes a vécu cette liberté et ce renoncement. Il les a vécus en subissant la vengeance de son gouvernement, en n'étant pas reconnu pour son héroïsme, en finissant sa vie dans la plus grande pauvreté et dans le dépouillement. Mais il n'a jamais regretté ses actes, se disant en paix avec sa conscience et sa foi. Il aurait pu pourtant entrer dans l'amertume ou la révolte, y compris envers Dieu dont il avait suivi la volonté, qui semblait bien peu le récompenser en cette vie de sa fidélité à l'Évangile. Mais je crois que Monsieur de Sousa Mendes savait surtout que la force qui l'animait venait de Dieu lui-même, que c'était lui qui avait mené le combat, comme nous l'avons entendu dans les textes de cette messe : « À la cime du grand cèdre, je cueillerai un jeune rameau, et je le planterai moi-même sur une montagne très élevée. » Sans doute Monsieur de Sousa Mendes, dans la logique de la parabole de la graine jetée en terre et qui pousse, que le semeur en soit tracassé ou pas, qu'il dorme ou qu'il veille, sans doute avaitil compris que, même lorsque Dieu semble se taire et être absent, même quand le mal semble dominer, cela ne veut pas dire qu'il ne se passe rien. Nous ne le voyons pas, mais Dieu agit. Plus, c'est même lui qui permet et nous aide à faire tout le bien qui se passe dans ce monde. Ce n'est pas Dieu qui est inactif, ce sont nos yeux humains qui sont aveugles, de même que nous ne pouvons au départ concevoir que dans une graine de moutarde, la plus petite de toutes les semences, il y a la possibilité d'un grand arbre. En suivant ce que l'Esprit Saint lui inspirait, Monsieur de Sousa Mendes savait-il la portée de ce qu'il faisait? Pouvait-il devinez que les graines de moutarde qu'il semait, signature après signature de ces milliers de visas, se développeraient au-delà de ce qu'il espérait et donnerait autant de fruits?

Depuis toujours, la mission que nous confie le Christ pour être fidèle à notre dignité humaine et pour faire germer son Royaume comporte des tâches impossibles, au-dessus de nos moyens s'il n'y a avait pas la grâce de Dieu. Et la tentation est grande de baisser les bras, devant notre pauvreté personnelle, devant le peu d'efficacité apparente de nos efforts, de nos capacités. Le Seigneur nous invite de faire de notre mieux,

de semer, de faire ce qui est en notre pouvoir, puis de tout remettre entre les mains du Père, et de remercier quand nous découvrons comment Dieu nous guide. Et cela suscite en nous une espérance immense : faire le bien n'est pas destiné seulement à une élite restreinte de héros, mais cela s'adresse aussi au plus grand nombre, car tous nous sommes soutenus par Dieu et tous nous pouvons en devenir capables. Faire mémoire de Monsieur de Sousa Mendes n'est donc pas une sorte d'exaltation triomphale d'un héros du passé. À partir de son exemple, nous avons à prendre conscience que nous sommes aussi appelés à œuvrer comme lui; nous avons à prendre conscience des enjeux de chacune de nos existences et de la responsabilité de notre conscience à l'égard de nos contemporains. Alors que nous bénéficions d'une information sans égale sur la situation de l'humanité, sommesnous encore capables de ne pas nous laisser gagner par l'indifférence ou la lassitude en nous repliant sur nos conforts?

RÈRES et sœurs, nous avons à être, en ce monde, les inlassables témoins de cette espérance que le bien est et sera toujours vainqueur ; que la grandeur de l'homme mérite que l'on renonce à ses propres intérêts; que Dieu est bien présent et qu'il agit, même lorsque tout semble s'effondrer. Aujourd'hui, le Christ nous dit de ne pas désespérer, de ne pas nous laisser vaincre par les apparences. Tout ce qui est divin dans ce monde est semblable aux graines: elles sont petites, cachées, imperceptibles, et pourtant infiniment puissantes, sources de vie. La vie de Monsieur de Sousa Mendes en est une illustration. Aujourd'hui, nous savons qu'il avait raison d'espérer et de croire. Après le temps du mépris et de la mise à l'écart, est venu le temps du respect et de la reconnaissance. Monsieur de Sousa Mendes ne l'aura pas connu ici-bas. Mais nul doute qu'il le connaît maintenant dans la gloire et la paix de Dieu.

Amen.

Conférence d'Anne-Marie Cocula : Le courage et l'honneur d'une désobéissance

L'OCCASION du 75^e anniversaire de l'action lumineuse et héroïque de juin 1940 du consul général du Portugal à Bordeaux et dans le Sud-Ouest, Aristides de Sousa Mendes, Juste d'Aquitaine, Juste parmi les Nations.

Sur la proposition du comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes, le conseil régional d'Aquitaine et le conseil économique social et environnemental régional d'Aquitaine ont décidé de rendre hommage au consul rebelle Aristides de Sousa Mendes, citoyen d'honneur de la Gironde. Le 17 juin 2015, cet hommage s'est ainsi déroulé:

- visite commentée par Manuel Dias Vaz de l'exposition Aristides de Sousa Mendes, le Juste d'Aquitaine à Bordeaux, Bayonne et Hendaye en juin 1940, dans les salons du conseil régional d'Aquitaine;
- conférence débat Le courage et l'honneur d'une désobéissance par Madame Anne-Marie Cocula, vice-présidente du conseil régional d'Aquitaine et historienne, et Manuel Dias Vaz, sociologue, vice-président du comité français Sousa Mendes.



Anne-Marie Cocula a posé la cadre des événements de la Seconde Guerre mondiale et rappelé le contexte historique de juin 1940 en Europe, en France et dans le Sud-Ouest.

En 1940, Bordeaux est devenue la capitale de la France et un lieu stratégique pour tous les millions d'Européens, civils et militaires, menacés par l'avance des troupes allemandes d'occupation.

Durant la période mai-juin 1940, la population de Bordeaux a été multipliée par trois, passant de 240 mille à près de 900 mille. Des milliers de réfugiés apatrides déplacés de toute l'Europe convergent vers Bordeaux et le Sud-Ouest. Une grande partie campe sur l'esplanade des Quinconces ou les allées de Tourny, le jardin public ou encore les places publiques de Bordeaux.

Ces réfugiés – confrontés aux bombardement de l'aviation du III° Reich – cherchent, par tous les moyens, à rejoindre le Portugal. Ce pays, neutre, est l'une des portes de sortie d'une Europe à feu et à sang. C'est dans un tel contexte que le consul Aristides de Sousa Mendes va décider, dans la nuit du 16 au 17 juin 1940, de délivrer des visas pour la vie et la liberté à tous ces réfugiés en danger, dans une ville tourmentée.

Son action va permettre de sauver plus de 30 000 personnes dont 10 000 Juifs, des milliers de Chrétiens opposés à Hitler, des membres des gouvernements en exil de Belgique, Pologne, Luxembourg, les familles royales d'Autriche et du Luxembourg, des membres de la famille Rothschild, des milliers d'opposants allemands, des centaines de Républicains espagnols...

Ensurre, Anne-Marie Cocula a questionné Manuel Dias Vaz sur la vie, la carrière et l'action du consul Aristides de Sousa Mendes.

La manifestation s'est terminée par un cocktail de déjeuner offert par le conseil régional d'Aquitaine.



Conseil régional d'Aquitaine, à Bordeaux. (Cl. B. Lhoumeau).



Juin 1940 à Bordeaux et en Aquitaine

Nous commémorons aujourd'hui le 75° anniversaire de l'Appel du général de Gaulle à la Résistance contre l'occupation nazie de la France par les troupes du troisième Reich. Nous commémorons par la même occasion le 75° anniversaire de l'action héroïque du consul général du Portugal à Bordeaux pour le grand Sud-Ouest, Aristides de Sousa Mendes.

Dans un moment tragique de l'histoire de l'Europe ces deux hommes avec courage et détermination ont su dire non à leur hiérarchie au nom des valeurs suprêmes de l'humanité et de la liberté.

DE GAULLE en disant non à Pétain et qui par son Appel du 18 juin 1940, de Londres, va donner naissance à la Résistance et faire vivre la flamme de la liberté, l'honneur de la France libre et les valeurs de la République bafouée.

Le consul Aristides de Sousa Mendes en décidant de désobéir au dictateur portugais Salazar va sauver à Bordeaux, Bayonne, Hendaye et Toulouse plus de 30 000 personnes menacées par l'avancée des troupes nazies d'occupation. Il devient un des premiers Justes parmi les Nations.

En juin 1940, Bordeaux devient, pour la troisième fois, capitale de la France, un lieu de refuge du fait de la tragédie de la guerre, de la défaite de nos armées et de l'occupation allemande sur l'Europe et notamment la France.

Bordeaux et l'Aquitaine voient arriver, fin 1939 début 1940, des milliers de personnes - des civils et des militaires français et étrangers - en provenance de l'est et du nord de la France, d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, du Danemark, de Hollande, de Hongrie, du Luxembourg, de Roumanie, de Pologne, de Tchécoslovaquie...

Cet exode massif de réfugiés, fuyant les armes et les commandos de la mort du III^e Reich, vient s'ajouter aux milliers de Républicains espagnols qui avaient fui la sinistre guerre d'Espagne en 1939 et aux Juifs apatrides chassés de leurs pays par l'idéologie nazie de pureté de la «race aryenne».

En quelques semaines, de fin mai à juin 1940, la population bordelaise fut multipliée par trois, passant de 240 000 à près de 900 000 personnes.



STATUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE, CHAMPS-ÉLYSÉES, Paris, œuvre de Jean Cardot. (Cl. B. Lhoumeau).

Bordeaux devient en quelques semaines le cul de sac d'une Europe en guerre. La place des Quinconces avec ses 126 000 m² et le Jardin-Public, très proche, abritaient des milliers de réfugiés en détresse, accablés par la peur, la souffrance, le rationnement et le chaos qui régnait dans Bordeaux.

Leur du premier appel à la résistance le 17 juin à Gradignan – a écrit : « Bordeaux était un gigantesque entassement humain de centaines de milliers de migrants exilés, déboussolés, à la recherche d'un boulanger, d'un toit et d'un visa », après les trois journées noires de complots, d'intrigues, de délations, d'affrontements des 15, 16 et 17 juin qui ont conduit à la défaite, à la capitulation et la fin de la IIIe République.

Le 17 Juin 1940, à Bordeaux, le président de la République Albert Lebrun est poussé à la démission. Il est immédiatement remplacé par le maréchal Philippe Pétain qui, le même jour, appelle les Français à cesser le combat et à se soumettre à Hitler et à l'occupant nazi. C'est le début du régime de Vichy et de la France de la collaboration.

C'est dans ce contexte et face à cette situation tragique qu'une foule immense de réfugiés entassés dans des places, des jardins et des gares, de Bordeaux, cherchent par tous les moyens à obtenir des visas leur permettant de fuir l'Europe, d'échapper aux camps de la mort en transitant par le Portugal, une des seules portes de sortie d'un continent confronté à la tragédie de la Seconde Guerre mondiale.

Face à la détresse de ces milliers de réfugiés en danger, le consul Aristides de Sousa Mendes va décider, en son âme et conscience et au nom des valeurs d'humanisme, de désobéir aux ordres de son gouvernement, en délivrant des visas pour la vie et la liberté à près de 30 000 personnes, dont 10 000 juives, des milliers chrétiennes, des centaines républicaines espagnoles, des membres des gouvernements belges et polonais en exil. Également les familles royales

d'Autriche et du Luxembourg, la famille Rothschild, des artistes de renom dont Salvador Dali et son épouse Gala ou bien encore Norbert Gingold, Arnold Wiznitzer, Steven Carol, Charles Oulmont...

Le général Leclerc a reçu un visa d'Aristides de Sousa Mendes le 23 juin pour aller rejoindre de Gaulle à Londres, en transitant par Lisbonne.

LE CONSUL Aristides de Sousa Mendes va accomplir à Bordeaux et en Aquitaine en juin 1940 l'une des plus belles pages de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, la plus importante action de sauvetage.

Il fut condamné pour son action le 30 octobre 1940. Il sera banni, déchu, expulsé de la carrière diplomatique, condamné au silence. Il a payé très cher son acte de désobéissance, d'humanisme et de résistance au fascisme.

Rappeler, honorer les actions héroïques du général de Gaulle et du consul Aristides de Sousa Mendes est une manière de faire vivre la mémoire de tous ces Résistants, de ces Justes parmi les Nations qui dans un moment tragique de l'histoire de l'humanité ont su se lever, s'engager, se battre pour défendre des valeurs et la liberté. Par leurs engagements, ils ont fait jaillir la lumière dans les ténèbres de la nuit de cette terrible tragédie.

Se souvenir, rendre hommage à l'action de ces personnages qui ont marqué l'histoire est un appel à la vigilance et à l'esprit critique et au devoir de résistance en toute circonstance contre les lois iniques, racistes et injustes et tous les tyrans barbares d'hier et d'aujourd'hui.

Les Justes et les Résistants, par leurs actions et leurs engagement, nous ont permis de retrouver la liberté et la démocratie.

Nous leur devons respect et reconnaissance.

Je vous remercie.

Manifestation en hommage à Aristides de Sousa Mendes dans le cadre des journées européennes du patrimoine

Monsieur le vice-président du conseil départemental, cher ami Jacques Respaud,

Madame Clara Azevedo, conseillère départementale,

Madame Agnès Vatican, directrice des archives départementales de la Gironde,

Madame Rita Ramos, conseillère culturelle du consulat du Portugal à Bordeaux,

Monsieur David Aller, professeur d'histoire,

Monsieur Matthieu Trouvé, maître de conférence en histoire contemporaine, Sciences Po Bordeaux.

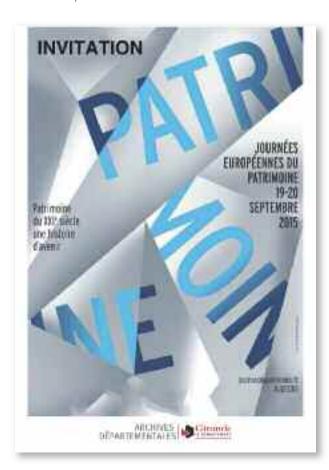
Madame Marie Subra, responsable culturelle de l'institut Cervantes de Bordeaux.

Madame Stéphanie de Jésus, responsable de l'institut Camões de Bordeaux,

Mesdames et Messieurs les élus et enseignants,

Mesdames et Messieurs les représentants des associations de la mémoire espagnole,

Mesdames et Messieurs chers amis invités,





Aristides de Sousa Mendes, 1906. (Cl. famille Sousa Mendes).

Permettez-moi, au nom du comité français en hommage à Aristides de Sousa Mendes, de remercier le président du conseil départemental de la Gironde, Monsieur Jean-Luc Gleyse, de son soutien; de remercier Madame Agnès Vatican, directrice des archives départementales de la Gironde, de son accueil et à travers elle tous ses services; de remercier les historiens conférenciers, Messieurs Matthieu Trouvé et David Aller, d'avoir répondu à notre invitation; de remercier les consultas généraux d'Espagne et du Portugal de leur soutien; de remercier le directeur de

l'institut Cervantes de Bordeaux, Monsieur Juan Pedro de Basterrechea, de son soutien à la préparation de cette manifestation.

Nous avons tenu, dans le cadre des journées européennes du patrimoine, à célébrer le 75° anniversaire de l'action héroïque et lumineuse du consul rebelle Aristides de Sousa Mendes et de son action particulière de sauvetage des Républicains espagnols durant cette période tragique de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, à Bordeaux et dans le Sud-Ouest.



Exposition *Aristides de Sousa Mendes, le Juste d'Aquitaine*, du Comité Sousa Mendes aux Archives départementales de la Gironde, octobre 2012. (Cl. B. Lhoumeau).

La France et les pays ibériques : une mise en perspective historique (1939-1940)

«L'un des drame des Pyrénées, c'est que leurs portes n'ont jamais servi dans les deux sens à la fois »¹. C'est la remarque que faisait Fernand Braudel, il y a une soixantaine d'années. Pendant des siècles, en effet, les rapports entre la France et les pays ibériques ont été à sens unique: c'était tantôt l'un, tantôt l'autre qui occupait la première place par son poids politique ou par le rayonnement de sa civilisation. La période trouble de 1939-1940, au cours de laquelle s'inscrit l'action d'Aristide de Sousa Mendes, et qui correspond au début de Seconde Guerre mondiale, illustre également cette formule de Fernand Braudel.

Les relations diplomatiques entre la France, l'Espagne et le Portugal sont fréquemment imprégnées par le contexte de guerre ou de marche à la guerre mondiale, mais aussi et surtout par les suites et conséquences de la guerre civile espagnole (1936-1939).

Pour recontextualiser ces relations triangulaires – qui sont, en réalité, triplement bilatérales: il n'y a pas de convention ou d'accord tripartite ici entre les trois pays concernés –, nous pouvons avancer deux hypothèses. D'une



part, les relations entre la France et les pays ibériques sont à ce moment-là des relations asymétriques, non prioritaires, notamment pour la France, mais qui vont le devenir, ou du moins redevenir importantes dans le contexte de la guerre. D'autre part, les relations à la fois entre la France et l'Espagne, entre la France et le Portugal, et entre le Portugal et l'Espagne sont tendues, ambigües et complexes au cours de ces années.

Des relations asymétriques, non prioritaires, mais qui vont redevenir importantes dans le contexte de marche vers la guerre

Les relations entre les trois pays sont, tout d'abord, asymétriques et ne revêtent pas un caractère prioritaire. En 1938-1939, la France fait partie des grandes puissances, statut qu'elle a acquis aux côté de la Grande-Bretagne, suite à la Première Guerre mondiale. Ce sont deux démocraties parlementaires qui ont gagné la guerre et ont traversé des années difficiles avec la crise des années trente. Sur le plan des relations inter-

^{*} Maître de conférences en histoire contemporaine, Sciences Po Bordeaux

^{1.} Fernand Braudel, La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, Paris, 1966, t. II, p. 161.

nationales, il ne fait pas de doute que la France est encore considérée, en 1938-1939, comme la puissance continentale majeure et incontournable en Europe, même si la « hantise du déclin » se fait sentir².

Parallèlement, l'Espagne est un pays en pleine décadence. Son empire s'écroule progressivement au cours du xvIIIe et surtout du xIXe siècle, avec la perte de Cuba et des Philippines en 1898, au moment même où la France se dote d'un vaste empire colonial³. Ce déclin se prolonge dans l'entre-deux-guerres. Restée en dehors du premier conflit mondial, l'Espagne ne participe que brièvement à la Société des Nations (SDN) avant de sombrer dans la guerre civile en 1936. Quant au Portugal, c'est un pays marginalisé dans les relations internationales à l'époque contemporaine. La perte du Brésil en 1822 est suivie d'une période d'instabilité politique assez longue qui prend fin avec l'Estado Novo de Salazar. Si les relations franco-portugaises sont considérées avec une grande importance du côté de Lisbonne, en revanche, elles apparaissent secondaires voire mineures aux yeux des Français4. Le Portugal, allié de la Grande-Bretagne, a certes participé aux côtés des Alliés à la Première Guerre mondiale (1916-1918), cependant, après 1918, l'instabilité politique que traverse le pays s'accompagne d'un discrédit international et d'une marginalité péninsulaire. L'instauration de l'Estado Novo à Lisbonne en 1933 ne suscite pas d'opposition ou d'obstacle majeur à l'étranger. Si l'Italie fasciste salue la mise en place du nouveau régime, la Grande-Bretagne se montre soulagée de voir l'ordre rétabli au Portugal et noue rapidement des liens d'amitié avec son vieil allié: le Prince de Galles, futur Édouard VIII, lui est d'emblée favorable et effectue une visite officielle à Lisbonne en 1931. La présence d'exilés politiques en France trouble un temps les relations entre

les deux pays, mais elles se normalisent assez rapidement par la suite.

La situation est différente entre la France et l'Espagne: les deux pays ont, au départ, suivi dans l'entre-deux-guerres des chemins identiques. La République française a noué avec le régime de Primo de Rivera des liens tactiques dès 1923, notamment à propos du Maroc. En août 1925, la France et l'Espagne s'entendent pour écraser dans le sang la République du Rif. En mai 1926, le chef marocain Abd el-Krim se rend. À l'occasion de cette guerre, Franco et Pétain se rencontrent à plusieurs reprises. Le 26 juin 1930, le ministre français de la Guerre remet à Franco la Légion d'Honneur, en présence du maréchal Pétain.

Lors de la Seconde République espagnole (1931-1936), les liens entre les deux pays se resserrent. La France républicaine est un modèle pour les Républicain espagnols. Ces derniers fêtent la République le 14 avril 1931, chantent «La Marseillaise» et adoptent à leur tour une «Marianne», certes plus jeune que la française. La session des Cortès constituantes espagnoles s'ouvre à Madrid le 14 juillet 1931 par un hommage à la République française. Édouard Herriot se rend en visite à Madrid et Tolède en novembre 1932. Le Président du gouvernement espagnol, Manuel Azaña, garantit que l'Espagne ne fera rien d'hostile contre la France. Mais l'Espagne républicaine, prudemment, poursuit sa politique de neutralité et garantit sa sécurité par des pactes bilatéraux. Cette neutralité s'avère, après 1936, être un vrai désastre pour la jeune République et elle permet aussi de comprendre pourquoi la République espagnole n'est pas soutenue avec vigueur par les démocraties: les Européens, Français et Britanniques en tête, n'aident pas la République espagnole pendant la

^{2.} Robert Frank, La hantise du déclin. La France de 1914 à 2014, Belin, 2014.

^{3.} Voir à ce sujet Juan Pan-Montojo (dir.), Más se perdió en Cuba. España, 1898 y la crisis de fin de siglo, Madrid, Alianza Editorial, 2006; Antonio Elorza, Elena Hernández Sandoica, La Guerra de Cuba (1895-1898). Historia política de una derrota colonial, Madrid, Alianza Editorial, 1998.

^{4.} Jean Derou, Les Relations franco-portugaises (1910-1926), Paris, Publications de la Sorbonne, 1986.



Allégorie de la République dans une lithographie de S. Dura d'après un dessin J. Barrera (Cl. Archive National Historique, Section Guerre Civil, Salamanque, Espagne)

guerre civile et choisissent la politique de nonintervention, qui implique notamment de ne pas vendre des armes aux Républicains espagnols⁵. Cette non-intervention a indirectement servi de couverture à l'aide militaire de Mussolini et Hitler à Franco. D'où une grande désillusion de la part de la génération espagnole de 1914, francophile et républicaine, à l'égard de la France et de la Grande-Bretagne.

C'est que les États agissent suivant leurs intérêts. L'intérêt de la France a été d'empêcher le triomphe de Franco, puis de s'en accommoder. Au cours de la guerre civile ; les Républicains espagnols ont cherché la médiation de la Grande Bretagne et de la France pour obtenir un armistice et une phase de transition au cours de laquelle les Espagnols auraient pu choisir leur régime par référendum. Cette proposition, faite



Manuel Azaña. (D. R.).

en décembre 1936 est rejetée en 1937 et 1938. Manuel Azaña est convaincu que si l'Espagne républicaine perd et si l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste gagnent avec Franco, la France et la Grande Bretagne perdront la prochaine guerre mondiale qui s'annonce. Mais les ministères des Affaires étrangères français et britannique font la sourde oreille. La France privilégie ses relations avec la Grande Bretagne, l'Italie et l'Allemagne. Ses objectifs sont de renforcer l'alliance avec Londres, de contenir Hitler et Mussolini qui ont constitué un Pacte d'Acier en 1938, et d'éviter la guerre par tous les moyens. D'où l'attitude franco-britannique dans l'affaire des Sudètes et lors de la Conférence de Munich en septembre 1938.

Finalement, comme l'écrit René Girault, «La conviction est largement répandue en France d'une Espagne décadente, archaïque, misérable, donc impuissante, ce qui pose le problème plus large des rapports entre une puissance et un État faible (ou considéré comme tel). L'Espagne a une mauvaise image en France, celle d'un pays sous-développé mais qui n'ai pas réussi à se décoloniser car situé en Europe »6.

NE PREMIÈRE tentative de rapprochement entre le gouvernement français de Daladier et les nationalistes espagnols a lieu en mars 1938 mais n'aboutit finalement pas7. Les Républicains et « aliadophiles » battus en février 1939 malgré une vaillante résistance, la France reconnait officiellement le 27 février le nouveau gouvernement franquiste. Deux jours plus tôt, le ministre français des Affaires étrangères, Georges Bonnet, a envoyé Léon Bérard en Espagne signer les accords avec le ministre espagnol des Affaires étrangères espagnol, le général Jordana. Les ac-

^{5.} Cf. Juan Avilés Farré, Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la Guerra Civil española, Madrid, Eudema, 1994; Enrique Moradiellos, El reñidero de Europa: las dimensiones internacionales de la Guerra Civil española, Barcelone, Península, 1999; Jean-François Berdah, La République assassinée: la république espagnole et les grandes puissances: 1931-1939, Paris, Berg international, 2000.

^{6.} René Girault, « Réflexions sur la méthodologie de l'histoire des relations internationales. L'exemple des relations franco-espagnoles» dans Españoles y Franceses en la primera mitad del siglo XX, Madrid, CSIC, Centro de estudios históricos, 1996, p. 153. 7. Michel Catala, «L'attitude de la France face à la guerre d'Espagne. L'échec des négociations pour la reconnaissance du gou-

vernement franquiste en 1938», Mélanges de la Casa de Velázquez, XXIX-3, 1993, p. 243-262.

cords Bérard-Jordana⁸ prévoient la reconnaissance de la légitimité de Franco sur l'Espagne en échange de la neutralité de l'Espagne dans le conflit mondial. Le texte comprend également une déclaration de bon voisinage entre les deux pays qui possèdent 600 km de frontière en commun.

Le 2 mars 1939, Philippe Pétain est nommé ambassadeur de France à Madrid. Le lendemain, dans Le Populaire, organe de presse socialiste, l'ancien président du gouvernement Léon Blum proteste contre cette nomination. La mission de Pétain est de rétablir de bonnes relations avec l'Espagne franquiste, s'assurer de la neutralité espagnole en cas de conflit en empêchant que l'Espagne tombe dans le camp nazi à l'approche de la guerre, et superviser la bonne exécution des accords Bérard-Jordana, en particulier le volet financier comportant le rapatriement des réserves d'or de la Banque d'Espagne à Madrid et des toiles du musée du Prado que la République espagnole avait transférées à l'abri en France⁹. L'Espagne redevient alors un enjeu important pour la France dans les relations internationales. La crainte de la France est en effet d'être prise en tenaille par trois ennemis à l'est et au sud: l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. S'assurer de la neutralité espagnole est donc capital.

Il en va de même avec le Portugal de Salazar qui soutient les nationalistes espagnols et s'éloigne des positions franco-britanniques. Le Portugal réagit lui aussi en fonction de ses propres intérêts et joue la carte de la prudence, sans reconnaitre trop tôt le régime de Franco. Ce n'est qu'en mai 1938 seulement que Salazar noue des liens officiels avec le gouvernement franquiste. Lisbonne veille à la surveillance de sa frontière avec l'Espagne, tout en affichant une «amitié péninsulaire». Le gouvernement portugais ne veut pas non plus froisser les Britanniques et poursuit une politique de neutralité «active» et attentive sur le continent. En mars 1939, l'Espagne et le Portugal signent un pacte de non-agression. Lisbonne accueille avec soulagement la défaite du Front populaire espagnol à l'issue de la guerre civile, ainsi que l'abandon de l'idée d'une « Union ibérique » projetée un temps par Serrano Suñer, beau-frère de Franco et ministre espagnol des Affaires étrangères. Tous ces événements expliquent ainsi pourquoi les relations entre la France, l'Espagne et le Portugal deviennent complexes et ambigües au cours des années 1939-1940.

Des relations complexes et ambigües à partir de 1939

Т е 3 septembre 1939, la Seconde Guerre mondiale éclate. De septembre 1939 à mai 1940. c'est la « drôle de guerre ». La France et la Grande Bretagne ont obtenu ce qu'elles souhaitaient: l'Espagne et le Portugal se tiennent en dehors du conflit. Franco a signé un traité d'amitié avec l'Allemagne et adhéré au Pacte anti-Komintern. Mais, surpris par la signature du pacte germanosoviétique et conscient de la faiblesse matérielle et économique de son pays après quatre années de guerre civile, il proclame prudemment la neutralité de l'Espagne en septembre 1939 et va jusqu'à refuser aux sous-marins allemands de se ravitailler en territoire espagnol. De son côté, Salazar poursuit sa politique de «neutralité active», souhaitant d'ailleurs la neutralisation de l'ensemble de la péninsule. Le leader portugais a su attirer l'attention des Anglais sur le péril que constitue une Espagne alliée à l'Allemagne nazie et à l'Italie fasciste, et les Anglais craignent pour Gibraltar. La neutralité portugaise est favorable à la Grande Bretagne, mais elle ne doit pas aboutir, dans l'esprit de Salazar, à une vassalisation de son pays.

En mai 1940, les données changent avec la débâcle française et l'arrivée des troupes allemandes à la frontière des Pyrénées. Pour le gouvernement portugais, il ne faut pas pousser à bout le Führer par une anglophilie trop voyante. Salazar, à cette date, semble ne croire ni à une

^{8.} Consultables dans leur intégralité sur Internet : http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/cadcgp.php 9. Michel Catala, «L'ambassade espagnole de Pétain (mars 1939-mai 1940)», Vingtième Siècle. Revue d'histoire, vol. 55, nº 1, 1997, p. 29-42.

victoire allemande, ni à une victoire britannique; il reste partisan d'une paix compromis, convaincu qu'un «bloc latin et chrétien» formé par les régimes d'ordre du Portugal, de l'Espagne et de la France, pourrait être une composante essentielle du nouvel ordre mondial¹⁰.

Pour Franco, au contraire, il faut se faire une place dans la nouvelle Europe hitlérienne. L'Espagne passe de la « neutralité » à la « non-belligérance »¹¹. Le général Franco accepte d'entrer en guerre aux côtés de l'Axe, en échange de contreparties coloniales, militaires et économiques: souveraineté sur le Maroc et la région oranaise, annexion du Cameroun français et de la Guinée, aide aérienne et sous-marine pour conquérir Gibraltar et défendre les Canaries, livraisons de céréales et d'armements lourds et antiaériens. Mais ces demandes sont jugées démesurées par les dirigeants nazis. Malgré les entrevues de Franco avec Hitler à Hendaye (le 23 octobre 1940) et Mussolini à Bordighera (le 12 février 1941), l'Espagne se garde de tout engagement irréversible aux côté de l'Axe. Franco se contente d'adhérer au Pacte d'Acier et d'envoyer un corps de volontaires lutter contre le bolchevisme en 1941, la Division azul, composée de 18 000 volontaires. C'est la « drôle de neutralité de l'Espagne »12.

Dans ce contexte, les relations entre la France – entendons une France partagée entre régime de Vichy et France occupée – et les pays ibériques sont tendues et complexes. De forts points d'achoppements apparaissent, tout d'abord, entre la France et l'Espagne, ce qui fait dire à l'historien Michel Catala qu'entre les deux pays, le rapprochement est nécessaire mais la réconciliation impossible¹³. Outre la préférence nazie de Franco, le Caudillo revendique, comme on l'a dit, les colonies françaises du Maroc et du Cameroun.

S'ajoute à cela la présence de réfugiés espagnols sur le territoire français. L'armistice de juin 1940 a imposé à environ 18 000 Espagnols l'obligation de travailler pour le compte du régime nazi, tandis que 40 000 autres sont contraints de se regrouper dans des camps de réfugiés. De nombreux Espagnols seront envoyés dans les camps de concentration nazis, la plupart à Mauthausen, d'où seulement 3000 survivront. D'autres encore rejoignent les maquis de la résistance et les Forces françaises libres – notamment le 14e corps des Combattants, la 9e compagnie du régiment de marche du Tchad surnommée «la Nueve»14 et d'autres regroupements de combattants espagnols – et ont participé activement à la libération dans le Sud-Ouest et à Paris¹⁵.

Le régime de Vichy se montre prudent avec l'Espagne franquiste. L'ambassadeur de Vichy à Madrid, Georges Renom de La Baume, nommé en mai 1940 souligne l'ambiance anti-française qui règne dans la capitale espagnole. De son côté, si l'ambassadeur de Franco à Paris, José Felix de Leguerica, montre une certaine admiration pour le nouveau régime du maréchal Pétain ainsi que pour Pierre Laval, il préconise toutefois un rapprochement avec l'Allemagne nazie afin de renforcer l'Espagne et de la placer dans une position de «puissance d'équilibre » face à la France et la Grande-Bretagne. Le ministre des Affaires étrangères de Vichy, Paul Baudouin, exprime quant à lui son souhait d'aller vers « une solidarité latine et chrétienne avec les trois grandes nations méditerranéennes».

Ce qui, en réalité, va permettre un assouplissement dans les relations entre la France, l'Espagne et le Portugal, c'est le refus d'Hitler de céder aux exigences de Franco. Hitler veut ménager la France de Vichy dans un premier temps.

^{10.} Fernando Rosas, Portugal entre a Paz e a Guerra (1939-1945), Lisbonne, 1990; Jean-François Labourdette, Histoire du Portugal, Paris, Fayard, 2000, p. 582.

^{11.} Voir notamment Javier Tusell, Franco, España y la II guerra mundial, Madrid, Temas de Hoy, 1995.

^{12.} Michel Catala, «L'ambassade espagnole de Pétain (mars 1939-mai 1940)», op. cit., p. 38.

^{13.} Michel Catala, Les relations franco-espagnoles pendant la Deuxième Guerre mondiale, Paris, L'Harmattan, 1997.

^{14.} Evelyn Mesquida, La Nueve, 24 août 1944. Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris, Paris, éditions Le Cherchemidi, 2011.

^{15.} Mathilde Meyer-Pajou, « Espagne et Espagnols dans les archives photographiques du CHGM (1936-1945)», Revue historique des armées, nº 265, 2011, p. 69-74.

Après avoir rencontré Franco à Hendaye le 23 octobre 1940, il rencontre Pétain à Montoire-sur-le-Loir le lendemain et donne à ce dernier des assurances quant à la défense des territoires français en Afrique. Pour le Führer, la nouvelle Europe doit se construire avec la collaboration politique de la France et l'important est de contrôler la Méditerranée en privant l'Angleterre de ses positions méditerranéennes¹⁶.

Il est dès lors clairement apparu pour Franco que l'Allemagne nazie ne pourrait lui venir en aide pour résoudre ses problèmes et revendications coloniales. Le chef d'État espagnol va temporiser et chercher à gagner du temps tout au long des années 1940-1942. Sentant l'issue du conflit mondial changer de camp à partir de novembre 1942-début 1943, notamment à la suite du débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, le général Franco réaffirme la neutralité de son pays en octobre 1943 puis se rapproche

peu à peu des Alliés. Un accord secret avec les États-Unis et la Grande-Bretagne signé en mai 1944 permet aux Alliés d'utiliser les bases aériennes espagnoles et lève l'embargo sur les livraisons de pétrole à l'Espagne, en échange de la suspension par le gouvernement espagnol de ses ventes de minerais à l'Allemagne et de son retrait définitif du front russe.

Le régime franquiste suit la même logique diplomatique avec la France de Vichy avec laquelle les relations se détendent sensiblement à partir de 1941. Une rencontre a lieu entre Pétain et Franco à Montpellier le 13 février 1941, en compagnie de l'amiral Darlan et de Ramón Serrano Súñer, au lendemain de la rencontre entre Franco et Mussolini à Bordighera. Les images d'actualité montrent sur le bon accueil réservé au Caudillo par les autorités de Vichy et la bonne entente entre les deux chefs. Le commentaire insiste sur l'« atmosphère de chaude cordialité » de



LE HALF-TRACK GUADALAJARA DE «LA NUEVE»,

LE PREMIER VÉHICULE À ÊTRE ENTRÉ SUR LA PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE DE PARIS, LE 24 AOÛT 1944. (D. R.)

16. Marlis Steinert, Hitler, Paris, Fayard, p. 422-425.

la visite qui «apporte un élément nouveau à la construction de l'Europe future »¹⁷. En réalité, un jeu de dupes s'instaure entre la France de Vichy et l'Espagne dont les deux pays parviennent sinon à en tirer profit, du moins à s'en accommoder.

Du côté de la politique portugaise vis-à-vis des belligérants, on constate également la même prudence au début de la guerre et la même évolution que dans le cas espagnol, avec toutefois peut-être plus de subtilité et de finesse diplomatique¹⁸. La correspondance de l'ambassadeur portugais à Madrid, Pedro Teotónio Pereira, avec Salazar a confirmé que la Grande-Bretagne avait appuyé activement les efforts du Portugal pour convaincre Franco de ne pas intervenir dans le conflit. Une étroite coordination entre les diplomaties portugaise et britannique s'instaure pour rassurer Franco sur le plan politique comme sur celui de l'économie de guerre. Le Portugal suit une politique pro-britannique de neutralisation de la péninsule, illustrée notamment par le traité d'amitié et de non agression luso-espagnol du 17 mars 1939 et son protocole additionnel du 29 juillet 1940. Les conséquences en sont décisives pour la suite du conflit mondial. Le Portugal devient un port pacifique d'entrée et de sortie de l'Europe occupée et ses îles atlantiques acquièrent un positionnement stratégique; la neutralité portugaise confère au gouvernement de Lisbonne un poids international certain.

Après juin 1940, pris entre deux feux, les Portugais tentent de ménager à la fois la Grande-Bretagne et l'Allemagne nazie. Le blocus économique des puissances de l'Axe instauré par Londres en juillet 1940 complique les rapports luso-britanniques. Une forte contrebande s'organise vers l'Allemagne. Les Nazis mettent au point l'opération Félix: l'Espagne leur aurait laissé le libre passage sur son territoire, Gibraltar

aurait été occupé, le détroit fermé à la *Royal Navy*; il était prévu d'occuper toute la côte et les archipels portugais de l'Atlantique afin de s'opposer à tout débarquement anglais. Dans l'éventualité de la réalisation de cette opération, Salazar avait entamé des négociations avec la Grande-Bretagne pour réclamer la protection de sa flotte et avait prévu une évacuation vers les Açores, voire l'Afrique. Finalement les années 1942-1943 entraînent un virage dans la politique de neutralité portugaise et un rapprochement définitif vers les alliés anglo-américains, comme dans le cas espagnol. L'essentiel pour Salazar comme pour Franco est d'assurer la pérennité de leur régime pendant et après la guerre 19.

INSI, bien qu'il ait collaboré économique-A ment avec les puissances de l'Axe et malgré ses affinités idéologiques avec ces pays, le Portugal de Salazar s'est bien gardé d'entrer en guerre contre la Grande-Bretagne, une alliée traditionnelle et stratégique. De même, l'Espagne de Franco a collaboré militairement avec l'Allemagne nazie mais, malgré la proximité idéologique entre le nazisme et le franquisme, Madrid a fini par rester en dehors du conflit mondial. Par ailleurs, les frontières entre l'Espagne et la France, l'Espagne et le Portugal ont été poreuses ; des zones de passages et de contrebande se sont organisées. Dans ces conditions, les relations entre les trois pays - France, Espagne, Portugal ont revêtu un caractère complexe en dépit des apparences, et ce flou, cette ambigüité diplomatique, ont pu servir de cadre à l'action d'Aristides de Sousa Mendes qui a sans aucun doute pu en tirer parti dans son action consulaire pour délivrer des visas aux Juifs persécutés à Bordeaux.

^{17.} Archives de l'INA, Les Actualité mondiales, «Entrevue entre Pétain et Franco», 14 mars 1941, consultable sur : http://www.ina.fr/video/AFE85000390

^{18.} Jean-François Labourdette, op. cit., p. 581-585.

^{19.} António José Telo, Portugal na Segunda Guerra mundial (1941-1945), Lisbonne, 1991, 2 vol.

Eduardo Propper de Callejón: l'œuvre humanitaire d'un Juste dans la France occupée

Introduction

En 2006 la Fondation Raoul Wallenberg et l'institut Cervantes de New York ont rendu hommage à l'œuvre humanitaire accomplie par le diplomate Eduardo Propper de Callejón à Bordeaux, pendant les premiers jours de l'occupation de la France. Lors de son discours de remerciement, Felipe Propper, fils du diplomate, qui comptait 10 ans en 1940 et témoin des évènements ayant eu lieu à Bordeaux, évoqua ainsi la mémoire et l'action de son père:



* Professeur d'histoire géographie

« Les manches retroussées, sous la chaleur accablante de l'été, il commença a concéder d'innombrables laissez-passer classés "spéciaux" aux pauvres gens qui, en désespoir de cause, essayaient de fuir l'hécatombe nazie ».

« En mangas de camisa y con un calor agobiante de verano, empezó a conceder un sinnúmero de visados clasificados como "especiales" a la pobre gente que desesperadamente intentaba huir de la hecatombe nazi».

En effet, entre le 18 et le 22 juin 1940, et après avoir obtenu le feu vert de José Félix de Lequerica, ambassadeur d'Espagne en France, Eduardo Propper délivre dans cette ville de Bordeaux (siège éphémère d'un gouvernement qui négociait les conditions de sa défaite) des milliers de «laissez-passer» aux personnes de toutes les nationalités qui arrivaient en masse au consulat d'Espagne. Au milieu d'une France effondrée, en état de choc et dans une ville complètement débordée par l'arrivée massive des réfugiés (Bordeaux multiplie sa population par trois en 72 heures), le diplomate doit agir très vite pour sauver de l'hécatombe nazie, des milliers des personnes désespérées.

Biographie de Propper et affaire de fortune

Qui est Eduardo Propper de Callejón et quelles expériences vitales ou personnelles se cachent derrière l'accomplissement des actions humanitaires qui mettait en péril sa carrière diplomatique?



Eduardo Propper de Callejón. (Cl. source Yad Vashem, D.R.).

Défini par l'historien américain James Mac Auley comme «conservateur, royaliste et partisan enthousiaste du régime du général Franco», Eduardo Propper de Callejón naît à Madrid en 1895. Sa mère, Juana de Callejón, était issue d'une famille de diplomates et de politiciens espagnols. Pendant l'un des voyages de son père, elle fit la connaissance de Max Propper, un Juif tchèque qu'elle épousera. Leurs fils, Eduardo Propper, a grandi à Madrid, sa ville de naissance, il a été éduqué dans la foi catholique de sa mère et il a été élevé par son grand-père maternel, ancien consul d'Espagne à la Nouvelle Orléans. Après son passage par l'école de Droit de l'université centrale de Madrid, il accède à la carrière diplomatique en 1918. Lors de la proclamation de la seconde République, en 1931, il quittera volontairement ses fonctions et se retirera dans le château de sa famille politique, le palais abbatial de Royaumont, à Asnières, près de Paris. Dans la capitale française il organisera, lors de l'éclatement de la guerre civile espagnole, une ambassade officieuse, fidèle au gouvernement rebelle de Franco. Suite à la victoire des troupes franquistes en avril 1939, il se fait nommer premier secrétaire de l'ambassade d'Espagne à Paris, la ville où il vivait depuis 1931 avec son épouse Hélène Fould-Singer.

E DUARDO Propper et Hélène Fould-Singer se sont connus à Vienne dans les années 20. Elle appartenait à une riche famille juive d'origine franco-autrichienne. Le père d'Hélène, le baron Eugène Fould faisait partie d'une dynastie de banquiers et politiciens français. Sa mère, Mitzi Von Singer, avait grandi dans la cour de l'empereur François-Joseph Ier d'Autriche. Peu après sa nomination à Paris, concrètement en janvier 1940, Propper met sous la protection diplomatique espagnole le château de sa bellemère, Royaumont. Par le biais d'un télégramme envoyé au Quai d'Orsay le 14 janvier, l'ambassade espagnole communiquait aux autorités françaises que la demeure de la belle-mère du diplomate était la «résidence officielle» de Propper. À peine un mois auparavant, le haut-

commissaire du patrimoine d'Autriche et la Gestapo avaient réquisitionné une villa de la baronne à Vienne. Elle était devenue une école pour les officiers de la SS. 32 des 54 tableaux de la résidence, parmi eux un Saint Jean du peintre Van Dyck intègrent le patrimoine de l'état autrichien. Avec la mise sous protection diplomatique de Royaumont, le patrimoine de la famille de Propper échappait à d'éventuelles expropriations en cas d'occupation de la France par les Allemands. Sous l'initiative de Propper, des dizaines de familles juives de Paris vont transporter leur argent, leurs tableaux et autres biens à Royaumont, entre janvier et mai 1940, pour les mettre sous la protection diplomatique de l'état espagnol. En même temps, et en collaboration avec Bernardo Rolland de Miota, consul général à Paris (lequel va sauver la vie de dizaines de Juifs français en leur facilitant des visas pour le Maroc espagnol), ils vont cacher au siège de l'ambassade d'Espagne d'innombrables autres biens de familles juives parisiennes. Le document que je vous montre provient des archives du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne. Je l'ai trouvé cet été grâce à la collaboration d'une amie et collègue, professeur-chercheur à Berlin. Le dossier se compose d'une trentaine de télégrammes envoyés entre 1940 et 1944 par l'ambassade d'Allemagne à Paris au ministère des Affaires étrangères à Berlin. Sur la première de couverture de cet ensemble de documents, nous pouvons lire: «Propper de Callejón / Fould-Singer, Affaire de fortune».

Le premier des télégrammes, daté du 31 août 1940, fait savoir au ministère du Reich que «le secrétaire de l'ambassade espagnole de Paris, Juif baptisé, a mis sous protection de l'ambassade espagnole les biens de la juive baronne Fould-Singer [...] étant donné que les Juifs Fould-Singer sont ses beaux-parents » et il fait une «demande d'instructions pour savoir ce qu'il faut entendre contre une mise sous protection injustifiée pour prendre possession d'innombrables objets d'art et de valeur juifs ». Le ministère des Affaires étrangères déconseille, à ce moment, la poursuite d'actions contre

cette décision de l'ambassade espagnole «au regard des relations politiques avec l'Espagne».

Mai-juin 1940

A NUIT du 9 mai 1940, une voiture de l'ambassade espagnole transfère la famille politique de Propper dans une ferme du village de Charras, au nord d'Angoulême, laissant derrière eux Royaumont, qui sous le drapeau de l'Espagne abrite encore le patrimoine de plusieurs familles juives.

La ferme où les Propper habitent est propriété du docteur Albert Metzl, directeur d'une des usines de la famille Fould-Singer. Avec l'épouse de Propper et leurs enfants, Felipe et Elena, de 10 et 5 ans, voyagent sa belle mère, la baronne Mitzi Von Singer, le second époux de celle-ci, l'anglais Frank Wooster et le neveu de Propper, le petit David Pryce-Jones, quatre ans.

Le 10 juin, Paul Reynaud, Premier ministre français, décide de transférer le siège du Gouvernement à Bordeaux suite à l'entrée des troupes nazies dans Paris. Les représentants diplomatiques en France s'installent également à Bordeaux. Propper de Callejón et sa famille, quittent Charras pour s'installer au consulat d'Espagne de la capitale girondine. Au milieu de la confusion qui régnait dans la ville, le consul espagnol en poste avait disparu. Propper de Callejón devient, dans l'absence de l'ambassadeur espagnol José Félix de Lequerica, le plus haut représentant diplomatique de l'Espagne à Bordeaux.

Le Mème 10 juin, Reynaud avait formellement demandé à l'ambassadeur d'Espagne, José Félix de Lequerica, de négocier avec les Allemands, au nom de la France, les conditions de l'armistice. Il ne faut pas oublier qu'en 1940 l'ambassadeur Lequerica représentait une nation, l'Espagne, qui se déclarait ouvertement amie et alliée de la puissance qui était en train d'occuper le territoire français.

Ainsi, lorsque Propper arrive seul à Bordeaux et occupe le consulat, son ambassadeur est en train de négocier avec ses alliés allemands, au nom de la France et à la demande de son Premier ministre, la capitulation du pays.

Dans ces circonstances, avec des milliers de réfugiés aux portes du consulat qui demandent des visas pour pouvoir fuir la barbarie nazie qui approche, Propper écrit à l'ambassadeur pour lui demander des instructions.

C'est ainsi que le diplomate remémorait les événements dans son journal intime :

«Il est bien connu que ce ne sont pas les ambassades qui sont chargées de délivrer de passeports [...] mais il était urgent de résoudre le problème. Lequerica était uniquement intéressé par la question politique et, en bon politicien qu'il était son attention et ses actions étaient tournées vers sa relation avec le Gouvernement faisant pression pour que Paul Reynaud démissionne et le maréchal Pétain prenne le pouvoir, mettre fin aux divergences et que l'armistice soit conclu.»

Il ajoutait: «La politique de délivrance des visas était totalement inapplicable dans ces circonstances » à cause de la lourdeur des démarches bureaucratiques que cela entraînait.

« Dans cette optique, je me suis souvenu que en certaines occasions, les ambassades s'étaient servi du "laissez-passer spécial" (visados especiales). Je l'ai ainsi communiqué à l'ambassadeur en soulignant que le visa s'accorderait toujours en quatre jours. L'initiative fut approuvée et nous commençâmes à agir immédiatement. »

En réalité, le télégramme de l'ambassadeur Lequerica fut bref et expéditif:

«Eduardo, faites ce qu'il vous semble convenable, pensez-y et dites-le moi avant de commencer».

Dans son journal, Propper affirme qu'il assigna un numéro à chaque «laissez-passer » et créa

un registre. Après son établissement à Vichy il demanda à un secrétaire de l'ambassade de le récupérer. Le registre avait disparu. Il se demande:

« Qui s'est approprié le fameux registre ? Pourquoi ? Je ne l'ai jamais su. »

Le 25 juin 1940, avec les troupes allemandes aux portes de Bordeaux il délivre les deux derniers «laissez-passer» en faveur de ses beauxparents qui traversent la frontière espagnole cette même nuit. Après un mois à Madrid, ils vont quitter l'Espagne pour le Portugal, où ils vont se réfugier jusqu'à la fin de la guerre. Selon David Pryce-Jones, neveu de Propper âgé de quatre ans à l'époque, le diplomate va signer des faux papiers en sa faveur en le faisant passer pour son fils afin qu'il puisse se réfugier en Espagne. Le petit restera à Zarauz, près de Saint-Sébastien, jusqu'en 1942.

Six mois après cette honorable action humanitaire à Bordeaux, un télégramme dramatique arrive au bureau de l'ambassadeur Lequerica à Vichy. Il est signé par le ministre espagnol des Affaires étrangères, Ramón Serrano Suñer, beaufrère de Franco et dont les affinités pro-nazies étaient connus de tous. Dans son télégramme il écartait Propper de l'ambassade espagnole à Vichy et l'envoyait comme consul à Larache, une caserne de la Légion au Maroc espagnol.

Après avoir reçu ce télégramme, Lequerica, intercède en faveur de Propper face à Pétain. Ce dernier va octroyer à Propper la Croix de la Légion d'honneur quelques jours après sa destitution par le ministre espagnol des affaires étrangères. Dans une lettre du 26 février 1941 adressée au ministre, Lequerica attribue cette concession «à la grande estime que le chef de l'État français porte à l'intéressé et aux services rendus par Propper en faveur des relations hispano-françaises».

Mais la réponse de Serrano Suñer est accablante : la nouvelle «manque d'intérêt» et il se montre étonné des raisons que le gouvernement français a pu avoir pour octroyer la Légion d'honneur à un fonctionnaire espagnol qui a servi « les intérêts des Juifs de la France ».

En mars 1942, Propper de Callejón loue la Villa «Ritchie» à Tanger où il va s'établir avec sa femme, ses enfants et son petit neveu David, qu'il récupère à Zarauz.

Dans le dossier allemand sur «l'affaire de fortune» évoqué auparavant, nous retrouvons un télégramme signé par Otto Abetz, ambassadeur de l'Allemagne nazie dans la France occupée, adressé au ministère allemand des Affaires étrangères. Après le départ de Propper il abrite l'espoir que les autorités espagnoles n'opposent pas de résistance cette fois-ci, à l'enlèvement de la protection diplomatique du château de Royaumont.

«Étant donné que Propper n'est plus en service comme diplomate en France et qu'il n'aurait jamais à revendiquer auprès de l'Allemagne de prérogatives diplomatiques, je demande des instructions les plus rapides possibles: 1º Pour savoir si le château de l'épouse juive de Propper et 2º La «société Fould-Singer» doivent rester plus longtemps soustraits à la saisie [...] du commandant militaire».

L'ambassadeur allemand Abetz termine son télégramme en s'en remettant à l'autorité pour «faire savoir sans équivoque à l'ambassade espagnole de Berlin que le comportement de Propper, qui se présente comme le représentant d'un pays ami de l'Allemagne, déconcerte énormément, et nous ne sommes plus du tout enclins à tolérer davantage de telles combines juives dans la zone d'occupation ».

Une fois de plus, le ministre allemand des Affaires étrangères déconseille de prendre des mesures contre une résidence soumise à la protection diplomatique de l'Espagne.

Conclusion

E du Maroc espagnol. Il réussira à aider ses beaux-frères Max et Liliane à s'enfuir de Cannes après l'occupation de la zone sud en 1942, ainsi qu'à envoyer finalement à Londres, auprès de ses parents, son petit neveu David.

Il prendra sa retraite comme diplomate à Oslo en 1965 et décèdera à Londres en 1977 sans avoir jamais acquis la dignité d'ambassadeur d'Espagne, à cause de ce télégramme antisémite de 1941 qui le rétrograda par ordre directe du ministre des Affaires étrangères.

Ni ses efforts aux États Unis en 1952 pour obtenir la reconnaissance diplomatique du régime de Franco par les États Unis, ni ses efforts en tant que diplomate pour que l'Espagne intègre l'Onu en 1955, furent suffisantes pour obtenir une reconnaissance officielle de son œuvre humanitaire à Bordeaux en juin 1940.

En revanche, Eduardo Propper a laissé, de son vivant, de nombreux témoignages de sa satisfaction personnelle. La satisfaction personnelle qu'apporte le devoir accompli, une conduite droite et une conscience tranquille.

Son fils rappelait que durant son séjour aux États Unis «il avait rencontré des personnes auxquelles il avait accordé des visas pendant ces jours terribles». Rencontres, il ajoutait «qui lui donnèrent la grande satisfaction de voir que son activité à Bordeaux avait démontré ses profonds sentiments envers l'Humanité».

Sans aucun doute son œuvre toute entière, durant ces années-là, est celle d'un homme juste, qui dans une Europe déchirée par la mort, la destruction, les tyrannies et la peur, a opté à mettre les moyens dont il disposait au service de l'espoir, la vie et la liberté, honorant ainsi sa profession et la tradition humanitaire de son pays.



LE CONSULAT D'ESPAGNE À BORDEAUX EN 1940, 1 RUE MANDRON. (CL. B. LHOUMEAU).

Les tragédies de 1939 et 1940, les Espagnols sauvés par Aristides de Sousa Mendes et Émile Guissou à Bordeaux, Bayonne et Toulouse.

Mesdames et Messieurs

1939 et 1940 ont été des années noires et dramatiques pour l'Europe et ses habitants, avec les conséquences tragiques que nous connaissons.

Début 1939, la fin de la guerre d'Espagne, qui a été au premier rang de la Seconde Guerre mondiale avec son lot de réfugiés en détresse, la douloureuse « Retirada » et ses 500 mille réfugiés parqués dans des conditions indignes dans les camps du sud de la France.

L'occupation, l'invasion des pays de l'est et du nord de l'Europe par les troupes allemandes du III^e Reich:

- la Tchécoslovaquie en mars 1939,
- la Pologne en septembre 1939, avec pour conséquence, plus de 110 mille réfugiés,
- la Finlande en novembre 1939,
- le Danemark et la Norvège, le 9 avril 1940,
- le Luxembourg et la Hollande, le 10 mai 1940,
- la Belgique, le 17 mai 1940,
- mai et juin 1940, la grande offensive allemande sur l'est et le nord de la France,
- le 9 juin, les troupes allemandes entrent dans la ville de Rouen et la Normandie,
- le 14 juin, la capitale de la France, Paris, est occupée par les nazis.

Du Fait de la défaite, de la débâcle militaire des armées françaises, de la capitulation de la Belgique, de la Hollande et de la France du maréchal Pétain – le 17 juin 1940 à Bordeaux – plus de dix millions d'Européens, civils et militaires en provenance de Pologne, d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, de Hollande, du Luxembourg,

du nord et de l'est de la France, des régions parisienne et du Centre, prennent le chemin de l'exode afin de fuir l'avancée des troupes nazies et l'occupation allemande.

Bordeaux, la Gironde et le Sud-Ouest deviennent le cul de sac d'une Europe, à feu et à sang, terrorisée par les bombardements de l'aviation du III° Reich.

En Juin 1940, Bordeaux devient – pour la troisième fois de l'histoire – la capitale de la France, d'un pays en déroute confronté à ses divisions, ses complots et ses trahisons.

Bordeaux et la Gironde vont accueillir pour quelques semaines des membres des gouvernements polonais, belges et luxembourgeois en exil.

Les ambassades des principaux pays seront installées dans 73 châteaux du vignoble bordelais réquisitionnés à cet effet.

Le 17 juin 1940, Paul Reynaud, président du Conseil est poussé à la démission, immédiatement remplacé par le maréchal Pétain, qui, le jour-même, va demander aux Français et aux armées de cesser le combat, de déposer les armes et va proposer l'armistice aux occupants allemands.

C'est le début de la collaboration et la naissance de la France de Vichy.

E N 2015, nous commémorons le 75° anniversaire de la tragédie de juin 1940 et ses conséquences.

Ces événements ont eu comme toile de fond, Bordeaux et la Gironde. Mais en 2015, nous commémorons également l'Appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle, de Londres, invitant les Français à la résistance, à poursuivre la lutte contre l'occupant et à maintenir allumée la flamme de la liberté avec le soutien de nos amis anglais, nos alliés.

L'année 2015 est aussi le 75° anniversaire de l'action héroïque et exemplaire du consul général du Portugal à Bordeaux, Aristides de Sousa Mendes qui, en désobéissant aux ordres du dictateur portugais Antonio Salazar et à sa circulaire raciste du 11 novembre 1939*, va sauver à Bordeaux, Bayonne, Hendaye et Toulouse plus de 30 000 personnes menacées par les troupes du III° Reich.

En mai et juin 1940, Bordeaux, la Gironde, l'Aquitaine et le Sud-Ouest sont confrontés à un exode massif sans précédent, des millions de réfugiés, de déplacés français et étrangers en provenance de toute l'Europe.

À ces millions de personnes il faut ajouter les milliers de Républicains espagnols réfugiés, qui, en 1939, ont fuit l'Espagne franquiste phalangiste.

En QUELQUES semaines, fin mai et juin 1940, la population de Bordeaux a été multipliée par trois, passant de 240 000 personnes à près de 900 000.

Durant la même période, le département de la Gironde a vu sa population multipliée par deux.



Aristides de Sousa Mendes. (Cl. famille Sousa Mendes).

^{*} Voir annexes.

À Bordeaux, la grande esplanade des Quinconces et ses 126 000 mètres carrés, les allées de Tourny et le jardin public, à proximité, ont abrité des milliers de réfugiés en détresse, accablés par la peur, la souffrance, le rationnement, la tourmente, en plein chaos.

Le député, résistant communiste, Charles Tillon est l'auteur du premier appel à la résistance, rédigé à Gradignan le 17 juin et diffusé sur l'agglomération bordelaise.

Il a écrit dans ses mémoires:

« Bordeaux était un gigantesque entassement humain, de centaines de milliers de migrants et de réfugiés déboussolés, à la recherche d'un boulanger, d'un toit, et surtout, d'un visa pour fuir la tourmente. »

C'est dans un tel contexte tragique, qu'une foule immense de réfugiés, cherche par tous les moyens, à obtenir des visas lui permettant de fuir la guerre et d'échapper aux camps d'internement et à la déportation nazis.

Ils cherchent à rejoindre le Portugal en transitant par l'Espagne car, à cette époque, le Portugal, pays neutre, était une des rares portes ouvertes du continent européen confronté à la tragédie de la Seconde Guerre mondiale.

Face à cette situation et au danger qui pesaient sur ces réfugiés, le consul Aristides de Sousa Mendes va prendre à Bordeaux, en juin 1940, une décision historique qui permit de sauver plus de 30 000 personnes, dont:

- dix mille Juifs,
- des milliers de Chrétiens opposés à Hitler,
- plus de 700 Républicains espagnols,
- des membres des gouvernements belge, polonais et luxembourgeois en exil,
- les familles royales d'Autriche et du Luxembourg,
- les trois frères Rothschild,
- des artistes de renom international,
- des hauts fonctionnaires,

- des officiers supérieurs des armées des pays occupés... Dont le général Philippe Leclerc, qui a reçu, le 23 juin 1940, à Bayonne, un visa du consul Aristides de Sousa Mendes, ce qui lui a permis, en transitant par Lisbonne, de rejoindre, à Londres, le général de Gaulle et, par la suite, les armées de la France libre, en Afrique du Nord.

Des visas pour des Espagnols:

- les réfugiés espagnols qui ont obtenu des visas du consul Aristides de Sousa Mendes ou du consul honoraire du Portugal à Toulouse, Émile Guissou.
- selon les noms du registre de visas de Bordeaux et des éléments d'archives du Ministère au Portugal, environ 700 personnes d'origine espagnole, auraient bénéficié de visas d'Aristides de Sousa Mendes ou du consul honoraire Émile Guissou.

En MAI et juin 1940, Aristides de Sousa Mendes a autorisé le consul honoraire du Portugal à Toulouse, Émile Guissou, a délivrer des visas.

Émile Guissou était un diplomate de carrière à la retraite, un humaniste sensible au sort des réfugiés espagnols et portugais, victimes de la guerre d'Espagne et parqués dans des camps du sud de la France.

Émile Guissou, selon les archives, est intervenu à différentes reprises auprès des autorités françaises afin d'alerter sur les conditions indignes et inhumaines d'internement des réfugiés espagnols et portugais.

Il a délivré à Toulouse, sur les ordres d'Aristides de Sousa Mendes, plus de 450 visas à des réfugiés espagnols.

À Bordeaux et à Bayonne, le consul Aristides de Sousa Mendes aurait délivré près de 250 visas à des réfugiés républicains espagnols afin de leur permettre de rejoindre des pays d'Amérique latine par bateau, en partant des ports de La Rochelle, Bordeaux, Pauillac et Bayonne.

Citons quelques personnalités:

- le premier mars 1940, le consul Aristides de Sousa Mendes a délivré à Bordeaux un visa pour le professeur de médecine basque espagnol Eduardo Neira Laporte, officier dans l'armée républicaine espagnole, résidant, en qualité de réfugié, près de Dax dans le sud des Landes, dans le village de Rivière, où il était l'un des principaux représentants basques espagnoles réfugiés dans le Sud-Ouest. Le professeur Eduardo Neira Laporte, sa femme et ses trois enfant ont obtenu un visa qui leur a permis de partir du port de La Rochelle à destination de la Bolivie, en transitant par Lisbonne, fin mars 1940.
- Le 30 mai 1940, Aristides de Sousa Mendes a délivré un visa à l'officier républicain espagnol Miguel Onraita, à destination de l'Argentine au départ de Bordeaux, en transitant par Lisbonne.
- Le 12 juin 1940, Aristides de Sousa Mendes a délivré un visa à Eduardo Fernandez et son épouse à destination de l'Uruguay.
- Le 14 juin 1940, Aristides de Sousa Mendes a signé un visa à Jorges Popperone, sa femme et ses enfants, à destination de l'Uruguay.
- Le 14 juin, des visas ont été donnés, par le consul Aristides de Sousa Mendes à Bordeaux, à Don Carlos de Garcia et Dona Barbara de Garcia, à destination du Brésil, en transitant par Lisbonne.
- Le 20 juin 1940, Aristides de Sousa Mendes a signé des visas pour le peintre Salvador Dali et son épouse Gala – nommée Elene Ivanova, réfugiée russe – à destination des États Unis (New York), en transitant par Lisbonne.

Selon différentes sources (les notes du procès d'Aristides de Sousa Mendes, le livre des visas délivrés à Bordeaux, entre mars 1940 et le 19 juin 1940 et des éléments recueillis par le Sousa Mendes Foundation aux USA) Aristides de Sousa Mendes, à Bordeaux et à Bayonne, et Émile Guissou à Toulouse, auraient délivré près de 700 visas à des réfugiés espagnols dans le grand Sud-Ouest, qui leur auraient permis de quitter la France pour rejoindre des pays de l'Amérique latine, tels que la Bolivie, le Chili, l'Argentine, le Venezuela, le Brésil, l'Uruguay...

Durant la période de la guerre 1939-1945, le Portugal, pays neutre, a permis le transit et accueilli plus de deux millions de réfugiés, apatrides, déplacés, déserteurs, dont des milliers de Juifs.

Lisbonne a été, durant toute la période de la Seconde Guerre mondiale, une des portes de sortie de l'Europe, un des hauts lieux de transit pour tous ceux qui ont fuit les nazis, l'occupation allemande et qui se sont réfugiés aux États Unis, au Canada, dans les pays d'Amérique latine, l'Afrique du Nord, l'Angleterre, la Palestine...

Je suis aujourd'hui persuadé que le fait d'avoir délivré des visas aux réfugiés espagnols a été un facteur aggravant, pour Aristides de Sousa Mendes, qui a pesé dans sa condamnation* par le président Salazar.

Nous savons tous quel a été le soutien du Portugal de Salazar dans la guerre d'Espagne, et la complicité du président Salazar avec le général Franco.

Pour Salazar, le fait qu'un de ses diplomates désobéisse à Bordeaux, et par-dessus le marché, sauve des communistes, des Républicains espagnols, était considéré par le dictateur portugais, comme un crime de lèse majesté, une faute impardonnable.

Je vous remercie de votre attention.

^{*} Voir annexes

Hommage de la ville d'Hendaye à Aristides de Sousa Mendes

Parmi les personnalités présentes à nos côtés, je salue notamment:

Monsieur Manuel Dias Vaz, président du comité de soutien; les membres de la famille d'Aristides de Sousa Mendes; Madame Christelle Cazalis, adjointe à la culture de la ville d'Hendaye; Monsieur Jean Dias, délégué aux cérémonies de la ville d'Hendaye; Mesdames et Messieurs les élus; Messieurs les porte-drapeaux,

Nous voici rassemblés sur ce vieux pont international d'Hendaye pour commémorer la mémoire de M. Aristides de Sousa Mendes.

Au moment de dévoiler la plaque qui porte son nom, je tiens à rappeler avec une certaine émotion, l'action déterminante et courageuse qui fut celle menée par ce «consul général du Portugal rebelle», en faveur des milliers de personnes fuyant la barbarie nazie. En effet, désobéissant aux ordres donnés par le dictateur Salazar, ces personnes obtinrent grâce à lui, les visas leur permettant de rejoindre le Portugal.

Ce pont international où nous sommes aujourd'hui réunis, est un lieu emblématique de notre histoire, tant il connut le passage dans les deux sens au grès des conflits qui secouèrent l'Europe, de nombreux combattants et civils de toutes nationalités Juifs, Chrétiens, Républicains espagnols, brigades internationales, etc.

Ce pont international d'Hendaye fut à la fois le pont de la souffrance de celles et ceux que la guerre et la faim chassait de leurs pays, mais également le pont de l'espoir: espoir de liberté, espoir d'égalité, espoir de fraternité.

Kotte Ecenarro Maire d'Hendaye, Conseiller départemental



DE GAUCHE À DROITE : MANUEL DIAS VAZ, MARIE-ROSE FAURE SOUSA MENDES, GUY FAURE, GÉRALD MENDES, KOTTE ECENARRO ET JEAN DIAS. (D.R.).

Discours à l'occasion de l'inauguration de la pierre à la mémoire d'Aristides de Sousa Mendes

Monsieur Kotte Ecenarro, Maire d'Hendaye, Madame Christelle Cazalis, adjointe au Maire, déléguée à la Culture,

Monsieur Jean Dias, adjoint au Maire, délégué au Protocole et aux cérémonies,

Madame Maïka Haremboure, présidente du comité des jumelages,

Madame Marie-Rose Faure Sousa Mendes, présidente d'honneur du comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes, fille du consul Sousa Mendes,

Monsieur Gérald Mendes, petit-fils du consul, Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les présidents d'association,

Mesdames et Messieurs les porte-drapeaux, Mesdames et Messieurs les invités,

Monsieur le maire, l'inauguration de cette pierre en hommage à ce grand Juste parmi les Nations, Aristides de Sousa Mendes, ambassadeur de la paix, ici à la frontière francoespagnole où des milliers de réfugiés ont fui la tragédie de la Seconde Guerre mondiale est pour nous un acte important dans ce lieu symbolique.

La frontière d'Hendaye et le pont de la Bidassoa ont été, en 1940, la porte de la liberté, le chemin de l'espérance pour ces milliers de réfugiés sauvés par le consul portugais Sousa Mendes.

En mai 1992, à l'occasion du tournage du film *Le consul proscrit*, un réfugié juif américain,

Henri Zvi Deutsch, est venu témoigné de son histoire. Il m'a dit, ici même, avec émotion:

Ce pont, cette frontière, ont été pour moi en juin 1940 la porte de l'espérance, le pont du salut qui m'ont ouvert le chemin vers la liberté.

Mesdames et Messieurs, cette cérémonie s'inscrit dans le cadre des commémorations du 75° anniversaire de juin 1940, année noire et tragique de l'histoire de France et de l'Europe.

Dans la nuit noire de la barbarie nazie et de l'occupation de la France par les troupes allemandes du III^e Reich, des hommes et des femmes épris de liberté et d'humanisme se sont levés, se sont engagés, ont combattu pour défendre la vie, la liberté, l'honneur de la France et les valeurs suprême de l'humanité.

Mendes, ce Juste parmi les Nations, que nous honorons aujourd'hui ici, à Hendaye, fait partie de ces figures, qui en 1940 face à la tragédie ont fait briller la flamme de la liberté.

En rappelant leur mémoire, en rendant hommage à l'action de tous ces Justes et de tous ces Résistants, nous honorons les valeurs universelles qui font l'histoire de l'Europe et d'un peuple libre au service de la paix et de la liberté.

Inauguration de la pierre souvenir sur le pont Hendaye Irun

C'est ici même à Hendaye, sur ce pont, qu'il y a 75 ans, plusieurs milliers de personnes ont pu passer et fuir une mort certaine.

En ce 75° anniversaire de ces événements, c'est aussi l'occasion de se rappeler:

- sous le ciel d'Europe, assombri par le nazisme, des hommes des femmes et des enfants fuyaient la mort;
- plusieurs n'ont pas pu y échapper, parfois tués sur les routes de l'exil ou morts de fatigue de faim ou de maladie :
- les frontières leur étaient souvent fermées,
 ou bien on refusait d'accueillir ces migrants;



- mais des personnes, aussi, n'ont pas été indifférentes à leur misère et leur ont tendu la main, parfois au risque de leur propre vie ou en désobéissant aux ordres reçus;
- c'est aussi se souvenir que plusieurs milliers de personnes ont pu rejoindre le Portugal grâce à Aristides de Sousa Mendes alors qu'il accorda des visas à des centaines, voire des milliers de femmes, d'hommes et enfants, leur permettant de transiter ici même par ce pont d'Hendaye, devenue frontière de liberté;
- et une fois arrivées au Portugal, le peuple portugais les ont bien accueillies, leur apportant même la soupe à bord des trains qui venaient à peine d'arriver à Vilar Formoso;
- enfin, c'est aussi se rappeler que ces gens sauvés ont pu contribuer à construire la société d'aujourd'hui, parfois de façon remarquable.

Aujourd'hui, 75 ans après, c'est aussi l'occasion de se rappeler qu'aujourd'hui-même, des gens fuient encore la misère et la mort qui les guette dans leur propre pays

- qu'ils sont des hommes, des femmes et des enfants qui meurent parfois par centaines sur les routes de l'exil ou dans leurs frêles embarcations;
- que les frontières leur sont souvent fermées dans une Europe confuse, et dans l'indifférence d'autres régions lointaines, qui s'en sentent justement bien éloignées;

^{*}Gérald Mendes, franco-québécois, petit-fils d'Angelina et Aristides de Sousa Mendes.

- qu'ils sont là, maintenant, par centaines de milliers coincés sur les routes de l'exil, subissant la faim, la fatigue et souvent aussi l'humiliation.

GÉRALD MENDES

75 ans après les événements, c'est aussi l'occasion d'espérer que des gens sont aussi là pour leur tendre la main, et que ces gens qui auront été sauvés contribueront à leur tour à construire la société de demain.

Et peut-être que dans 75 ans, on se souviendra de ces personnes qui leur tendent la main aujourd'hui.

Je remercie le Comité, organisateur, pour tout le travail effectué ces dernières années pour honorer la mémoire d'Aristides de Sousa Mendes et de tous ces gens qui ont pu être sauvés.

L'honneur retrouvé du consul Aristides de Sousa Mendes

La ville d'Hendaye et le Ceicle de recherches sur l'histoire d'Hendaye Oroitza unit rendu hommage au consul rebelle Aristides de Sousa Mendes à l'occasion du 75° anniversaire de son action humaniste. - A l'entrée du Pont de la Bidasoa une pierre a été apposée.

MARKEY MORE HIGHER

A TITLES OF STATE ALPHANA CHAINS OF STATE AND CHAINS OF STATE AND

sami a reprimit to constal the Partrigid à Boeleane qui demoit medistant a britheaux qui demoit medistant a britheaux a standare, du la resident discussion and demoit per la resident de la resident des estimats de la resident de la



La main d'Handaya, Kotta Camaria, et conquignés des documénts d'Actories de bassa Novés des de Rommage que la La distanción que basil a contra d'Association des documents de la contra de bassa Novés des de Rommage que la

Il occupato de tambento posses en tutt que cornel de l'or ugal a Zanziber su Bessi et una Flate Unia.

La prisé de cresciero

Loss préciste la sequede guerne misolitate, acustifica de routou si ge ans, il sur père de quaterne esfatto et dis la fin del amoir 1999, en poure à Bredeaux, di ribattus par 6 délines; des visus, fin mai 1990, des mellans de refregair se between the Review in Toront has fatter, all attended in the support in a provided in the support of the support in the suppor

million dy stee, partou our des partit bands de paper en le formulaire disent spuide. Soun Metales dispose var 2 Cammudian de sim pays qui est contre toute d'activimation mai i la banne s'inquitire et le appelle à faritus Autorities continue à desobetir le se jour maps. Due francaar appaise et il se rests que quiriques more aure estigate de Bomanta sono facilies de di Bomanta de facilitationales per

Pagnin need mennyén de Lisbourn à Hordeson, afin de comeser le consultwiselfe sees to capitale the Personal Ariettiles objectives mos sur le abesses du rerour, il s'arrelle su constitut à Baypoine et. controls & different des Visio. Militime excessarior are proster from this wa (Dilandere din il benominali des se Regits X you ill event deternt des vinas à Pendeaux et qui se secrouwept ploques, les frontières usunt set femiles. En octobre capo il emperiture Alvin and Tenerality stiller does to contrain the same a seaware was mile 9 to retitate forree Chile reposite Theor att housed to Rottaged devant his out socials equipment of devant his forces nellementales d'occupantes. foliosi senti estorchiji etiati de sicurer des gens dans les proffrance était Pulsargrithe or differed Asiatidan

Devillar de ses Sipaliana I virta paramentati et posarra en 1954, mais en autorid ever sa conselecció. Cent en ratio qu'il sera declari Eura parasi les nacionsi es allos entre parasi les nacionsi es allos entre parasi les paraments. Peru la maise d'impaliana, forte lesnacios, cetta alles rend francisco, naciona castra allos paraments en paramentation en chis le pages paramentation en chis le pages paramentation de de la paramentation de de la paramentation de de la paramentation de la paramentation paramentation and paramentation and paramentation and paramentation and paramentation and paramentation and paramentation paramentation and paramentation paramentation and paramentation and paramentation and paramen

Mediabask, 1^{er} octobre 2015.

Introduction à la conférence sur les frontières

Au nom de la municipalité, je suis très heureuse d'accueillir aujourd'hui la fille de Monsieur Sousa Mendes, Madame Marie-Rose Faure Sousa Mendes et le petit fils du consul, Monsieur Gérald Mendes. Nous vous remercions sincèrement d'avoir fait le déplacement.

Lorsque le comité français Sousa Mendes nous a contacté pour participer à la commémoration du 75° anniversaire (1940-2015), c'était une évidence. L'histoire qui est ici racontée fait partie intégrante de l'histoire hendayaise et le courage de cet homme reflète les valeurs que nous portons.

Aujourd'hui on se fait rattraper par une actualité qui nous rappelle à quel point l'histoire se répète, le contexte, les lieux géographiques changent, mais les réflexions à mener sont toujours les mêmes.

Monsieur Sousa Mendes a su se poser ces questions et confronter sa responsabilité de fonctionnaire à sa conscience d'être humain. Je cite:

«Je ne pouvais faire de distinction entre les nationalités, les races ou les religions étant donné que j'obéissais à des raisons d'humanité qui, elles, ne font pas de distinctions entre les nationalités, les races ou la religion».

Tout cela participe d'autant plus à l'importance de nous retrouver aujourd'hui et à la nécessité du devoir de mémoire. Comment construire un avenir si on oublie les leçons du passé.

Monsieur Dias aujourd'hui nous propose de réfléchir sur *Hendaye*, frontière de la liberté.

Au travers de l'histoire de ce remarquable consul, c'est une partie de l'histoire qui a construit la mémoire collective de chaque hendayaises et hendayais que nous sommes.

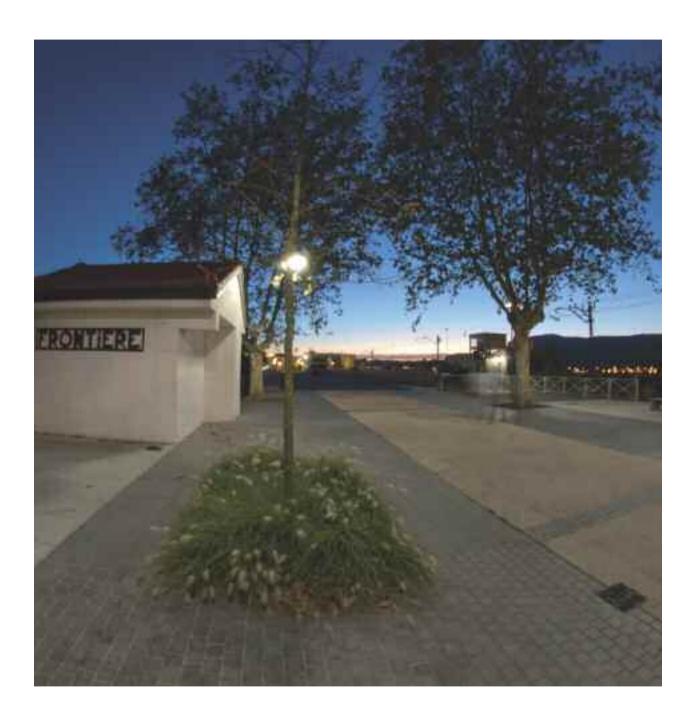
Hendaye, une ville frontalière, une ville de passage, de transit, de refuge et d'accueil.

Un territoire traversé durant les époques par la grande Histoire avec, à chaque fois, une symbolique de liberté forte.

Je vais laisser Monsieur Dias Vaz exposer en détail cette thématique.

La municipalité vous remercie également pour votre présence et votre investissement à défendre des valeurs qu'il ne faut jamais hésiter à rappeler.

^{*}Adjointe au maire d'Hendaye, chargée de la culture



Le poste frontière et le pont sur la Bidassoa, Hendaye. (Cl. B. Lhoumeau).

Conférence sur les frontières

Monsieur le Maire, en préparant cette conférence sur Hendaye et la frontière des Pyrénées, je me suis rendu compte à quel point la question de la frontière s'inscrit dans l'histoire de cette ville et de ce territoire depuis des siècles.

ENDAYE et les Pyrénées sont des lieux de transit et de passage pour des millions d'hommes et de femmes aussi bien dans le sens nord sud, Europe, France, Espagne, Portugal et pays d'Afrique, que dans le sens sud nord, Afrique, Portugal, Espagne, France, Europe.

Quelques périodes historiques au cours des derniers siècles pour illustration:

- l'arrivée en France des Juifs expulsés d'Espagne et du Portugal au xvie, xviie et xviiie siècles;
- 1803 à 1812, les invasions napoléoniennes de la péninsule ibérique, Espagne et Portugal;
- 1814 à 1830, le refuge en France d'une partie de l'aristocratie espagnole fidèle à Joseph Bonaparte, roi d'Espagne de 1803 à 1813;
- 1850 à 1868, les exilés espagnols, en France, des guerres carlistes en Espagne;
- 1926 à 1932, l'arrivée en France des Républicains portugais, victimes des coups d'état militaires de 1926 et de l'instauration de la dictature au Portugal, *O estado novo*, de Salazar:
- 1939, l'arrivée en France des Républicains espagnols, la *Retirada*, exode massif de près de 500 000 réfugiés victimes de la guerre d'Espagne (1936–1939);

- 1939-1944, l'exode massif de dix millions de réfugiés de toute l'Europe, qui fuient l'avance des troupes allemandes du III^e Reich et les camps de concentration, et de tous ceux qui avaient décidé de lutter contre l'occupation allemande;
- 1950-1980, les grandes vagues d'immigration ibérique, d'Espagnols et de Portugais vers la France et l'Europe.

ESDAMES et Messieurs, cette conférence sur les frontières, s'inscrit dans le cadre du 75^e anniversaire de trois moments importants du xx^e siècle:

- l'occupation de l'Europe et de la France par les troupes nazies et la Seconde Guerre mondiale;
- l'appel de Londres, le 18 juin 1940, du général de Gaulle à la Résistance contre les forces d'occupation;
- l'action héroïque, humaniste et courageuse du consul du Portugal à Bordeaux Aristides de Sousa Mendes qui a sauvé plus de 30 000 personnes en mai et juin 1940, à Bordeaux, Bayonne, Hendaye et Toulouse.

DEPUIS des temps immémoriaux, des hommes et des femmes ont tenté de franchir les frontières, soit pour fuir les guerres, la répression, la misère, les catastrophes naturelles ou climatiques, des épidémies...

Hendaye et les Pyrénées font partie de ces territoires marqués par une culture, une histoire frontalière.

La frontière naturelle entre la France et l'Espagne. Cette frontière est remise en question et contestée, dans la mesure ou elle tente de séparer le peuple basque, riche d'une très grande histoire et d'une très belle et ancienne langue et culture en Europe.

L'origine du mot frontière est ancienne. Il nous vient du mot militaire « front terme » qui désigne une zone de combat, d'affrontement entre armées ennemies et d'intérêts divergents.

À partir du xvI° siècle, la frontière devient progressivement une ligne de démarcation signalée par des bornes qui tentent de délimiter des états souverains, des royaumes.

À l'avènement de la Révolution française de 1789, naît et se développe en Europe, l'idée, le concept d'état nation avec des frontières extérieures ayant comme objectif d'abolir les privilèges des nobles, des villes, des provinces, des castes, des corporations et des ordres religieux.

C'est dans ce contexte révolutionnaire, de fortes tensions, qui naît et se développe le principe de frontières politiques, la notion de frontières extérieures, la citoyenneté, la nationalité élargie à l'échelle de nouveaux territoires, dits nationaux.

Depuis l'Antiquité, les puissants, les seigneurs, les nobles et les rois ont toujours cherché à défendre leurs territoires, leurs précarrés et leurs privilèges.

Pour cela, ils ont fait la guerre, construit, érigé des fortifications, des murailles, des frontières.

Quelques illustrations:

- la grande muraille de Chine,
- les châteaux forts,
- les remparts des villes, les citadelles,
- les murailles, les fortifications de Vauban,
- les bastides.



L'HISTORIQUE PONT FRONTIÈRE HENDAYE IRUN, SUR LA BIDASSOA. (CL. B. LHOUMEAU).

Tous ces vestiges témoignent encore aujourd'hui de cette histoire, et de cette volonté des puissants de se barricader, de se défendre et de se protéger des envahisseurs, de l'ennemi.

Cette tendance s'est poursuivie et développée tout au long du xx^e siècle avec la construction de la ligne Maginot de l'Est et du Nord.

La ligne bleu des Vosges, le mur de l'Atlantique, le mur de Berlin, le mur entre les États Unis et le Mexique, le mur entre les deux Corée, le mur entre Israël et la Palestine, les murs, les frontières de barbelés entre l'Europe et l'Afrique du Nord dans le cadre des accords de Schengen, a pour finalité de protéger l'Europe de l'immigration économique et des réfugiés politiques ou climatiques.

Les frontières, au cours des siècles, ont toujours évolué et bougé en fonction des guerres, des conflits et des traités internationaux.

Elles sont le résultat de compromis historiques issus des rapports de force, très souvent, contre ou au détriment des peuples et des populations qui en sont victimes, et, trop souvent, séparées par des arbitrages, des compromis politiques, des intérêts économiques, militaires et stratégiques.

La frontière d'Hendaye et des Pyrénées a été, au cours des trois derniers siècles, xvIII^e, xIX^e et xX^e, le théâtre d'exodes importants dans les deux directions, sud-nord et nord-sud.

Du nord vers le sud:

- les invasions napoléoniennes de la péninsule ibérique, 1803 à 1812;
- l'exode de millions de réfugiés de toute l'Europe, fuyant la guerre 1939-1945, l'occupation nazie et ses camps de concentration, en transitant par le Portugal, pour se réfugier aux États Unis, au Canada, en Amérique latine;

- entre 1939 et 1944, plus de dix millions d'Européens ont été victimes de déportation, d'exil ou de déplacement;
- en mai et juin 1940, l'Aquitaine, Bordeaux, Bayonne et Hendaye, sont devenus le cul de sac d'une Europe en guerre, en feu et à sang par la terreur des troupes du III° Reich.

Du sud vers le nord:

- l'exil en France des Juifs séfarades, expulsés par l'Inquisition d'Espagne et du Portugal, aux xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles;
- l'exil en France, entre 1816 et 1830 de l'aristocratie espagnole, les «francises» fidèles à Joseph Bonaparte, roi d'Espagne de 1803 à 1813;
- l'exil des réfugiés espagnols en France, suite aux guerres carlistes, 1850-1868;
- l'exil en France des Républicains portugais, victimes des coups d'état militaires de 1926 et de la dictature de Salazar de 1932 à 1974;
- la Retirada en 1939, exode massif de près de 500 000 Républicains espagnols et membres des brigades internationales engagés dans la guerre d'Espagne, de 1936-1939;
- entre le 28 janvier et le 13 février 1939 des milliers d'Espagnols se réfugient en France après la victoire des troupes de général Franco. Ils franchissent les Pyrénées et sont parqués dans les camps inhumains du sud de la France.
- Es trente glorieuses en France, les années de l'après guerre, 1950-1980 :
 - des milliers de réfugiés politiques victimes de la dictature de Franco et Salazar, vont venir s'exiler en France;

- durant cette même période, près de deux millions d'Espagnols et de Portugais, travailleurs immigrés et les membres de leurs familles, arrivent en France pour fuir la misère et la répression en Espagne et au Portugal; cette grande vague d'immigration ibérique, dont plus de 50 % sont des clandestins, va passer la frontière des Pyrénées à Hendaye;

- entre 1969 et 1973 sont entrés en France chaque jour 350 Portugais, soit 10500 par mois, 125000 par an;

- entre 1950 et 1975, la ville d'Hendaye et la frontière des Pyrénées ont été la porte de la liberté pour des millions d'Espagnols et de Portugais qui ont fuit les dictatures fascistes de Salazar au Portugal, de 1926 à 1974, et de Franco en Espagne, de 1939 à 1975.

Les montagnes des Pyrénées font partie de ces frontières, dites naturelles, constituées et formées par des éléments géographiques, tels que les océans, les déserts, les montagnes, les grands fleuves et les lacs.

Malgré cette réalité physique, les Pyrénées sont une frontière poreuse que les hommes ont toujours chercher à franchir et à passer, comme nous avons essayer de le démontrer.

Mais nous ne pouvons évoquer Hendaye et les Pyrénées sans rappeler l'historique chemin de Saint-Jacques de Compostelle, ce monument du patrimoine de l'humanité qui est fréquenté, depuis des siècles, par ces millions de pèlerins en marche vers Santiago de Compostelle, haut lieu de la foi chrétienne.

JE NE PEUX terminer cette intervention sans évoquer l'actualité. La situation tragique, aux frontières de l'Europe, de ces milliers de réfugiés, en majorité des Syriens, des Irakiens, des Érythréens, des Soudanais, des Libyens, qui frappent aux portes de l'Union Européenne, afin de fuir la guerre, la folie de *Daech* et des dictateurs barbares.

Nous assistons à certaines tentatives de fermeture des frontières, à la remise en cause des accords de Schengen de 1985 sur la libre circulation dans l'Union Européenne, la remise en question du droit d'asile, au rejet de ces réfugiés victimes de leurs gouvernements, de *Daech*, mais également des politiques militaires et économiques des grandes puissances – États Unis, Russie et Europe.

Je considère que c'est notre devoir d'accueillir dignement ces populations en danger qui n'ont que pour choix de fuir ou de mourir sous les balles des barbares et des dictateurs tyrans qui dominent ces pays, souvent avec le soutien de grandes puissances.

Recevoir et accueillir ces réfugiés, c'est appliquer le droit international, la convention de Genève de 1951 sur le droit d'asile et les droits des réfugiés, mais c'est aussi faire vivre les valeurs d'humanisme et des droits de l'homme qui constituent notre Europe et ses principes fondateurs.

Pour conclure, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs Chers amis

Je voudrais dire que pour moi la frontière d'Hendaye est:

un chemin vers la liberté,

un chemin vers l'exil,

un chemin vers la paix,

un chemin vers Saint-Jacques de Compostelle un chemin des hommes vers la rencontre, le dialogue des cultures et des peuples,

un chemin vers la fraternité.

Afin de partager et faire vivre les valeurs universelles de liberté, d'égalité et de solidarité au service de la démocratie.

Je vous remercie de votre attention.

Le Portugal de Salazar durant la Seconde Guerre mondiale, 1939-1945

Cette conférence, à Oloron Sainte-Marie, s'inscrit dans le cadre des manifestations en hommage à Aristides de Sousa Mendes, à l'occasion du 75° anniversaire de son action.

Malgré l'admiration et la fascination de Salazar pour le dictateur italien Benito Mussolini, sa proximité idéologique avec Adolphe Hitler et son régime nazi, et la présence d'un grand courant germanophile et fasciste auprès de Salazar, le gouvernement du Portugal va décider, le 2 septembre 1939, après la déclaration de la guerre, de rester un pays neutre.

Les séquelles de la Première Guerre mondiale, encore présentes dans les esprits, ont pesé sur cette décision de Salazar et de son régime.

Mais durant toute la guerre cette neutralité active va faire du Portugal une plaque tournante de tous les échanges, de tous les trafics, de toutes les manœuvres, de tous les marchandages... du marché noir.

Les historiens ont qualifié la neutralité portugaise comme une neutralité d'opportunisme et de circonstance à géométrie variable, la porte ouverte à tous les trafics.

Le contexte du Portugal en 1939-1940, le régime de Salazar est dans sa phase de durcissement, suite à la guerre d'Espagne.

Le Portugal a été, entre 1936 et 1939 un allié fidèle et un soutien sans faille à de Franco et ses milices phalangistes contre la République espagnole et ses valeurs.

Le Portugal de Salazar et l'Espagne de Franco ont développé une politique anti-communiste à l'encontre des organisations progressistes démocratiques et contre les libertés d'expression et d'opinion. En 1940, dans une Europe en guerre, à feu et à sang, Salazar et son régime organisent à Lisbonne la grande exposition internationale Le monde portugais, à la gloire de l'empire colonial, à l'occasion du double anniversaire des 800 ans de création du Portugal, indépendant en 1140, et les 300 ans de la restauration de l'indépendance du Portugal de 1640, après la libération de l'occupation par les rois espagnols de 1580 à 1640.

Cette exposition a été visitée par plus de trois millions de personnes, dont des milliers d'étrangers et de réfugiés. Elle a permis de relancer une politique du tourisme au Portugal avec la construction de dizaines d'hôtels à Lisbonne, dans sa région et dans les villes côtières, tels que Caldas da Rainha, Figueira da Foz, ou Porto.

En 1940 et1941, le danger de l'occupation de la péninsule ibérique, Espagne et Portugal, par les troupes allemandes du III^o Reich stationnées sur la frontière des Pyrénées et prêtes à intervenir, sur le pied de guerre, le doigt sur la gâchette.

Le 17 mars 1939 est signé à Lisbonne un accord d'amitié et de non agression entre l'Espagne et le Portugal à l'initiative de Salazar.

Entre 1940 et 1941, les Anglais ont tout mis en œuvre pour éviter et empêcher que l'Espagne et le Portugal n'entrent en guerre aux côtés des Allemands et des Italiens, afin de protéger la circulation maritime sur l'océan atlantique et surtout, contrôler le détroit de Gibraltar.

Les grandes figures de la diplomatie portugaise étaient influencées par l'Angleterre et ses politiques stratégique, militaire et économique.

Durant toute la guerre, le Portugal et notamment Lisbonne, Porto et Figueira da Foz ont été des hauts lieux de l'espionnage et des trafics en tout genre.

De 1939 à 1946 l'économie portugaise grâce au commerce de guerre et au marché noir a progressé chaque année de 3,8 %. Cela a permis la constitution de grandes fortunes et aussi à des familles puissantes de tirer bénéfice de la situation, tels que Ricardo Espirito Santo, un fidèle de Salazar.

Durant la guerre, des grandes compagnies publiques portugaises, telles que CUF, les usines d'armement et de munitions, les compagnies de transports, les mines de tungstène et de wolfram, des grandes entreprises privées et des grandes familles ont pratiqué, avec la complicité et le soutien du Gouvernement, une politique d'exportation massive de biens et de matériel de guerre vers l'Allemagne nazie, et cela, malgré les vives protestations des Anglais.

L'accueil et le transit des réfugiés et de certains évadés de France qui ont rejoint de Gaulle à Londres et les armées de la France libre en Afrique du Nord.

Entre 1938 et 1945 le Portugal est une des principales portes de sortie de l'Europe en guerre pour des milliers de réfugiés et personnes déplacées qui ont fuit l'avance des troupes allemandes, la barbarie nazie et les camps de la mort.

Des centaines d'évadés, de déserteurs français, ont également pris le chemin de l'exil pour résister et se battre contre l'occupant allemand.

Parmi ces réfugiés, il faut signaler les 30 000 personnes qui ont été sauvées par Aristides de Sousa Mendes, le consul général du Portugal à Bordeaux et dans le Sud-Ouest.

Parmi eux, il y avait 10 000 Juifs, des milliers de Chrétiens, des membres des gouvernements polonais, belge, luxembourgeois, les familles royales d'Autriche et du Luxembourg et des centaines de Républicains et exilés espagnols.

Le général Philippe Leclerc a reçu à Bayonne, le 23 juin 1940, un visa pour le Portugal signé par Sousa Mendes, cela lui a permis, en transitant par Lisbonne, d'aller rejoindre le général de Gaulle à Londres et, ensuite, les armées de la France libre et la résistance en Afrique du Nord.

Dès les années 1936, 37, 38 et 39 se sont installées au Portugal des organisations internationales d'accueil, d'aide et de soutien aux réfugiés, et notamment aux Juifs persécutés en Allemagne et en Autriche dès 1936, telles que :

- organisations américaines;
- organisations polonaises, belges et hollandaises;
- Croix rouge internationale;
- agence judaïque pour la Palestine;
- conseil mondial des Églises;
- comité national français pour la libération;
- organisation pour la jeunesse israélite;
- Joint, Hias, JCA.

Toutes ces organisations, et bien d'autres, se sont installées au Portugal avec l'accord des autorités portugaises.

Le soutien et l'entraide de la population portugaise va avoir un rôle très important dans l'accueil de ces milliers de réfugiés qui arrivent au Portugal chaque jour.

SELON les archives de la PIDE, police internationale de défense de l'État, sont entrés au Portugal, de manière légale, entre 1939 et 1944, 210 000 réfugiés, soit une moyenne de 35 000 personnes chaque année.

À ces données de réfugiés entrés légalement, il faut rajouter 15 à 20 000 entrés par an, clandestinement dans le pays, durant cette période de la guerre, soit 55 000 personnes chaque année, leurs nationalités: allemande, polonaise, autrichienne, hollandaise, belge, luxembourgeoise, française, arménienne...

En juin et juillet 1940, selon la presse de l'époque et les archives de la PIDE, un gigantesque exode de réfugiés est entré au Portugal par la frontière de Vilar Formoso, au centre du Portugal: plus de 20000 personnes entrées par le train Sud Express, des milliers de voitures et quelques autocars.

Les principaux postes frontières par lesquels sont entrés les réfugiés furent Vilar Formoso (région Centre), Valença do Minho (région Nord), Elvas (région Sud), Barca d'Alva (région Centre), les ports et aéroports de Lisbonne et Porto.

Les principales villes portugaises qui ont accueilli ces milliers de réfugiés furent Lisbonne, Porto, Coimbra, Figueira da Foz, Cascais, Sintra, Estoril, Caldas da Rainha, Ericeira, Foz do Arelho, Buçaco, Luso, Cúria, Peniche, Lousã de Cima.

92 % des réfugiés entrés au Portugal entre 1939 et 1945 n'ont fait que passer quelques semaines ou quelques mois dans le pays, le temps de trouver un bateau, un avion pour partir vers les États Unis, le Canada, le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, la Palestine, le Maroc, l'Angleterre...

8 % des réfugiés, soit près de 25 000 personnes, ont passé la plus grande partie de la pé-

riode de la guerre au Portugal, et certains se sont installés définitivement.

Les bateaux qui ont transporté les réfugiés vers les pays d'Amérique du Nord et d'Amérique Latine étaient le Serpa Pinto et le Nyassa.

Le nombre de réfugiés qui ont transité par le Portugal durant cette période de la guerre, 1939-1945, seraient d'environ 320000 personnes.

La grande majorité des réfugiés qui a transité ou vécu au Portugal durant la période de la Seconde Guerre mondiale, a gardé une belle image de ce pays accueillant et tolérant. Ils témoignent leur reconnaissance à Aristides de Sousa Mendes et au peuple portugais pour son hospitalité, son humanisme et son soutien.

La Grande historienne portugaise Irene Flunser Pimentel écrivait dans son livre *Salazar, Portugal et l'holocauste* que, au Portugal, durant la guerre:

« Il était mieux d'être réfugié juif que d'être réfugié politique »

Le premier février 1942 a été signé à Séville entre Franco et Salazar, le pacte ibérique, le traité d'amitié luso-espagnol.

En juin 1943, le gouvernement portugais, dirigé par Salazar, sous la pression des Anglais, a accepté d'autoriser les Anglais et les alliés a utiliser



Antonio Salazar, dans son bureau. (D.R.).

l'archipel des Açores, la base de Lages et les ports de Lisbonne et de Porto, afin de faciliter l'arrivée en Europe des troupes américaines et canadiennes, et, de ce fait, de participer aux préparatifs du débarquements de Provence et, surtout, du débarquement de Normandie, en juin 1944.

Après la défaite allemande en Russie, et la mise à l'écart de Mussolini en Italie, le gouvernement portugais prend ses distances avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste.

Le 21 avril 1945 à l'annonce du suicide du Führer, Salazar décrète un deuil national de trois jours et fait mettre les drapeaux en berne à la mémoire du tyran nazi.

En mai 1945, au moment de la victoire des alliés, ce même président du conseil, António Salazar a prononcé un vibrant discours devant l'assemblée nationale saluant la paix et la victoire des alliés.

« Nous bénissons la paix, nous bénissons la victoire des alliés, nous sommes heureux d'avoir accueilli tous ces réfugiés, nous regrettons de n'avoir pas pu en accueillir davantage, durant cette période terrible et difficile ».

Après la guerre, de 1945 à 1950, les autorités portugaises du régime de Salazar vont accepter d'accueillir au Portugal des milliers de nazis, des tortionnaires assassins, qui vont bénéficier de la protection du régime, certains de ces assassins vont incorporer la PIDE, d'autres vont s'exiler en Angola, au Mozambique, en Afrique du Sud ou encore dans les dictatures d'Amérique Latine, avec la bénédiction et le soutien de Salazar et de Franco.

Après tout cela, le Portugal devient membre fondateur des Nations Unies, il est membre à part entière de l'OTAN, et cela avec le soutien des Américains, des Anglais, des Français, en reconnaissance des services rendus.

La base militaire américaine aux Açores sera renforcée, consolidée par un contrat de concession aux États Unis d'Amérique.

Cette base américaine va jouer un rôle important dans la défense militaire et stratégique de l'Europe et affirme la présence militaire des Américains dans l'Atlantique et le continent européen.

Nous sommes en pleine période de la guerre froide.

C'est cela la *real* politique, les enjeux d'influence et les rapports de force.

Les démocraties occidentales ont décidé de soutenir les régimes fascistes en Espagne et au Portugal.

Œ

Associações

₩ 07 occobre 2016 ;

Dans le cadre de la Semaine Culturelle

Exposition sur Aristides de Sousa Mendes à Oloron

Come le mateu de la Sermaine Cultiratio trigente de l'Association Pranco-Portugal, les 2 accober e sui louis-Chongell, les 2 accober e sui louis-Chongell et l'Anne (Sel) le verieusge de l'Accober de Souse d'Aquitanes, main d'Appublique per le Comité l'Indepen Aveticle de Souse Gentell (Prançois Aveticle de Souse Gentell publiche des de la Direction de la Comai qui seure più de 10 re le justi et prins de 20 re le sième personne, cont dei Australium, des Assimiands, des Begans, des Luxers pologicite et des l'angules qui Prysient descrit les trius plus de l'accominant politique de l'accominant de paye.

Manual Dies Voll-Presdert du Corélie présente du poété, et une pesernation. Sont trans Localisation view arCoson, Barel Localisation de la sidem de la CEPO et David Coste Report délégale à la Culture, vive Langonnation. cultural insucereschies of securities on the featurests are frequenties to which the decount of foods of Chestian (2001) is of a Maille opinion for the figurest are frequently and the featurest for the featurest form up to in flewing from the culture portugates as plus head or securities portugates as plus head or securities opiniones as plus head or securities opiniones to the more featurest featurest

Neut passat ri di rigianat. Memori Dice e-commente de que NJ le pumbion da Profugal pendant la Querie de 39-40 et haci les dell'envents, qui projekta



-neutratité du l'amuge, orf perme les diberquisierts de Normande et de Province, gibre à la jointain des Apless, dont la tase fut mise à sic position des Americans.

United the direction of the protection and investation spoke than in politic, parnored off attacks, is find an owner des quantitions in treatment or all the challenrestroment applicable.

La semiamo y est practa leie asse la film (-Sesobari) in march 6 cobleto, an cinima Lucio, 6 Distori, ed l'esponitico netto visible jungi fili 10 octoher. 5 a Galeria Rivol, qui sel puivele au public de 15600 à 10600, avec antrés 15es.

La Sonna ne culturella la harrièrea a la nerveci (d) octobra que l'Assembléo giretrate de l'association, evez une selaration de Gétar Pinto.

Lusojornal, 7 octobre 2015.

DÉSOBÉIR FILM DE JOËL SANTONI

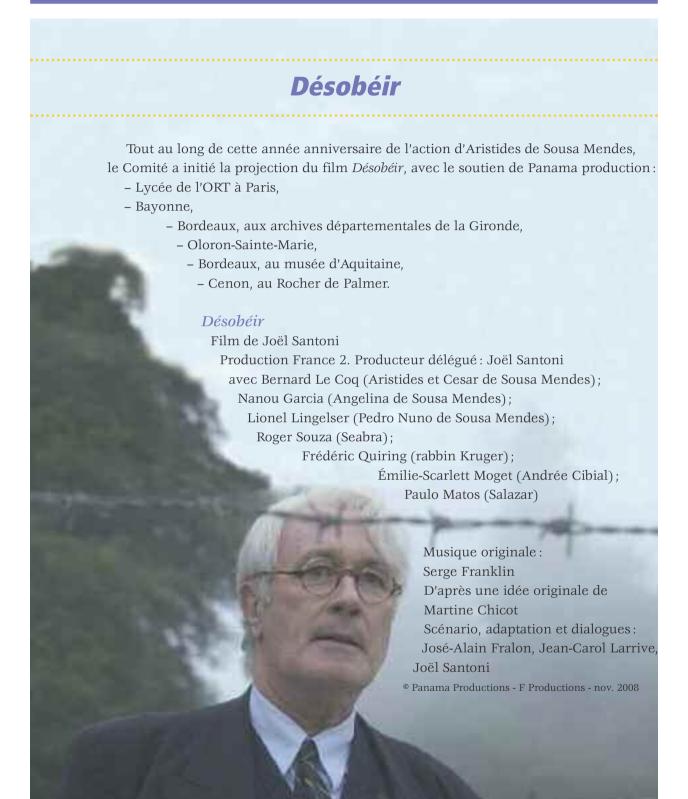


IMAGE EXTRAITE DU FILM DÉSOBÉIR. (CL. PANAMA PRODUCTIONS).

DÉSOBÉIR FILM DE JOËL SANTONI



Comunidade



visitou Chaves



intextériou la mazo, bodito os archesteam est ciónica no beo os elligificación of

inguia thiosomia spin the fax presminante, cores, ser partettés sufre béstaya

remarkin est todas as areas de ativdais. Apit a munifo de trabalho, fez-serumiustent um le portos à imprensa diversal estitades organism o efculture en de artiféet e considerte. perga Psythiki ata Pizachiro ringattar imperation to be built and the forest a Presidente da Circura, em simultiver, para fançor à identités de l'inne dos fiantes no antixebo ali assess. após um niesseu o pió na histado, a dislegação segulu para a compreso hoto-leiro do Porte de S. Francisco onde street remediate fourthwese areas ore president moveds on "constructor" He altiado procedes se o uma visite e Vidago-Coff is part altroposition Palace. once writes as commoves profession abbreio adderes pre toreo des ricas quartes regioners. He summar que esto evento come dia com a ferrosa Fern dos Santre e y vindir e Chaven ric Enriceisodor de India em Pratagol. Parables a line Leito que regnerdothe tors eate guito a forte que a viul Hence, fineste à Conscribete de lan ment righted 1 disorde-free ministration in t utdisdo respecto so "tempor" (et aclassifications forces.

gal



yww.ntp.de.topa Rode das Alrtugal, storcus de Poroma. Cartala

s. Convertison,

ere de fare.

Marjatus, Mirmonia, Printillo, Turbelho e francosso Sale 13 Nessures arratematicus que determinant de forma etigular a representables a resea portuanicario.

Dista distring resultance population de escritoria intrintes aet menero cabores topois priet a design introvés do crutivitado acresporte asion Há-ses Alvies Tremaços, inspatris na Alesa trastorica da Sortatisa com proshaples pie some firme ob problems. objetre de decreação e entres accesirico, His um Atalier Hissorian Chativas. Instatado na Aldera Hissorica de Cantata Noso, com a renivergão das futmachisticias das Aldebra HatSicol de Prytugal pelles changes, his em Atelier Tera Chryertor, Intobate sa Aldria Historica die Chelett Rixinan, com e protection de peças deconstruir e still-Linear was burns, E. this was Abobas West in a Hatting he Minds Holdman do Se-HIREL CONTURED SO SO OF UT OR CONTROL -the resident in an impair less.

a a ser editado

arrigrante de flui fara per ant are, soltrefado ata como, foreatro palare es-

Redutate check in to Photo, one of Photo, one of check of the should read of the bette fundamental and the control of the should be shou

ATERST DOGS.

into, does ser Selectorio can 19. Goserro escapales els medicas el construiren els medicas el construirente de profitición que brens replacirentación alégo daculor que est replacirentación alégo daculor que est replacirente en el ficilidad del terror. Segundo Fiscol. 19 Sector Cosa da Miscolandia de Pero que tros lado crea aglio voluntidas realizada proterios por aposta se portuga esce en alficialidades, otrospiso de procuradade acrial na titura de esclusión - vel-fre partada o Greso aposta que mentio de General," el terror para tempose, acción plan estado para caráctica.

em ↓ sintese

Hommage à Aristides de Sousa Mendes à Cenon



15275 and Transplan disc Philosophisms ration de l'avapois du 18 pais: 1940 ma Gireled on Gaulie A in Directory control (Compadition of the for par-Images allamentes da 3/ms Feeth, et de faction hérope du Curse General ou Fretage à Brisdemo Arteldes de Sinasa Marije en mai et kan 1940, en Agaltaire. A cene accessor. McComite National forças en honrage à Antible value Menders, iver le souleer des espoire funçaien et portugelo area con attingues agent adopt at egarismos a blandt sic limiconnal er of portioger blos surgios de Procesies la vitorne siècle, et de pronique s valours universalies das Overs de Trivington, in change the relationscent of de décobolistance à des carries et social tacretor of intramators Service patrick in 10 extrans. of A esent is Tir

incommental Tamban and a transfer of the trans

cover the 1939 du dictateur pritogold Autom Spacks. Une Exposter, aut. Antonio de Sama Merche, la Luna d'Appriset de finchanz le dia inseguré a sérioù, some d'une corrèle se din Active Gérard Beldanger et Monart Cas sun une 1940 et a condomnation du Coreux Artektes de Sana Vocrese per Antonio Salazar, le 30 10-1940.

La projection in this - Dissince i de led en 2000 per Jodi Santon et l'anore Problement, et idampetat pur les sant l'anne a trau le la programriation.

Tribbleme bont

Manifestation à Cenon, au Rocher de Palmer: conférences, projection de film et exposition

La condamnation du consul rebelle Aristides de Sousa Mendes par le dictateur Salazar, le 30 octobre 1940, conférences de Maître Gérard Boulanger, avocat à la Cour, suivi de Manuel Dias Vaz, vice-président du comité français Sousa Mendes.

L'OCCASION du 75° anniversaire de la condamnation, par Antonio Salazar, du consul général du Portugal à Bordeaux, Aristides de Sousa Mendes, Juste parmi les Nations, Juste d'Aquitaine, citoyen d'honneur de la Gironde, la ville de Cenon, le Rocher de Palmer, Musiques de nuit et le Comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes, ont décidé de rappeler le contexte de Bordeaux en juin 1940 et le procès disciplinaire et la condamnation politique par le dictateur Salazar du consul Sousa Mendes.



LE ROCHER DE PALMER.
(CL. LE ROCHER DE PALMER).

Le contexte d'octobre 1940 en Europe

Quelques dates:

- début octobre 1940, création par les nazis, du ghetto de Varsovie, en Pologne occupée;
- 3 octobre, le gouvernement de Vichy, présidé par le maréchal Pétain, adopte le statut des Juifs - lois d'exception interdisant aux Juifs d'occuper des postes dans la fonction publique;
- 4 octobre, le gouvernement de Vichy publie une loi autorisant les préfets à procéder à l'internement des étrangers dans des camps;
- 7 octobre, abrogation, par Vichy, du décret Crémieux d'octobre 1870 qui accorde la nationalité française aux Juifs d'Algérie;
- 23 octobre, Hendaye, rencontre entre Hitler et Franco;
- 24 octobre, rencontre à Montoire-sur-le-Loir d'Hitler et Pétain;
- 28 et 29 octobre, les officiers supérieurs du III^e Reich chargés des questions juives don-

nent l'ordre d'expulser tous les Juifs résidant en Alsace – une grande partie se réfugie dans le Sud-Ouest (Dordogne, Lot-et-Garonne, Tarnet-Garonne...);

 - 30 octobre 1940, condamnation du consul Aristides de Sousa Mendes par le dictateur Salazar.

Les étapes qui ont conduit à la condamnation et à la déchéance d'Aristides de Sousa Mendes

Le 25 juin 1940, Aristides de Sousa Mendes est suspendu de ses fonctions de consul général du Portugal à Bordeaux par Teotónio Pereira, ambassadeur du Portugal à Madrid – proche ami de Salazar.

Le 4 juillet, Salazar, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, ordonne l'ouverture d'un procès disciplinaire à l'encontre d'Aristides de Sousa Mendes.

L'enquête fut confiée à un haut fonctionnaire du Ministère, Francisco Paula Brito sur les ordres du comte de Tovar, directeur général des relations économiques et consulaires, pro-nazi et proche de Salazar.



Montoire, le 24 octobre 1940. (D.R.)



HENDAYE, LE 23 OCTOBRE 1940. (D.R.)

Il remet ses conclusions de l'enquête le 2 août. Entre juillet et octobre 1940, Aristides de Sousa Mendes, avec l'appui de son jumeau César, demande des audiences à Salazar pour s'expliquer de son action. Ses nombreux requêtes restent sans réponse.

En août 1940, Aristides de Sousa Mendes, avec le soutien de son frère, rédige sa défense en répondant point par point aux quatre chefs d'accusation*.

Le 19 octobre, le comte de Tovar, directeur gé néral du ministère des Affaires étrangères, remet à Salazar une note de culpabilité et de sanctions à l'encontre d'Aristides de Sousa Mendes portant sur les quatre chefs d'accusation:

- désobéissance;
- falsification d'écrits;
- abandon de poste pour s'être déplacé à Bayonne et Hendaye;
- délivrance de faux passeports et de visas contraires à la circulaire numéro 14 du 11 novembre 1939.

Aristides de Sousa Mendes avait répondu et argumenté sur les différents chefs d'accusation. Mais, le 30 octobre 1940, après un procès disciplinaire et politique pour désobéissance et non respect des règles et directives, le président Salazar décide personnellement de condamner et bannir Aristides de Sousa Mendes. Un verdict implacable derrière lequel se dresse une volonté de vengeance et l'envoi d'un message à tous ceux qui oseraient désobéir ou résister ou s'opposer au régime et surtout à son chef suprême, le tout puissant dictateur Salazar.

La décision de Salazar conduit Aristides de Sousa Mendes à la fin de sa carrière diplomatique et à sa déchéance. Aristides de Sousa Mendes est condamné au silence, à la misère. Il est banni, maudit, ainsi que ses enfants qui ne peuvent plus exercer de fonctions au Portugal. Ils sont obligés de s'exiler en Afrique, au Canada, aux États Unis...

Salazar, avec la complicité du comte de Tovar, détruit Aristides de Sousa Mendes, le bannit et fait tout pour effacer sa mémoire. Il va jusqu'à s'octroyer l'action de sauvetage du consul de Bordeaux.

LE FAUT attendre 1988 pour que l'assemblée nationale du Portugal réhabilite Aristides de Sousa Mendes – 34 ans après sa mort – en le réintégrant dans la carrière diplomatique, à titre posthume, avec le grade d'ambassadeur.



Aristides de Sousa Mendes, 1950. (Cl. famille Sousa Mendes).

* Voir annexes

Communication de Maître Gérard Boulanger

Gérard Boulanger rappelle, au cours de cette communication :

- le contexte de juin 1940 à Bordeaux;
- la tragédie de ces milliers de réfugiés qui fuient l'avancée des troupes allemandes du III^e Reich;
- comment le maréchal Pétain a liquidé la III^e république, à Bordeaux, dans un climat d'intrigues et de trahisons;
- la prise de pouvoir de Pétain avec ses complices Weygand, Laval, Marquet et Darlan, le
 17 juin 1940, et sa décision de déposer les armes et de collaborer avec l'occupant nazi;
- Bordeaux, capitale de la France dans la défaite et la capitulation.

C'est dans ce contexte tragique que le régime de Vichy se met en place à Bordeaux entre le 17 et le 27 juin 1940.

Face à cette tragédie, le consul général du Portugal à Bordeaux, Aristides de Sousa Mendes, va prendre une décision héroïque et courageuse consistant à désobéir à son gouvernement et à délivrer des visas pour la vie et la liberté à plus de 30 000 réfugiés dont plus de 10 000 Juifs.

Gérard Boulanger rappelle l'importance, dans cette décision, de la rencontre le 12 juin 1940 à Bordeaux, entre Aristides de Sousa Mendes et le rabbin Haïm Krugger, Juif polonais, qui va supplier Sousa Mendes de sauver son peuple qui est en grand danger.

Le 15 juin 1940, le consul Sousa Mendes signe les visas du rabbin Krugger, de sa femme et de ses enfants. Il appelle Krugger en lui disant:

Voici des visas pour vous et votre famille et une lettre de recommandation pour des amis à Lisbonne qui sauront vous accueillir.

Mais le rabbin a alors une réaction impensable:

Monsieur le Consul, merci pour votre accueil et vos visas. Mais je ne peux accepter car ce n'est pas seulement moi et ma famille qu'il faut sauver, mais tous mes frères qui sont dans la rue et qui avec l'avancée des Allemands risquent la mort.

Cet appel à l'héroïsme et à l'humanisme du consul Sousa Mendes par le Rabbin provoque chez le consul une sorte de stupeur:

Monsieur le Rabbin, ce que vous me demandez est impossible. Comment puis-je délivrer des visas à ces milliers de réfugiés?

Après trois jours de réflexion, le consul Sousa Mendes prend une décision héroïque dans la nuit du 16 au 17 juin 1940 – que j'appelle la résolution de Bordeaux:

Désormais, je donnerais des visas à tout le monde. À partir de maintenant il n'y a plus de nationalités, de religions. Il n'y a que des êtres à sauver.

Au nom de ma conscience et de ma foie en Dieu, je donnerais des visas à ceux qui me le demandent.

Ie veux les sauver tous.

C'est alors que commence à Bordeaux, Bayonne et Hendaye, la plus importante action de sauvetage de la Seconde Guerre mondiale conduite par un Juste parmi les Nations nommé Aristides de Sousa Mendes.



I. B. Lhoumea

Annexes traduction Manuel Dias Vaz

Extrait du texte de la circulaire nº 14, du 11 novembre 1939 du Ministère des Affaires étrangères du Portugal

Il devient nécessaire, dans des circonstances anormales actuelles, d'adopter des mesures de précaution et de définir certaines normes, même à titre provisoire, afin de prévenir dans la mesure du possible l'octroi des passeports et des visas consulaires trop facilement et que la police de vigilance et de défense de l'État (PVDE) pourrait considérer comme inapproprié ou dangereux.

Sans pour autant rendre trop difficile l'octroi des documents à certains étrangers en transit par Lisbonne à destination de l'Amérique, pour lesquels nous n'avons ni l'intérêt ni l'intention de gêner ou d'entraver leur circulation.

Dans cette directive est déterminé ce qui suit :

- 1) En conformité avec les dispositions décrites dans l'article 701 du règlement consulaire, il devient interdit aux consuls de 4° classe de concéder des passeports ou visas consulaires sans une consultation préalable du secrétariat d'État.
- 2) Les consuls de carrière ne pourront concéder des visas consulaires sans une consultation préalable du ministère des Affaires étrangères.
 - a) Aux étrangers de nationalité indéfinie, contestée ou en litige, aux apatrides, aux porteurs de passeport Nansen et aux Russes.
 - b) Aux étrangers qui ne sont pas en mesure de justifier auprès du consul, de manière satisfaisante, les motifs de leur venue au Portugal. Mais aussi à ceux dont le passeport présente une déclaration ou quelque annotation de l'impossibilité de retourner dans leur pays de provenance.

Concernant tous les étrangers, les consuls doivent chercher à s'assurer que les demandeurs ont les moyens de leur subsistance.

- c) Aux Juifs expulsés du pays de leur nationalité ou de celui dont ils proviennent.
- d) À ceux désireux de s'embarquer dans un port portugais qui n'ont pas dans leur passeport le visa d'entrée dans le pays de destination, les billets de traversée par voie maritime et la garantie d'embarquement des compagnies respectives.

Les consuls feront très attention à ne pas entraver la venue à Lisbonne de passagers à destination d'autres pays et tout spécialement aux passagers en transit aériens transatlantiques ou à destination de l'Orient. [...]

Pour le bien de la Nation pour le Ministre Luiz de Sampayo Lisbonne, le 11 novembre 1939

Extrait de la note de culpabilité sur Aristides de Sousa Mendes

Établie le 2 août 1940 par Francisco de Paula Brito Junior, conseiller du ministère des Affaires étrangères, chargé de l'instruction de l'enquête disciplinaire à l'encontre des actes accomplis par Aristides de Sousa Mendes, consul de première classe à Bordeaux et Bayonne en 1939 et 1940.

Une enquête disciplinaire sur l'action accomplie par Aristides de Sousa Mendes à Bordeaux et Bayonne a été ordonnée le 4. juillet 1940 par Antonio de Oliveira Salazar en sa qualité de président du Conseil et de ministre des Affaires étrangères du Portugal.

Point 1. Vous êtes accusé d'avoir délivré sans autorisation préalable du Ministère, un visa au D^r Arnold Wiznitzer et à sa famille le 2 novembre 1939.

| . . .

Annexes traduction Manuel Dias Vaz

Point 5. Les 18 et 19 juin 1940, l'accusé gagna le consulat du Portugal à Bayonne et, arguant de sa supériorité hiérarchique, il a commencé à délivrer des visas à tous ceux qui les demandaient en disant qu'il fallait sauver tous ces gens.

Point 6. L'accusé a ordonné au consul de Bayonne qu'il concédât lui-même des visas, et cela gratuitement.

Point 7. Aristides de Sousa Mendes est accusé d'avoir par téléphone autorisé le vice-consul de Toulouse à concéder des visas sans en référer au Ministère.

[...]

Point 9. L'attitude de l'accusé a donné lieu à une situation peu prestigieuse pour le Portugal face aux autorités espagnoles et allemandes d'occupation.

[...]

Point 11. Parmi ces étrangers se trouvaient de nombreuses personnes dont la nationalité leur interdisait d'obtenir des visas en conformité avec les directives du ministère.

Réponse d'Aristides de Sousa Mendes, consul de première classe, à la note de culpabilité de Francisco Paula Brito Junior

Point 1. Le visa du passeport du D^r Arnold Wiznitzer et sa famille que je donne sans autorisation du Ministère est concédé le 21 novembre et non le 2 novembre 1939.

Le D^r Wiznitzer allait être interné dans un camp de concentration avec comme conséquence de laisser sa famille sans le soutien d'un père.

Faire coïncider les instructions avec les circonstances extraordinaires est parfois impérieux... Ce qui a guidé ma conscience de fonctionnaire fut mon esprit d'humanisme.

[...]

Points 5 et 6. Sur ma présence et mon action à Bayonne. Cela faisait quelques jours que Faria Machado, consul à Bayonne, me téléphonait pour m'exposer les difficultés qu'il rencontrait, face à des milliers de personnes qui assaillaient sa chancellerie en espérant obtenir un visa.

Dans cette conjoncture exceptionnellement grave, j'ai considéré qu'il était de mon devoir d'aller à Bayonne répondre à l'appel de mon collègue. En arrivant sur place et face à ces milliers de personnes - près de 5 000 dans la rue de jour comme de nuit attendant leur tour devant le consulat, et près de 20 000 dans toute la ville qui cherchaient par tous les moyens à s'approcher du consulat - mon objectif était réellement de sauver tous ces gens dont la détresse était indescriptible. [...] Beaucoup d'entre eux étaient des Juifs déjà persécutés auparavant et qui cherchaient anxieusement à échapper à l'horreur. De là découle mon action uniquement inspirée par des sentiments d'altruisme et de générosité dont nous, Portugais, avons fait preuve depuis huit siècles d'histoire.

Point 7. Concernant l'accusation d'avoir autorisé le vice-consul de Toulouse à concéder des visas. Je dois vous informer que le vice-consul m'a demandé par téléphone l'autorisation de viser des passeports indépendamment de toute consultation du Ministère. J'ai répondu qu'il était indispensable que les intéressés se présentent au consulat de Bordeaux ou Bayonne seuls autorisés à concéder des visas. Mais plus tard, le même fonctionnaire me rappela pour me dire qu'il n'y avait plus aucun moyen de communication vers Bayonne ni Bordeaux. Cette situation exceptionnelle m'a conduit à autoriser le vice-consul de Toulouse à concéder des visas pour un pays américain.

[...]

Point 9. Quant à la situation peu prestigieuse pour le Portugal figurant dans la note de culpabilité. Mon attitude et mon action résultaient de circonstances complètement anormales, insurmontables et de force majeure. Cette attitude et mon action ne sauraient donc être appréciées qu'à la lumière de ces faits. Passant sur la place de la préfecture de Bayonne, une fois mes actions connues (que certains considéraient peu prestigieuses), je fus accompagné par des «vivas» de centaines de personnes qui, à travers moi et mon action, acclamaient le prestige du Portugal et de votre Excellence.

Annexes traduction Manuel Dias Vaz

Point 11. Quant à la remarque du directeur de la police de vigilance et de défense de l'État sur les nationalités. Je ne pouvais faire de différence entre les nationalités vu que j'obéissais à des raisons d'humanité qui ne distinguent ni les races ni les nationalités des réfugiés.

Conclusion d'Aristides de Sousa Mendes à la note de culpabilité

Je demande à votre Excellence de considérer que j'ai agi poussé par des circonstances de force majeure. Je cherchais à honorer la mission qui m'était confiée et à défendre le nom et le prestige du Portugal. [...]

En ma qualité de représentant du Portugal se sont présentés à moi d'éminentes personnalités : hommes d'État, ambassadeurs, ministres, généraux, universitaires, artistes, des religieux, des commerçants, des industriels... De ces personnes je n'ai reçu que des mots de remerciements et de considération pour le Portugal, pays accueillant et hospitalier. [...]

Je n'ai jamais eu connaissance de quelque perturbation à l'ordre public ou d'abus de cette hospitalité de la part de réfugiés accueillis au Portugal. J'ai pu commettre une erreur, mais si je l'ai fait ce ne fut pas intentionnellement. J'ai agi en permanence selon ce que me dictait ma conscience, et cela malgré la fatigue [...] à cause de l'excès de travail et de semaines passées sans dormir [...] guidé dans l'accomplissement de mes devoirs en ayant toujours pleine conscience de mes responsabilités.

Aristides de Sousa Mendes Lisbonne, 10 août 1940

Le président du Conseil et ministre des Affaires étrangères a décidé de s'asseoir sur la note de culpabilité et sur les réponses argumentées d'Aristides de Sousa Mendes.

Salazar, avec cette condamnation arbitraire et laconique, a voulu réduire Aristides de Sousa Mendes au silence et l'effacer de l'Histoire. Pour ce faire, il fait rédiger et signe l'acte de condamnation qui suit :

Ministère des Affaires étrangères Secrétariat général

Attendu aux infractions commises, ne tenant pas en considération la récidive, il revient à la peine prévue par l'article 6 du règlement disciplinaire; attendu au constat du rapport et au fait que le conseil reconnaît l'incapacité professionnelle de l'accusé pour diriger des consulats et spécialement ceux de sa catégorie, je condamne le consul de première classe Aristides de Sousa Mendes à la peine d'un an d'inactivité avec droit à la moitié du salaire de la catégorie, devant par la suite être admis à la retraite.

Lisbonne, 30 octobre 1940 Antonio de Oliveira Salazar



Worderus, 10-25 Janvier 2015

Ministre de la Culture et de la Communication 7 Rue de Valois 75001 Paris

Objet : 75ême anniversaire de juin 1940 - Mémoire A. S. Mendes, Célébrations Mationales

Madage In Manastru.

Nous venous, par la présente, sollicirer votre Ministère, à l'occasion du 750me anniversaire de l'action noble et iumineuse du Coneul Général du Portugal à Bordosus, Azistidos de fousa Minder, que le 75^{tes} unniversaire soit reconnu sux céléprations nationales.

En Juin 1940, en pleine débâtie, il ve sauver près de 30.000 réfugiés dont 10.000 juifs à Bordeaux, Rayonne, Mendeye et Touloure, menacés par l'avancée des troupes allemandes de l'Illème Reich du fait de l'occupacion de la France.

Notre association a été créée à Fordeaux, en reptembre1987, au noment du procés de Klaus Barbie à Lyon, afin de faire cummaître, et bonorer l'estion de ce Grand Juste parmi les Mations, Juste de Bordeaux et d'Aquitaine.

Depuis 28 ans, notre Comité Mational a conduit et accompagné un exemple d'actions à la mémbire de ce Grand Himaniste que fut A. S. Meodes en France et au Fortugal (voir plaquette/dépliant joint(e).

Nous rappelons Ici les reconnaissances nondiales attribudes à Aristidus de Souns Mender, le Consul robeile de Bordeaux, deputs 50 ans:

- en octobre 1966, il e été nomme Juste parmi les Nations par Yadyashem,





14, court Janes Baher - F-33268 Hardrens • Tel. +23,6 52 18 61 63 • condensangementer.org • www.aquanomies.org

- en juin 1886, il a été bonoré par la Congrés des State Unia d'Ambrique.
- en octobre 1987, l'État d'Israël a nommé A. S. Mender, nitoyan d'Acomeus d'Israël,
- en mars 1886, l'Assemblée Minimale de la République Portugaise a voté à l'enanimiré une loi de rénabilitation et réintégration dans le curps diplomatique commo Ambassadour d'A. S. Mandes,
- En juin 1990, is ville de Montréal su Cenade rond housepe à 4, 5, Mandes,
- En mai 139% à Bordeaux, le Président de la République Portugaine, le Préfet de Région, le Président du Conseil Régional, le Président du Général de la Gironde, le Maire de Bordeaux et la Communauté Duive de France randont konsage à A. 5. Mendes à l'occasion de l'inauguration de son buste, Esplanade Charles de Cavile.
- En novembre 1995, le Fariement Européen réuni à Strapbourg rend hommage à ce grand juste parmi les Mations, cet européen humaniste que lut à. S. Mendes au moment de la trayédie de la seconde guerre mondiels,
- em avell 1999, la ville de Rio de Jameiro au Brégai décerne la médaille d'Aconeur de la ville à A. S. Mandes.
- en mai 2003, 1'UNESCO à Paris rend homzage à A. S. Mender. Ambassadeur de la Paix.
- en mara 2009, l'Assemblés Départementals du Conseil Général de la Gironde vote à l'onanimité une délibération nommant A. S. Mendes, citoyen d'Aonneur de la Gironde.
- on 2007, à Paris, sur proposition de la Ministre Madame Disone Vell, le Paraident de la République Française, Monsieur Jacques Chirac, husore les Justes de France, en les faisant surret su Panthèco Mational parai les Grande Hommes qui ont fait l'Histoire de France, X. S. Mindes fait partie de ces quates,
- en novembre 2000, présentation du file « Désobéir », produit per France 2, su festival International du Film d'Aliatoire de Fesser.
- en ani 7012, le File » Le Consul de Exrdenue » est présenté au d'estival de cinera à Cannes,

- en 2015, notre Cimité avec le apatien de différentes institutions, collectivités, associations et fondations à douide d'organisme en France un ensemble de manifestations, interventions pédagogiques et cérémonies, à l'occasion du 75ème anniversaire de l'antion de sauvetage de près de 20,000 réfugies par ce Cousul, qui eu nos de sa conscience et son humanisme va sacrifier es carrière et es famille pour défandre et sauver tous ces Étres Humains en danger.

Une Partie de ces manifestations se déroulezont à Bordéaux, Hayamo, Mendaye, Fazia, entre le 12 en le 27 juin 2015 dans le cadre des commemorations du 75 de anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 du Général de Gaulle, cas d'est à cette même période, entre le 14 et le 25 juin 1940, qu'Aziatides de Soura Mande va accomplir son action de sauvetage des réfugiés dans le Sud-Ouent, en désubélasant ac Frésident Antonio Oliveira Salasar, de la même façon que le Général de Gaulle a dit non au Maréchal Fétain.

A cette conesion et dans le cadre de pes comménurations, nous sollicitons le Ministère de la Culture pour que l'action d'Aristiques de Sousa Neodes. Consul rebelle et Ambassadeur de la paix, soit récondu parmi les Grands Sommes qui ont marque l'Histoire de France et l'Elstoire de l'Humanité, et que les manifestations du 15⁵⁰⁰ anniversaire soient labellisées célébrations nationales et qu'elles puissent être soutenues et financées par votre Ministère.

En vous remerciant, Mademe la Ministre, de l'attention que vous et vos services porteres à sorre solliditation, et cestant à votre disposition pour toute information complémentaire, recever, Mademe la Ministre, l'expression de notre considération distinguée.

> Pour le Comité Azietides de Souse Mendes Le Vice-Président Délégué Manuel DIAS VAI

Copie astressée à Mr Arnaud LETTARDI, DRAC Aquitaine



Ministère de la Culture et de la Communication

La Caf de Calieral

Monsieur Manuel DIAS VAZ Vice-président délègué du Comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes 14, cours Journa Auber 33500 BORDEAUX

Paris, le - 2 AVR. 2015

Second Bris Land Story

Monsieur le Vice-président,

Vous avez sofficité le soutien de Madame Fleur Pellerin, ministre de la Culture et de la Communication, et le label « Célébrations mationales » en fineur des manifestations organisées en hommage aux actions menées par Aristides de Souss Mendes, consul général du Purtugal à Bordeaux en juin 1940, à l'occusion des commémorations du 75° austiversaire de l'appel du 18 juin 1940.

La ministre a pris connaissance de votre correspondance et m'a chargé de misir les services concernés de la direction générale des patrimoines en lien avec ceux de la direction régionale des affaires culturelles d'Aquitaine qui ne manqueront pas de vous tenir informé de la suite réservée à votre demande. Votre demande a été également transmise auprès des services du secrétariat d'État chargé des Anciens combuttants et de la Mêmoire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Vice-président, l'expression de ma considération distinguée.

Yann BATTEFORT



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Cabinet du Secrétaire d'État auprès du Ministre de la Défense, chargé des Anciens Combuttants et de la Mémoire

Le directeur du cubiner

Monsieur le Président délégué.

Vous aviez bien voulu appeler l'attention du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, charge des anciens combattants et de la mémoire, sur votre souhait de voir labelliser les célébrations nationales que votre comité organise en hommage aux actions menées par Aristides de Sousa Mendes, consul général du Portugal à Bordentes en juin 1940, dans le cadre des commémorations du 75° anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 et d'obtenir une aide financière pour ces manifestations.

Je tiens à vous préciser que les projets mémoriels qui sont homologués dans le cadre du 70° anniversaire de la libération et de la victoire sont, par définition, des projets liés à l'année 1945 et à l'achèvement de la libération du territoire national, à la libération du camp d'Auschwitz et à la découverte de la Shoah, au retour des déportes, prisonners de guerre et des requis au STO, aux victoires sur le nazisme et sur le Japon.

Par conséquent, il n'est pas possible d'homologuer un projet qui a pour cadre l'année 1940 et le 75^{ème} anniversaire de l'appel de Londres du général de Guille.

Foutefois, au-delà du cedre spécifique des commemorations du 70° anniversaire de la liberation et de la victoire, vous pouvez remplir un dossier de demande de subvention, dont vous trouverer le document CERFA téléchargeable sur le site internet vosdroits servicepublic fr et l'adresser au ministère de la défense - direction de la memoire, du patrimoine et des archives - sous-direction de la memoire et de l'action éducative - burenu de la vie associative et des cérémonies - 14 rue Saint-Dominique 75700 Paris SP 07

Je vous prie de croire. Monsieur le Président délégue, à l'expression de mes sentiments les meilleurs

Monsieur Manuel DIAS VAZ Vice-président délégué du comité Aristides de Sousa Mendes 14 cours Journe Auber 33300 Bordeaux

88

17: no in Belleriane (2000 Paris 57 67 - 165 9) 44 82 (0.00)

Jean-Robert LOPEZ

Remerciements

Ce livret, rassemblant les principales interventions du 75° anniversaire de l'action d'Aristides de Sousa Mendes, a été élaboré sous la direction de Manuel Dias Vaz, vice-président du comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes.

Le Comité tient à remercier pour leurs soutiens et leurs contributions les services de l'État, les collectivités territoriales, les délégations diplomatiques, les associations, les établissements scolaires et les communicants qui, par leurs apports, ont contribué à la réussite des manifestations du 75° anniversaire de l'action du consul du Portugal à Bordeaux en 1940 et à la réalisation de cet ouvrage.

Nous remercions particulièrement:

le Préfet de la région Aquitaine,

le Président du Conseil régional,

le Président du CESER.

la Drac Aquitaine

les Consuls généraux d'Allemagne, d'Espagne et du Portugal,

le Président du Conseil départemental de la Gironde,

les Maires de Bayonne, de Bègles, de Cenon, d'Hendaye et d'Oloron-Sainte-Marie,

les lycées Camille-Julian, Montesquieu

et Tivoli à Bordeaux, Montaigne à Libourne,

le lycée juif de l'Ort à Villiers-le-Bel, le lycée René-Cassin à Bayonne,

le lycée de Carregal do Sal au Portugal,

les Archives départementales de la Gironde,

le comité de jumelages de la ville d'Hendaye,

la paroisse Saint-Louis des Chartrons à Bordeaux, les associations Boulevard des Potes.

France-Portugal d'Oloron-Sainte-Marie,

la radio La Clef des Ondes, Musique de Nuit,

la Ligue des Droits de l'Homme,

le centre social et culturel de l'Estey à Bègles,

le Rocher de Palmer à Cenon,

le Rahmi, l'association O Sol de Portugal...

les intervenants et communiquants

David Aller,

Gérard Boulanger,

Anne-Marie Cocula,

Manuel Dias Vaz.

Jean-Louis Nembrini,

Alain Ruiz,

Matthieu Trouvé,

Mgr Jean-Marie Le Vert.





Achevé d'imprimer en mai 2016 Graphisme: Lhoumeau.com ISBN 978-2-9535039-8-2



































